



Comprendre la Hongrie depuis l'élection de Viktor Orbán  
sur les sujets de migrations et de souveraineté

Mémoire de synthèse réalisé par Axel Nagy

Master 120 études européennes

Année académique 2018-2019

Promoteurs : Vincent Dujardin, Bernard Coulie

Lecteur : Jean-Yves Carlier

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Le sujet de ce mémoire est issu d'une volonté personnelle datant de la fin de mon bachelier. J'ai pris beaucoup de plaisir à le rédiger, car il m'a été permis de travailler librement sur une thématique qui me tenait à cœur. Je remercie donc avant tout mes promoteurs, Monsieur Vincent Dujardin et Monsieur Bernard Coulie, pour m'avoir permis de travailler sur cette problématique sous leurs conseils avisés.

Je remercie en second lieu toutes les personnes m'ayant soutenu, conseillé et aidé pendant les longues heures de rédaction. Ne pas être seul lors d'un exercice éprouvant est psychologiquement important.

Je tiens également à remercier personnellement Karima, sans qui je n'aurais jamais pu avoir aussi facilement les échanges et entretiens avec les personnalités, notamment hongroises, que j'ai eu l'occasion de rencontrer en juillet 2019.

Le choix de la Hongrie est avant tout le fruit d'un lien de parenté et d'une histoire que je partage en partie avec les Hongrois. Bien qu'ayant toujours habité en Belgique, la branche paternelle de ma famille venait de Hongrie et avait dû migrer en 1956. Je ne comprenais souvent pas l'histoire et réactions de ma propre famille, et ne m'était malheureusement jamais penché dessus. L'élément déclencheur de ce sujet fut le triste décès de mon grand-père Lajos Nagy en 2016, sans qui je n'aurais jamais essayé de rattraper le temps perdu pour essayer de *le* comprendre. Ici, il s'agit plutôt d'excuses.

Enfin, je souhaite remercier mes professeurs qui, lors de ces deux années de master, m'ont apporté une connaissance et expertise sur l'Union européenne. Sans ces connaissances, je n'aurais jamais pu produire ce mémoire.

## Table des matières

1. Introduction .....	6
2. Le concept d'identité .....	16
2.1 Selon le dictionnaire et développement.....	17
2.2 Selon des intellectuels .....	17
2.3 Approfondissement autour de différentes dimensions de l'identité .....	20
2.4 Les limites pertinentes du concept d'identité pour cette recherche .....	23
3. La culture, et l'identité culturelle.....	24
4. Comprendre les positions politiques de la Hongrie à travers son identité (culturelle), sa politique et son histoire .....	26
4.1 L'identité hongroise à travers l'évolution politique de Viktor Orbán et l'anticommunisme comme vecteur de cohérence du Fidesz .....	27
4.2 La "vieille et vive" identité hongroise, et la magyaritude.....	33
4.3 Les tendances électorales de la Hongrie après la chute de l'URSS.....	37
4.4 Le migrant, l'Autre de l'identité hongroise .....	41
4.4.1 La crise migratoire, composée principalement de musulmans .....	42
4.4.1.1 Le chrétien vs le musulman .....	42
4.4.1.2 Le monde chrétien vs la Hongrie .....	47
4.4.2 L'argument économique du migrant vs le réfugié.....	48
4.4.3 Les demandes d'asile, et le refus du système de quotas de migrants.....	49
4.4.4 Le référendum de 2016.....	51
4.4.5 Le cas Georges Soros.....	53
4.4.6 Des discours eurosceptiques, mais des actes plutôt "dociles" ? .....	55
4.5 Du poids du passé à l'angoisse de la disparition .....	56
4.5.1 L'angoisse de la disparition.....	56
4.5.2 La victimisation et la justification par l'Histoire.....	62
5. L'illibéralisme : une autre voie que le libéralisme pour la Hongrie .....	63
6. La Hongrie et l'Union européenne.....	66
6.1 L'Union européenne, inéluctable délégation de souveraineté .....	66
6.2 Les élections européennes en Hongrie.....	67
7. Les dérives démocratiques et la violation de l'Etat de droit .....	69
8. Le rapport Sargentini .....	71
8.1 Analyse des votes.....	71
8.2 La défense et la réaction de Viktor Orbán .....	73
8.3 Un résultat issu du Parlement européen : à relativiser ? .....	75
9. La suspension du Fidesz par sa propre famille politique, le PPE .....	76

10.	L'image et les soutiens de la Hongrie de V. Orbán dans l'Union européenne. ....	78
10.1	Les élus nationaux et eurodéputés.....	78
10.1.1	En Belgique.....	78
10.1.2	Dans les trois plus gros pays de l'UE : France, Allemagne, Royaume-Uni .....	80
10.1.3	En Europe centrale.....	82
10.1.4	En Italie .....	83
10.2	Les relations avec grandes figures de l'Union européenne.....	83
10.2.1	La Commission européenne.....	84
10.2.2	Le Président du Conseil européen .....	86
10.3	L'opinion publique européenne.....	87
10.4	La presse .....	89
10.4.1	En Belgique .....	90
10.4.2	En France.....	92
10.4.3	Les médias britanniques .....	94
10.4.4	Les médias allemands .....	96
10.4.5	Analyse comparative des différents informations.....	97
11.	Entretiens.....	98
11.1	Entretien informel, 26 juillet 2019.....	99
11.2	Entretien au siège du MR.....	100
11.3	Analyse des deux entretiens .....	101
12.	Conclusion.....	102
13.	Bibliographie .....	107

## 1. Introduction

En 2015, 1 015 848 migrants sont entrés dans l'Union européenne, et presque deux millions y sont enregistrés depuis 2014 jusque juin 2018 selon l'OIM<sup>1</sup>. L'année 2015 a également enregistré 2,2 millions de personnes en situation irrégulière dans l'UE<sup>2</sup>. Quant aux demandes d'asile, elles atteignent un pic de 1 321 600 demandes en 2015, et 1 259 955 en 2016<sup>3</sup>. Ce phénomène, que l'on qualifie communément de *crise migratoire*, fait couler beaucoup d'encre et anime une multitude de débats. De clivages mis en exergue par la crise migratoire en ressortent deux écoles de pensée : celle de l'*humanisme et de l'ouverture*, face à celle de la *sécurité et de la fermeté*. En effet, l'impact des migrations est important dans les sociétés européennes, et le pic migratoire de 2015 semble encore plus diviser les européens sur les résolutions. Quelle que soit la façon dont on l'appréhende, une chose est certaine : l'immigration est l'occupation principale des européens (40%) selon les eurobaromètres, chiffre au double du score de la deuxième plus grande préoccupation, le terrorisme (20%) et de la troisième, l'état des finances publiques (19%)<sup>4</sup>. Afin d'illustrer le *pourquoi* l'immigration préoccupe les peuples européens, mentionnons quelques chiffres belges à titre d'exemple : le 1 janvier 2018, 1 357 556 personnes ne détenant pas la nationalité belge séjournaient en Belgique<sup>5</sup>, et 1 902 644 personnes résidant en Belgique étaient nées à l'étranger<sup>6</sup>. Ainsi, 16,7% de la population belge est constituée d'immigrés de première génération<sup>7</sup>, chiffre non-négligeable bien qu'il faille relativiser l'impact de la crise migratoire sur ces chiffres<sup>8</sup>.

Mais le problème sur lequel ce travail va porter est le suivant : depuis l'éclatement de la crise de 2015, la Hongrie semble causer problème au sein de la scène européenne. Autour de l'actualité de l'UE, et notamment la question migratoire, les habitants de cet Etat millénaire

---

1 Véronique Malécot, Mathilde Costil, Francesca Fattori, Migration vers l'Europe, les chiffres et les routes, Le Monde, 28 juin 2018

2 Parlement Européen, Asile et migrations eu Europe : faits et chiffres, 13 juillet 2017

3 Parlement européen, Une Europe ouverte ? Evolution du nombre des demandes d'asile et de réfugiés en Europe

4 Commission européenne, Eurobaromètre Standard 90, opinion publique dans l'Union européenne, Novembre 2018, page 12.

5 Statbel, Population par lieu de résidence, nationalité, état civil, âge et sexe,

<https://bestat.statbel.fgov.be/bestat/crosstable.xhtml?datasourc=65ee413b-3859-4c6f-a847-09b631766fa7>

6 Statbel, Population par pays de naissance, de 1881 à 2018,

<https://statbel.fgov/fr/themes/population/structure-de-la-population#figures>

7 Joren Vermeersch, Theo Francken, Continent sans frontières, La migration en 24 questions & réponses, éd. Jourdain 2019, page 9.

8 Les principaux immigrés belges sont de nationalité néerlandaise et française. Les statistiques ne reprennent cependant pas les pourcentages de personnes à double-nationalité.

d'Europe centrale perçoivent les solutions à cette crise que nous pourrions qualifier comme radicales voire *inhumaines*<sup>9</sup>. Ces réactions sont souvent incomprises, même diabolisées, comme si la Hongrie retournait vers un régime fasciste ou dictatorial<sup>10</sup>. De plus, le gouvernement de ce pays, pourtant privé des deux-tiers de son territoire après le Traité de Trianon et déchu de son statut de puissance démographique<sup>1112</sup>, reste médiatisé comme si la Hongrie était encore grande. Lors des concerts de la tournée mondiale de Roger Waters en 2018, il était diffusé des images où le nom du Premier ministre hongrois figurait entre de grands noms comme Donald Trump, Vladimir Poutine, Nigel Farage et Marine le Pen, respectivement acteurs politiques de puissants pays<sup>13</sup>. Autrement dit, le dirigeant hongrois était cité entre des acteurs politiques d'imposantes puissances démographiques et économiques. Ceci étant, il n'est pas surprenant que cela arrive dans de multiples autres cas, comme des articles de presse ou des débats politiques. Prenons un autre exemple. Lors du test électoral belge de 2019 diffusé par la RTBF et La Libre, une question sur les migrations aux élections européennes était : "Pour obtenir la nationalité belge, il faut d'abord avoir réussi un examen sur les valeurs européennes". La réponse du parti Ecolo, que l'on pouvait consulter lors des résultats, fut la sarcastique : "laquelle, celle d'Orbán ou de Salvini ?"<sup>14</sup>.

Les causes de cette médiatisation de la Hongrie se trouve être que les citoyens magyars ont élu avec une écrasante majorité un parti à campagne électorale qualifiée de conservatrice, eurosceptique<sup>15</sup>, anti-immigration ou souverainiste, parfois même fasciste et raciste : le Fidesz – Union civique hongroise. L'idéologie de ses élus est, comme l'inspiration du parti l'annonce, critique du fédéralisme européen et des délégations de souveraineté, surtout dans le domaine des migrations. En effet, le Fidesz est extrêmement réticent à l'accueil des migrants musulmans<sup>16</sup> sur le territoire du pays. Aussi, les membres du parti semblent

---

<sup>9</sup> AFP, Hongrie : une vidéo montre la façon inhumaine dont sont nourris les migrants dans les camps, La Libre, 11 septembre 2015.

<sup>10</sup> Massimo Riva, Lettre d'Europe : les fascistes sont aux portes du Vieux-Continent, Le Soir, publié le 19/08/2018

<sup>11</sup> André Larané, Le Traité de Trianon rabaisse la Hongrie, Hérodote, publié ou mis à jour le 31 mai 2019, consulté le 11 juin 2019.

<sup>12</sup> Miklós Molnar, Histoire de la Hongrie, édition Perrin, collection Tempus, septembre 2004

<sup>13</sup> Concert de Roger Waters au Sportpaleis d'Anvers en Belgique, 11 mai 2018. Photo en annexe.

<sup>14</sup> Test électoral belge de 2019, consultable sur le site de la RTBF : <https://www.rtbef.be/info/election/test-electoral?gclid=CjwKCAjw4ZTqBRBZEiwAHHxpfpkmz8xcxsDY1x20udnjlgF8cClldPw9nyWjgDn10uwY9JAa13Ukh oCGwUQAvD BwE>

<sup>15</sup> Roman Chytilék, Petr Kaniok, *Territoriality and Eurosceptic Parties in V4 Countries*, Faculty of Social Studies Institute for Comparative Political Research, Masaryk University

<sup>16</sup> Notons qu'il s'agit véritablement d'une opposition aux migrations musulmanes, et pas intra-européenne. Nous aurons l'occasion de développer cela dans le corps du texte.

gouverner la Hongrie comme des oligarques<sup>17</sup>. Mais surtout, la rhétorique de la plupart des élus se focalise sur la question migratoire depuis le pic de 2015, en défendant une résolution radicale de fermeture qui semble éloigner toute possibilité de compromis sur cette question. Le fait que la Hongrie soit sortie des négociations du pacte mondial des migrations des Nations Unies, et n'a donc pas signé le Pacte de Marrakech<sup>18</sup>, prouve bien que le consensus semble difficile sur la question migratoire.

Récemment suspendu – mais non exclu – du groupe politique « PPE » (Parti Populaire Européen) au Parlement européen à cause de multiples controverses, le Fidesz est en quelque sorte l'*enfant terrible* voire le *mouton noir* de la droite en hémicycle<sup>19</sup>, avec des discours parfois plus proches des ECR – Conservateurs et Réformistes européens que des chrétiens démocrates. Le groupe européen des conservateurs et des réformistes a d'ailleurs soutenu Orbán lors du rapport Sargentini, ce qui ne fut pas réellement le cas de son propre groupe politique, nous le verrons. Outre le fait d'avoir le seul chef d'Etat membre du PPE à s'être opposé à la candidature de son propre candidat Jean-Claude Juncker en tant que Président de la Commission<sup>20</sup>, le Chef du gouvernement hongrois s'est affirmé comme meneur des tendances souverainistes et anti-immigration dans l'Union européenne, malgré que son parti soit membre d'un groupe majoritairement proeuropéen et du moins fondateur de l'Union. Alors que les eurodéputés chrétiens-démocrates, comme ceux la CDU, semblent modérés voire plutôt favorables à l'accueil des migrants sur le territoire de l'Union, Le Fidesz défend une ligne *nationaliste* et souverainiste, allant à l'encontre de celle érigée par Angela Merkel. En résumé, du même groupe politique émerge des visions différentes vis-à-vis du problème migratoire. Alors que l'Allemagne et la Hongrie étaient les deux pays les plus convoités des demandes d'asile en 2015 (respectivement 476 510 demandes pour l'Allemagne et 177 135

---

<sup>17</sup> Balint MAGYAR, *Post-Communist Mafia State. The Case of Hungary*. Budapest, Central European University Press & Noran Libro, 2016, revue par Amélie Zima Dans Revue d'études comparatives Est-Ouest 2017/3-4 (N° 48), pages 339 à 344

<sup>18</sup> Nations Unies, couverture des réunions et communiqués de presse, séance plénière AG/12113, 60E & 61 séances, 19 décembre 2018

<sup>19</sup> Jurek Kuczkiewicz, *D'enfant terrible, Orban devient le mouton noir du PPE*, Le Soir, publié le 12 septembre 2018

<sup>20</sup> AFP et Reuters, La désignation de Juncker, une « grave erreur » pour Cameron, Le Monde, publié le 27 juin 2014.

pour la Hongrie<sup>21</sup>) deux réactions antagonistes ont surgi : en Allemagne, une volonté d'hospitalité et l'accueil, en Hongrie, une démarche de fermeture radicale<sup>22</sup>.

A travers ces deux courants, la plus populaire et la plus adéquate vis-à-vis des valeurs européennes semble avoir été aux yeux des acteurs européens la vision d'Angela Merkel. La façon de penser des représentants hongrois fut alors isolée, n'étant pas la feuille de route de l'UE. Des projets de la Commission européenne virent alors le jour, comme le projet d'une répartition équitable de relocalisation de migrants afin de soulager démographiquement les pays qui souffraient le plus des migrations<sup>23</sup>. Le Fidesz n'était pas d'accord : d'abord pour la question de la souveraineté nationale, mais aussi parce qu'elle-même connaissait un énorme pic de demandes d'asile. Non habituée aux migrations - mais plutôt aux invasions - la Hongrie s'est sentie surmenée et incomprise. Elle s'est isolée en manifestant une position défensive, comme elle eut l'habitude de faire dans son histoire. La crise migratoire est d'ailleurs dénommée *invasion migratoire* à Budapest, reflétant une approche affective de la Hongrie de par son histoire face aux migrations. Dans la majeure partie des informations que l'on peut lire sur la Hongrie, le fait est qu'elle est souvent incomprise par la plupart des Occidentaux. Depuis, elle fait front aux démarches communautaires de l'Union européenne, adoptant une posture de révoltée à travers les discours de son dirigeant. Les propos des représentants du Fidesz se sont également rigidifiés au fur et à mesure que le bras de fer avec les Institutions européennes continuait.

Au fil des mois et des confrontations entre la Hongrie et Bruxelles, le Chef du gouvernement magyar a gonflé en popularité – autant nationale qu'internationale – et a fait de la migration sa principale feuille de route pour les élections de mars 2018 ainsi que pour les élections européennes de 2019. « Une coalition contre l'immigration » fut le souhait le plus revendiqué par la campagne du Fidesz aux dernières législatives<sup>24</sup>. Son Premier ministre, Viktor Orbán, a d'ailleurs gagné les récentes élections uniquement grâce aux discours sur l'immigration. En

---

<sup>21</sup> Parlement européen, Demande d'asile dans l'UE selon les années, information graphique, [https://www.europarl.europa.eu/infographic/welcoming-europe/index\\_fr.html#filter=2015](https://www.europarl.europa.eu/infographic/welcoming-europe/index_fr.html#filter=2015), consulté le 15 juillet 2019.

<sup>22</sup> Catherine Wihtol de Wenden, *Une crise de la solidarité*, Revue Après-demain 2016/3 (N ° 39, NF), fondation Seligmann, pages 5 à 6

<sup>23</sup> Commission européenne, *Solidarité européenne : un système de relocalisation pour les réfugiés*, [https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/policies/european-agenda-migration/background-information/docs/2\\_eu\\_solidarity\\_a\\_refugee\\_relocation\\_system\\_fr.pdf](https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/policies/european-agenda-migration/background-information/docs/2_eu_solidarity_a_refugee_relocation_system_fr.pdf)

<sup>24</sup> Discours de Viktor Orbán pour le lancement de sa campagne électorale, dimanche 18 février 2018,

plus d'être les plus emblématiques pamphlets à l'effigie de la souveraineté et contre l'*ingérence* des Institutions européenne, les discours de ce charismatique dirigeant, autant détestés qu'adorés, retentissent le tocsin des beffrois. En effet, ceux-ci rappellent, entre autres, la racine judéo-chrétienne de l'Europe pour justifier l'opposition à la migration principalement musulmane. Aux valeurs chrétiennes s'ajoute sa vision de la démocratie : une « démocratie illibérale »<sup>25</sup>, qui est devenue le maître mot de la philosophie du Premier ministre hongrois. Ce concept prend le contrepied des démocraties libérales tel que l'entend le paradigme étatique de tous les Etats membres, pour penser le monde et imaginer la gestion de l'Etat différemment.

Depuis l'épisode de 2015 et de la médiatisation de la Hongrie, plusieurs autres gouvernements européens d'inspiration populiste, aux slogans contre l'immigration, ont été élus au pouvoir : en Autriche avec l'ÖVP, en Pologne avec le PiS, en République Tchèque avec Milos Zeman, ou encore en Italie avec Salvini. Il y a véritablement un basculement de l'échiquier politique européen, avec l'émergence des partis aux campagnes anti-immigration au sein des gouvernements. Certains médias parlent même « d'Orbanisation »<sup>26</sup> des gouvernements européens, qui délaissent la valeur de solidarité au profit de la sécurité. En tout cas, Viktor Orban emblématise aujourd'hui l'opposition à l'initiative hospitalière qui fut celle de l'Allemagne d'Angela Merkel, en refusant d'accueillir davantage de *migrants* sur le territoire hongrois ainsi qu'en Europe<sup>27</sup>. Image de *sentinelle*<sup>28</sup> par le mur construit à la frontière serbe, la Hongrie est aujourd'hui la face visible de l'iceberg emblématisant le « stop » à l'immigration, mais bien d'autres partis européens aux idéologies similaires augmentent leur notoriété au même moment.

Lorsque nous observons l'Europe d'aujourd'hui, nous constatons que le rideau de fer a renâit de ses cendres. Mais cette fois-ci, le rideau de fer est un clivage idéologique : les gouvernements de l'Occident ont plutôt soutenu Angela Merkel, bien que les positions

---

<sup>25</sup> Ce concept est développé à la fin de la première partie du travail.

<sup>26</sup> Sylvain Kahn, *L'Italie, nouveau laboratoire de l'orbanisation de l'Europe*, article paru dans le quotidien régional *Sud Ouest*, 22 mai 2018

<sup>27</sup> Yannick Prost, *Migrations : l'impasse européenne*, revue *Politique étrangère*, 2018/3 (Automne), pages 157-169

<sup>28</sup> Un écrivain français à tendance identitaire et ancien membre du Front national et du MNR, Jean-Claude Rolinat, a écrit un livre dont le titre s'intitule "La Hongrie, sentinelle de l'Europe". De ce livre, nous ne retiendrons que le titre, qui symbolise l'image que la Hongrie renvoie d'elle-même à la droite identitaire française.

n'aient pas été aussi poussées que le généreux accueil allemand de plus d'un million de migrants. Ceux du centre et de l'Est, eux, se sont plutôt rapprochés de la position plus ferme et tranchée du Premier Ministre hongrois. L'incompréhension d'une part et l'intransigeance de l'autre risque de mener à une disparition de toute entente européenne sur les phénomènes migratoires<sup>29</sup>. Ce clivage idéologique anime une crise sans précédent dans l'Union européenne autour de l'identité, la souveraineté et l'immigration. En d'autres termes, c'est autour de cette différence qu'a émergé un conflit, créant de frustrantes incompréhensions des deux côtés de cette délimitation.

Ce travail essayera d'élucider le hiatus du nouveau rideau de fer conceptuel qui, depuis la crise migratoire, divise l'Union européenne. Une tranchée se creuse entre les pourfendeurs de Viktor Orbán et sa récente quatrième écrasante réélection, conservant la majorité des 2/3, en tant que chef du gouvernement<sup>30</sup>. En effet, pendant que la Hongrie devient diabolisée dans certains pays, les mesures migratoires prises par le gouvernement hongrois sont très populaires dans le pays des magyars. Sans aucun doute, cette incompréhension éloigne les Hongrois de l'Occident. Car de fait, aussi controversé soit-il, le dirigeant hongrois est une personne qui est soutenue dans son pays : cela fait trois élections consécutives qu'il remporte très largement les élections. Les résultats électoraux permettent même à son parti de gouverner seul. L'apparent indélogeable Premier ministre hongrois incarne donc la pensée dominante de son peuple. L'assertion n'est pas dénudée de sens lorsqu'est affirmé que Viktor Orbán est la personnification de la Hongrie d'aujourd'hui. A titre d'exemple, mentionnons que le kvótanépszavazás (référendum sur les quotas de migrants) avait obtenu plus de 98% des votes en faveur de la position du gouvernement, bien que celui-ci avait été récusé à cause d'une trop faible participation. Plus de 3,3 millions de hongrois s'étaient donc exprimés contre la relocalisation de migrants. Le même sondage en Belgique aurait certainement recueilli beaucoup moins de « non »<sup>31</sup>.

---

<sup>29</sup> Yannick Prost, *op. cit.*

<sup>30</sup> Résultat détaillé des élections législatives hongroises de 2018 disponible en ligne : <https://index.hu/belfold/2018/valasztas/mandatumok/?token=147b5398a6efd40d751ff71e3f3384de>

<sup>31</sup> Bureau national électoral de Hongrie, statistique disponible sur [https://static.valasztas.hu/dyn/onepsz201610/szavossz/en/eredm\\_e.html](https://static.valasztas.hu/dyn/onepsz201610/szavossz/en/eredm_e.html)

Depuis 2004, la Hongrie est membre de l'Union européenne. Bien que bon élève dans beaucoup de domaines, l'Etat établi dans le bassin des Carpates fait aujourd'hui figure d'opposition dans l'Union. Depuis, le gouvernement hongrois est maintes fois critiqué, voire diabolisé. Il est peu probable que l'émergence de la relation conflictuelle entre la Hongrie et l'Union se soignera par une rhétorique de déni, d'incompréhension et de menaces, voire d'insultes fustigées des deux côtés.

Dans son discours à Dunkerque de septembre 1959, le Général de Gaulle affirmait la chose suivante : "ce qu'il faut surtout pour la paix, c'est la compréhension des peuples. Les régimes, nous savons ce que c'est : des choses qui passent. Mais les peuples ne passent pas"<sup>32</sup>. Le peuple hongrois mérite que l'on s'y intéresse et que l'on tente de le comprendre. La solution passe par la compréhension, et comprendre la Hongrie est le chemin vers la décomposition du mur idéologique qui est en train de se construire aux frontières danubiennes. La sentinelle de l'Union a ses raisons que l'Union ignore, et ce travail tentera d'expliquer pourquoi la Hongrie s'isole plutôt que de continuer à s'intégrer dans l'Union européenne.

### Question de recherche

La question de recherche porte sur une reformulation du titre en lui-même. Nous l'articulerons tel que : "comment comprendre la Hongrie gouvernée par Viktor Orbán sur la question migratoire et celle de la souveraineté ?".

Ce travail tentera de comprendre la réaction hongroise autour du sujet de l'identité (culturelle) et de l'histoire de la Hongrie et la vision que l'on en a. Autrement dit, l'audacieuse ligne directrice de ce travail doit mener à la compréhension de l'attitude hongroise sur les thématiques migratoires et souverainistes à travers les paires de lunettes historiques, politiques et identitaires, tout en étudiant comment la Hongrie est perçue à travers différentes presses et politiciens. Partant des a priori que nous pouvons avoir concernant la politique hongroise, l'enjeu sera de naviguer à contre flot en élaborant une étude sur l'identité hongroise ainsi que les raisons et les justifications du gouvernement Orbán.

---

<sup>32</sup> Charles De Gaulle, *Discours de Dunkerque*, septembre 1959.

## Méthodologie

Dans un premier temps, il conviendra d'établir une étude autour de la question de l'identité et de la culture. Comprendre la Hongrie passe essentiellement par approfondir ces deux concepts. Nous analyserons d'abord les concepts de façon générale : qu'est-ce qu'une identité ? Qu'est-ce qu'une culture ? Qu'est-ce qu'une « identité culturelle » ? A travers le développement de la recherche générale, nous ferons l'esquisse de l'identité (culturelle) hongroise autour de notions pertinentes vis-à-vis de la question de recherche. Ainsi, les dimensions de l'identité et de la culture hongroise seront mises en lien avec l'actualité, l'histoire de la Hongrie. Il sera également question de développer des faits, des événements, des positions politiques populaires ou des référents collectifs pouvant nous aider à comprendre la Hongrie. Le développement des éléments mobilisés ne se fera également que dans la mesure où ceux-ci demeurent pertinents vis-à-vis de la problématique. Nous évoquerons l'identité de Viktor Orbán afin de comprendre son parcours, et l'image que renvoie le numéro un hongrois. Nous expliquerons ensuite l'aspect anti-Occident et la vieille identité hongroise, qui expliquera certaines réactions hongroises. Nous nous attarderons après sur les tendances électorales de la Hongrie, qui nous montrera que les électeurs hongrois sont pour la plupart des électeurs de droite. Ensuite, nous développerons le cas de l'immigration sous certains angles : la dichotomie entre le chrétien et le musulman, le monde chrétien sur la Hongrie, l'argument économique, la prétendue incompatibilité du migrant avec la culture hongroise, une analyse des résultats du référendum de 2016, la campagne anti-Soros et les actes dociles de la Hongrie vis-à-vis des quotas. Ensuite, nous nous pencherons sur les éléments pertinents de l'histoire de la Hongrie, centrale dans l'identité hongroise ainsi que dans l'argumentation visant à justifier les positions du gouvernement. En ressortiront deux éléments centraux de l'identité hongroise : l'angoisse de la disparition, et la victimisation par le poids de leur histoire douloureuse. Suite à cela nous développerons le concept d'illibéralisme, concept phare de la vision de l'Etat de Viktor Orbán. Enfin, nous discuterons des problèmes manifestes entre la Hongrie et l'UE en abordant la thématique de la délégation de souveraineté nationale et de l'élection européenne

En deuxième lieu, il s'agira d'étudier la Hongrie à travers l'actualité, les positions politiques d'acteurs européens et nationaux, ainsi qu'à travers la presse et l'opinion publique. Une analyse de l'actualité entend que cette partie ne peut que difficilement être référencée par des ouvrages scientifiques, nous devons donc nous contenter de la mobilisation d'articles de presse dans la majorité des sources. Nous évoquerons les apparentes dérives autoritaires, le

rapport Sargentini ainsi que la suspension du Fidesz au sein du PPE afin de comprendre l'actualité ainsi que la situation hongroise. Ensuite, nous mobiliserons des eurobaromètres pertinents quant à la question de recherche afin de remarquer que les problématiques migratoires ne sont pas que des préoccupations hongroises. Il était également prévu d'interviewer des diplomates, mais cela n'a malheureusement pas pu avoir lieu. Malgré mes demandes, ce projet était trop ambitieux dans le cadre d'un mémoire, surtout sur une thématique aussi délicate que celle sur laquelle s'intéresse ce mémoire. Les diplomates ne m'ont pas répondu, et l'ambassade hongroise de Belgique m'a diplomatiquement redirigé vers leur site internet, sans répondre à mes questions. Suite à cela nous étudierons la réaction de politiciens européens et nationaux vis-à-vis du cas hongrois, ainsi que sa réception à travers différentes presses. Outre les personnalités, nous ferons une analyse comparative du cas hongrois à travers certaines presses, comme « The Guardian », « Independent » et « The daily Telegraph » au Royaume-Uni, « Le Figaro », « Le Monde », « l'Obs » et « Valeurs actuelles » en France, « Le Soir », « La RTBF » et « La Libre » en Belgique, « Frankfurter Allgemeine Zeitung » et « Die Welt » et « SZ » en Allemagne. Outre la presse, je développerai en fin de travail deux entretiens que j'ai eu l'occasion de faire : l'un avec des hongrois, l'autre avec une personnalité politique belge. Les différences relevées autour des deux approches mettront en exergue le hiatus nous servant de problématique, et introduira la conclusion qui synthétisera la recherche que nous aurons faite tout au long de ces chapitres.

## **Partie 1 : La Hongrie à travers l'identité, l'histoire et la culture**

“La Hongrie (*Magyarország*) est un pays européen, néanmoins il a ses traits identitaires particuliers qui s'expliquent par l'histoire et la géographie, lesquelles déterminent pour une bonne part, le choix de la nation et modèlent sa conduite. À cela il convient d'ajouter une langue qui n'est ni germanique ni slave, encore moins latine (sauf l'alphabet), et qui appartient au groupe finno-ougrien. Cela permet de comprendre pourquoi ce pays est si attaché à son passé et à sa culture, et ne vient pas se jeter les mains vides, sans défense, dans les bras de la construction européenne, notamment sur la question migratoire, éclatée en 2015, et sur l'exercice de la démocratie. Au milieu de la *Mittel Europa*, distinct des Germains et des Slaves, ce pays a connu un destin singulier et une histoire douloureuse, voire terrible. En plus, ses limites territoriales ont varié fortement au cours des siècles, au gré des conquérants, et en particulier au lendemain du traité de Trianon (4 juin 1920), qui l'a démantelé”<sup>33</sup>.

Cette citation, issue d'un article portant comme titre « comprendre la Hongrie » illustre le fil rouge que ce travail va prendre. Pour ce faire, comprendre la Hongrie passe essentiellement par une analyse minutieuse de son histoire et de son identité. La réponse à notre question de recherche ne peut être résolue sans passer par la compréhension de ce qu'est l'identité, de l'identité hongroise à proprement parlé et des arguments que l'on peut exposer à travers cela pour répondre à la question. D'abord, nous allons nous attarder à développer le concept d'identité. Nous aborderons par après le concept de culture et le lien qu'il peut avoir avec le précédent. Ensuite, je développerai l'identité hongroise autour d'éléments pertinents vis-à-vis de la question de recherche. Je discuterai également de l'identité européenne ainsi que les points de convergence et de divergence avec l'identité hongroise. Enfin, je parlerai des migrations et de la souveraineté en amenant le sujet via la position hongroise à travers sa culture, son identité et son histoire.

---

<sup>33</sup> Joseph Yacoub, *Comprendre la Hongrie avec l'historien Joseph Yacoub*, Le Figaro, le 6 juillet 2018.

## 2. Le concept d'identité

Cerner le concept d'identité semble banal aujourd'hui, compte tenu de l'importance que celui-ci a pris dans les sphères de la science humaine. Bien qu'il ait déjà été un élément central de philosophes présocratiques<sup>34</sup>, son utilisation en guise de justification politique est récente et florissante. En effet, l'exploitation du concept d'identité connaît une croissance exponentielle depuis les revendications du droit des minorités. Il s'est étendu dans plusieurs champs d'étude, notamment dans les sciences sociales, faisant de lui un incontournable de la condition humaine<sup>35</sup>. Nous pouvons en constater son importance centrale ainsi que son caractère polysémique autant dans ses différentes définitions que dans des discours de penseurs de la théorie du genre, chez les militants LGBT (qui orientent leur identité autour de leur préférence sexuelle). Ou encore, dans les sphères identitaires des politiques de droites, justifiant des discours tantôt pourvu de bonnes intentions (la conservation de l'identité nationale ou la crainte du déracinement, par exemple), tantôt comme justification de discours exclusifs, stigmatisants, voire xénophobes. Autrement dit, le concept d'identité est complexe et omniprésent dans beaucoup de domaines, notamment dans la compréhension et définition de soi.

Il s'agira d'évoquer le concept d'identité, afin d'utiliser ce concept dans la résolution de notre question de recherche. L'identité hongroise ne peut être réellement analysée si l'on ne commence pas par étudier ce qu'est l'identité en tant que telle. C'est un concept souvent mal compris ou mal interprété, pouvant mener à des dérives ou de mauvaises exploitations politiques. Nous passerons en revue plusieurs définitions de l'identité, autour de l'entremêlement de l'identité de soi avec l'identité collective. Nous développerons par après quatre volets de l'identité : phénomène relationnel, multiple, évolutif et dialogique, en parcourant également le volet imaginaire/réel. Enfin, nous étudierons le concept de culture et nous le mettrons en rapport avec celui d'identité afin de développer le concept d'identité culturelle. Par ce biais, nous aurons déjà établi des notions essentielles qui mèneront à la résolution de la question de recherche.

---

<sup>34</sup> Robinson Baudry, Jean-Philippe Juchs, *Définir l'identité*, revue Hypothèses 2007/1 (10), pages 155-167

<sup>35</sup> C. Halpern, *Faut-il en finir avec l'identité ?* dans 'Identité(s). L'individu, le groupe, la société', Auxerre, 2004, p.11-20.

## 2.1 Selon le dictionnaire et développement

Selon le Larousse, l'identité peut être définie de quatre façons différentes : (1) rapport que présentent entre eux deux ou plusieurs êtres ou choses qui ont une similitude parfaite, (2) caractère de deux êtres ou choses qui ne sont que deux aspects divers d'une réalité unique, qui ne constituent qu'un seul et même être, (3) caractère permanent et fondamental de quelqu'un, d'un groupe, qui fait son individualité, sa singularité et (4) ensemble des données de fait et de droit qui permettent d'individualiser quelqu'un<sup>36</sup>. Les définitions du Robert ne s'éloignent pas vraiment de ces dernières : (1) caractère de deux objets de pensées identiques, (2) caractère de ce qui est un, (3) caractère de ce qui demeure identique à soi-même<sup>37</sup>. L'omniprésence de la notion d'"identique" dans les définitions de l'identité nous oblige à mentionner les définitions du terme identique afin de mieux les cerner : (1) se dit d'objets ou d'êtres parfaitement semblables, restant distincts, (2) qui est unique, quoique perçu, conçu ou nommé de manières différentes, ou représentés par des individus différents, (3) se dit d'un individu "identique à lui-même", c'est-à-dire qui reste le même individu à différents moments de son existence en dépit des changements survenus entre-temps.

A travers ces définitions, nous pouvons constater que le concept d'identité recouvre cinq sens ou nuances de sens : la similitude, l'unité, l'identité personnelle, l'identité culturelle et la propension à l'identification<sup>38</sup>. De plus, il y a manifestement un lien entre l'identité individuelle (*identité personnelle*) et collective (*similitude, unité*). Les définitions entrelacent l'identité personnelle et l'identité de groupe. Ce rapport peut être représenté métaphoriquement par les cernes d'un tronc d'arbre, où le premier cercle serait le soi-même, et les autres cernes les groupes auxquelles nous appartenons, du plus au moins proche.

## 2.2 Selon des intellectuels

Nous pouvons retrouver d'autres définitions de l'identité à travers différents philosophes ou penseurs, ayant travaillé autour de cette notion. Paul Ricoeur distingue les notions d'*idem* (concept de mêmeté) et d'*ipse* (soi-même) afin d'affirmer qu'une identité ne

---

<sup>36</sup> Définitions du dictionnaire Larousse

<sup>37</sup> Définitions du dictionnaire Robert

<sup>38</sup> "Le nouveau petit Robert. Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française, J. REY-DEBOVE et A. Rey dir., Paris 1993, entrée "identité"

se limite pas à l'idem : elle se manifeste "par le maintien volontaire de soi devant autrui, par la manière qu'a une personne de se comporter telle qu'autrui peut compter sur elle"<sup>39</sup>. Il est question du concept d'identité narrative, dans laquelle cette dernière est pensée comme continuellement en restructuration, jamais parfaitement définitive, menant à une définition de l'identité comme souple et dynamique. Un "moi" non figé qui évolue en fonction des histoires qu'il vit. Soulignons l'importance de l'histoire comme façonnement d'une identité dans cette notion car, même si elle est ici théorisée en vue d'une identité individuelle et que nous étudierons davantage l'identité collective hongroise, l'histoire est importante dans la définition de cette dernière, bien qu'elle ne pétrifie pas un individu à être le stéréotype de celle-ci.

Sigmund Freud, lui, s'était emparé du concept de l'identité avec une approche psychologique, dans laquelle l'identité se construit dans le conflit : entre l'identité de soi et l'identité pour autrui ; entre les différentes instances de l'individu que sont le ça, le moi et le surmoi, d'autre part<sup>40</sup>. Finalement, l'identité se construit par un "segment" de subjectivité, qui se construit à travers un écart différentiel avec d'autres expressions de ce même segment. Nous pouvons retirer de cette approche que l'identité s'appréhende autour d'une confrontation avec autrui, dans le sens où l'existence d'une strate identitaire apparaît au moment où l'on constate une différence qui nous fait sentir appartenir à un groupe. F. Barth, dans son ouvrage *Ethnic Groups and Boundaries*, montre que l'identité est créée et maintenue par le jeu des interactions entre les groupes. Avec cette définition, nous revenons à un concept d'identité comme quelque chose de mouvant, de variant<sup>41</sup> mais aussi comme quelque chose de confrontant. L'identité hongroise doit se confronter à quelque chose pour exister.

L'approche constructiviste de Kaufmann définit le processus identitaire comme "une modalité particulière de la subjectivité à l'oeuvre, consistant à fabriquer, à chaque instant, une totalité significative"<sup>42</sup>. Dans cette approche, les individus appartiennent à des groupes réels dont ils partagent l'identité. Cette définition montre l'importance du sentiment d'appartenance dans le concept de l'identité, d'une perception d'une vérité partagée par un groupe qui ressent une similitude, une proximité entre eux. Pour compléter le point ce point,

---

<sup>39</sup> Dossier hors-série sur Paul Ricoeur et son livre *Temps et récit III*, Seuil, 1985, Le Point

<sup>40</sup> A. Oppenheimer, "Identité" dans Dictionnaire international de la psychanalyse, I, A. De Mijolla dir., Paris 2002, p. 783-784

<sup>41</sup> Frederik BARTH, *Ethnic Groups and Boundaries*, The Social Organisation of Cultural Difference, éd., Boston, 1969

<sup>42</sup> Claude KAUFMANN, art. Identité, dans Dictionnaire des sciences humaines, publié sous la direction de Sylvie MESURE et Patrick SAVIDAN, Paris, Quadrige/PUF, 2006, P. 595

notons la définition du philosophe spécialiste de l'identité Jean-François Mattéi : "l'identité humaine [...] est un mouvement dynamique d'intégration des singularités en un même espace symbolique que les protagonistes identifient sans difficulté". L'identité se pense donc aussi comme sentiment d'appartenance à un groupe.

Erving Goffman théorise sa conception de l'identité en tant que stigmaté, où les partenaires jouent un rôle dans la dimension relationnelle. Dans sa conception, il distingue l'identité sociale (résultant de la (non)-conformité entre la première impression produite par autrui et les signes qu'il manifeste) et d'identité personnelle (s'articulant autour du contrôle de l'information dans une situation relationnelle donnée). Finalement, la définition de l'identité pour Goffman n'est autre que « le sentiment subjectif de sa situation et de la continuité de son personnage que l'individu en vient à acquérir par suite de ses diverses expériences sociales »<sup>43</sup>. Nous pouvons faire le constat d'une dimension ambiguë des définitions de l'identité où, d'une part, nous l'identifions comme quelque chose de stable et naturelle, telle une identité de groupe, et que d'autre part, nous la théorisons autour d'approches plus relatives, évolutives et mouvantes, davantage centré sur l'individu. Autrement dit, l'identité collective fait davantage référence à une conception fixe ou clairement définie, tels des critères d'appartenance à un groupe, alors que l'identité personnelle théorise davantage un stock de caractéristique permettant l'unicité de chaque personne. A priori en opposition, elles ne sont pourtant pas incompatibles selon Pierre Bourdieu. A travers le concept d'*habitus*, ce sociologue pense un "singulier-collectif" dans lequel l'identité collective s'entremêle avec l'individuelle, manifestant une relation d'homologie unissant les *habitus* singuliers des différents membres d'une même classe<sup>44</sup>. Il s'agira cependant d'étudier la dimension de l'identité collective hongroise dans ce travail, l'identité individuelle d'un Hongrois lambda nous intéressant peu dans le cadre de cette recherche.

Parmi toutes ces définitions, synthèse peut être faite sur la complexité du concept d'identité : un concept mouvant, définissant quelqu'un en rapport avec autrui, ainsi que l'identité collective, comme ensemble de valeurs formant une strate identitaire commune. Cependant, certaines caractéristiques peuvent être approfondies, et nous allons aborder les dimensions récurrentes de l'identité avant d'enfin étudier l'identité hongroise.

---

<sup>43</sup> Ervin GOFFMAN, *Stigmaté, Les usages sociaux des handicaps*, Broché, Paris, 1975, p.127

<sup>44</sup> Pierre BOURDIEU, *Le sens pratique*, Collection Le sens commun, Paris, 1980, p. 87-109

Ce point a mis en lumière une multiplicité de définitions de l'identité. Dans cette recherche, il ne s'agira pas de tergiverser sur l'identité hongroise selon l'une ou l'autre définition, mais mettre en exergue ce qui ressort de l'identité collective hongroise afin de comprendre mieux la Hongrie. L'identité individuelle ne sera donc pas abordée. De plus, il ne faut pas perdre de vue que ce qui ressortira de l'identité hongroise lors des points précédents n'est pas le mode d'emploi du bon hongrois. C'est une généralité, dans laquelle la plupart s'y retrouvent seulement en certains points.

### 2.3 Approfondissement autour de différentes dimensions de l'identité

Pour approfondir davantage cette notion de mon travail, il est important de mentionner les dimensions suivantes qui définissent le concept d'identité : le relationnel, multiple, évolutif, dialogique, réel/imaginaire. Ce point de développement de l'identité est largement inspiré du cours du professeur Bernard Coulie de l'Université catholique de Louvain "culture et identité européenne" donné en 2017.

La première caractéristique traitée est la *relationnelle* : elle est basée sur les notions du même et de l'autre, dans le sens où il n'existerait pas d'identité propre si je ne pouvais la confronter à une autre. Elle renvoie au *moi* unique et personnel et au *nous*, similaire ou différent, L'être humain se définit en se comparant à autrui, à travers un rapport relationnel. Selon Jean-François Gravouil, cette dimension de l'identité peut aussi être une construction narcissique saine<sup>45</sup>. De plus, l'identité n'est pas innée, elle n'est pas une qualité intrinsèque des êtres humains lorsqu'ils naissent. Ainsi, l'identité hongroise se définit grâce à une confrontation avec une strate identitaire de même niveau d'appartenance : je suis Hongrois car je ne suis pas Roumain. La reconnaissance de soi est structurée à travers un principe d'altérité, où l'identité a besoin d'autrui pour exister. Nous verrons que la politique hongroise joue de cette dimension de l'identité, en opposant quotidiennement les valeurs chrétiennes de la Hongrie à l'autre, le migrant venant de pays musulmans.

La deuxième caractéristique est celle du *multiple*. Cela fait référence à la métaphore des pelures d'oignon<sup>46</sup> que l'on préférera illustrer autour de celle des cernes d'un tronc d'arbre comme déjà fait plus tôt. Lorsque nous étudions l'identité, nous découvrons qu'en fait, cette dernière est composée de strates, nous définissant de près ou de loin selon le rapport fait avec

---

<sup>45</sup> Jean-François GRAVOUIL, *L'identité, une construction relationnelle*, p. 23-34

<sup>46</sup> Roland BARTHES, *Bruissement de la langue*, Paris, Seuil, 1984.

les éléments de cette strate : au plus je m'en sens proche d'une valeur ou d'une personne ou d'une chose, au plus je m'y identifie. Globalement, un habitant sédentaire de Szekesféhérvár se sentira plus proche des habitants de sa ville que des habitants de Győr ou de Szeged, malgré que ces deux villes se situent en Hongrie. Aussi, ce même habitant se sentira peut-être davantage proche de ses parents que de son voisin via la sphère d'appartenance familiale. Cette même personne se sentira davantage Européen qu'Africain, mais se sentira d'abord Hongrois avant d'être Européen, compte tenu de la proximité des identités<sup>47</sup>. Ainsi, ces dernières s'élaborent dans un certain dynamisme, puisqu'elles se manifestent lorsque nous les mettons en acte. Cependant, cela n'empêche donc pas qu'elle puisse coexister entre elles.

La troisième caractéristique est celle de la dimension *évolutive* de l'identité. Nous échangeons quotidiennement avec les autres personnes, et le résultat de ces échanges peuvent fournir une évolution de notre propre identité. Cette approche constructiviste est néanmoins mise à l'épreuve dans le cadre de notre travail : nous avons discuté le phénomène évolutif lorsque nous avons développé l'aspect non immuable, mouvant de l'identité personnelle, mais cela s'applique-t-il à l'identité hongroise en tant que strate identitaire politique et historique ? Oui car, par exemple, les régimes ne sont pas intemporels, ils évoluent ou changent. Après la chute de l'URSS, les normes politiques hongroises ont mué du "socialisme du goulash" de Kadar vers un régime démocratisé, ayant adopté l'économie de marché et répondant aux caractéristiques de l'intégration européenne. Mais certaines composantes de l'identité nationale ont néanmoins du mal à changer, voire ne change jamais vraiment. Pour reprendre la citation de De Gaulle énoncée lors de l'introduction "les régimes changent... Mais les peuples ne changent pas". Cependant, ce n'est pas "parce que je suis colérique" que je dois toujours agir en étant en colère<sup>48</sup>. L'identité n'est en ce sens pas inéluctable, elle peut qualitativement s'améliorer. Concernant l'identité collective, par exemple, l'Histoire ne pourra jamais réellement changer dans les faits. Ce sont les interprétations de notre Histoire et de notre rapport au monde à travers son regard qui peut instrumentaliser les vérités. L'identité historique ne change pas. La Hongrie de Horthy était alliée au régime nazi dans les années 40, et avait mise en vigueur des lois discriminantes vis-à-vis des Juifs de Hongrie. L'utilisation de cette histoire peut varier, que l'on célèbre les soldats qui ont contribué au génocide comme le fait le parti d'extrême droite hongrois Jobbik,

---

<sup>47</sup> D'autant plus que l'identité européenne est relative et délicate concernant la Hongrie, se revendiquant comme un pays à part, à l'histoire unique. Selon les eurobaromètres, plus de 80% des Hongrois se sentent européens... Mais est-ce pour autant qu'ils partagent le socle de valeurs illustré dans l'acquis communautaire de l'Union européenne, comme la démocratie à l'occidentale ou un Etat de droit strictement respecté ?

<sup>48</sup> Paul RICOEUR, *Le 'soi' digne d'estime et de respect, dans Autrement*, 10 (1993), p. 89-99.

ou que l'on érige des bâtiments commémoratifs du génocide juif, comme l'a fait le Fidesz. De plus, certaines caractéristiques sont ancrées dans les identités, bien que cela n'exclut pas qu'elle puisse évoluer : la Hongrie peut échanger des expériences avec des régimes communistes, et cela peut engendrer de nouvelles dispositions sociales au succès insoupçonné, mais ce n'est pas pour autant que le régime basculera vers un régime communiste à cause de l'expérience vécue avec l'URSS. Autrement dit, ce qui change, c'est le rapport à l'Histoire. C'est en ce sens qu'il est pertinent de parler d'*évolution* de l'identité. L'identité hongroise d'aujourd'hui se complait dans un retour aux sources traditionnelles, les *progressions* ayant donné le régime socialiste en faillite depuis 2006. Il faut entendre ici le terme de progression non pas comme un progrès *de facto*, mais comme une évolution de l'identité hongroise qui, pour les Hongrois, est manifestement plus une dérive qu'un progrès.

Le quatrième point n'est autre que la dimension *dialogique* de l'identité. Comme son nom l'entend, "dialogique" souligne l'importance du dialogue, de la reconnaissance (mutuelle), la validation de l'existence de soi par autrui. Comme le disait Roekens : « [...] les individus et les groupes construisent leur identité en se basant à la fois sur l'image qu'ils se font d'eux-mêmes, et sur l'image que les autres leur renvoient ou qu'ils pensent percevoir dans le regard des autres. »<sup>49</sup>. Ainsi la personne revendiquant son identité désire être reconnue et acceptée par l'Autre. L'approbation du regard d'autrui possède une importance dans les sphères analytiques de l'identité. J'existe, car je sais que tu me reconnais comme ça. Nous verrons que la Hongrie souffre d'un complexe de non-reconnaissance historique et politique de par le jugement qu'autrui émet sur elle-même. Cela peut expliquer pourquoi, au lieu de s'orienter vers davantage de consensus, elle s'entête à être encore plus radicale dans son optique.

En outre, il est intéressant de mentionner le caractère imaginaire qui peut définir une identité. Du mythe à la réalité, l'identité se pense autour d'une tension étroite entre des représentations qui ont existé et des représentations qui sont de l'ordre fictif. A travers une certaine intersubjectivité, un groupe peut concevoir le monde qu'ils pensent réel autour d'un imaginaire commun ou des stéréotypes. Leur appréhension du monde est alors façonnée par des jugements simplifiés de quelque chose<sup>50</sup>. Ainsi, un Hongrois portant le poids de son Histoire sur ses épaules, peut manifester un rejet vis-à-vis des populations musulmanes, par

---

<sup>49</sup> Anne ROEKENS, Les identités collectives, l'apport des sciences sociales, dans Questions d'histoire contemporaine. Conflits, mémoires et identités, sous la direction de Laurence VAN YPERSELE, Paris, PUF, 2006, p. 77-88.

<sup>50</sup> Laurence VAN YPERSELE et Olivier KLEIN, Les stéréotypes, dans Questions d'histoire contemporaine. Conflits, mémoires et identités, Paris, PUF, 2006, p. 65-75

crainte d'un envahissement similaire à celui des Ottomans. Nous reviendrons de façon plus approfondie sur ce point lors du développement de la recherche.

#### 2.4 Les limites pertinentes du concept d'identité pour cette recherche

L'approche compréhensive de la Hongrie que nous allons élaborer autour du concept d'identité devrait permettre de comprendre plus l'identité du groupe – ici, la Hongrie, le pays rassemblant dix millions de Hongrois, et la nation hongroise, regroupant les Hongrois séparés de leur pays depuis cent ans par le Traité de Trianon, que l'identité unique de chaque Hongrois. Les politiques du gouvernement Hongrois incluent les minorités hongroises à l'extérieur des frontières nationales. Viktor Orbán théorise d'ailleurs la nation hongroise et d'Etat hongrois, qui distingue les Hongrois dans l'enclot du bassin des Carpates (Etat), et les *citoyens hors-frontières* (nation).

La seule identité individuelle qu'il nous sera amené d'approfondir dans le cadre de ce travail est celle de Viktor Orbán, car elle fait office de strate identitaire pour un groupe : son parti politique, sa Hongrie. Cette dernière phrase est bien évidemment à relativiser, car il n'est pas question dans le cadre du Fidesz d'un culte du Chef, et Orbán lui-même est tenu de mettre en avant les convictions du parti plutôt que les siennes dans le cadre de ses fonctions. De plus, le Fidesz ne représente pas 100% des convictions politiques des Hongrois, il n'est donc pas question dans ce travail d'étudier l'ensemble de l'identité Hongroise mais de la Hongrie *depuis Orbán*, et donc de la Hongrie dirigée par Orbán. C'est de cette identité-là qu'il sera davantage question.

Qu'est-ce qui peut faire qu'une personne développe une identité à travers une appartenance à un groupe ? Elles sont multiples, dont voici une liste non-exhaustive de facteurs pouvant amener un groupe de personnes à sentir une identité commune : le langage et la langue parlée, les convictions politiques, la ville, la région ou le pays où l'on habite, la nationalité, les sentiments partagés, les centres d'intérêts, les goûts et couleurs, etc. Dans ce travail, il n'y aura qu'une partie de ces facteurs identitaires communs qu'il sera pertinent de mentionner dans le cadre de la compréhension de la Hongrie *autour du concept de migrations et de souveraineté*. Il serait incongru de discuter de centres d'intérêts communs "anecdotiques", comme la passion du paprika ou du style néogothique du Parlement, alors que nous allons ici chercher à élucider les positions hongroises sur des enjeux politiques. Les éléments pertinents

de l'étude de l'identité hongroise autour de la problématique sera davantage la langue, la nationalité, l'histoire et la culture hongroise. La réponse à la question de recherche ne se trouve pas dans la compréhension globale de l'identité hongroise, mais à travers l'utilisation de l'identité hongroise à des fins politiques, autour de l'immigration et de la souveraineté. Et, grâce à cet angle d'étude, nous tenterons de comprendre les positions du gouvernement hongrois autour des sujets polémiques choisis.

### 3. La culture, et l'identité culturelle

Un approfondissement du concept de culture nous permettra d'obtenir des éléments de compréhensions supplémentaires à notre question de recherche. En sociologie, la culture est définie comme ce qui est commun à un groupe d'individu, qui est appris et transmis. Le sociologue québécois Guy Rocher définit la culture comme *un ensemble lié de manières de penser, de sentir et d'agir plus ou moins formalisées qui, étant apprises et partagées par une pluralité de personnes, servent, d'une manière à la fois objective et symbolique, à constituer ces personnes en une collectivité particulière et distincte*<sup>51</sup>. Autrement dit, une culture c'est *un ensemble des comportements et des représentations qui traduisent, dans un groupe ou une société, le rapport au monde commun à la majorité de ses membres. Toute culture constitue un système coordonné de valeurs (fondatrices), de normes (organisatrices) et de règles (énonciatrices)*<sup>52</sup>. Et ce rapport au monde, il s'acquiert lors de l'éducation, lors de nos fréquentations. La dimension de l'"acquis" de la définition de culture, qui l'oppose *de facto* à l'inné<sup>53</sup> ne doit pas être négligée. Nous ne naissons pas avec une culture ancrée en nous, nous nous approprions une culture qui devient partie intégrante de notre identité. Le Hongrois ne naît pas avec des a priori qui lui indique, tel un message messianique, qu'une fourchette se tient de la main gauche et le couteau de la main droite. Tout comme cette culture – n'en déplaît pas aux universalistes - n'en est qu'une parmi tant d'autres : la question de la place des couverts dans nos mains ne se pose pas dans le stéréotype de la culture chinoise, puisque ceux-ci mangent avec des baguettes. Le fait qu'une culture hongroise existe manifeste en théorie que certaines choses qui semblent normales pour les Hongrois ne le soient peut-être pas pour d'autres cultures.

---

<sup>51</sup> Guy ROCHER, *Introduction à la sociologie générale*, Montréal (Québec), Canada, Editions H.M.H., 1969

<sup>52</sup> Claude JAVEAU, *Masse et impuissance. Le désarroi des universités*, Bruxelles, 1998.

<sup>53</sup> Alain CAMBIER, *Qu'est-ce qu'une civilisation ? (Chemins philosophiques)*, Paris, Vrin, 2012

Sans réellement varier des définitions déjà présentées, celle de l'UNESCO (organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture) définit la culture telle que "l'ensemble des traits distinctifs, spirituels, matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts, les lettres et les sciences, les modes de vie, les lois, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances »<sup>54</sup>. Une autre définition de la culture qui complète celle déjà énoncée, est celle de Lahire. Selon lui, une culture, c'est : « tout ensemble plus ou moins organisé de savoirs, de codes, de valeurs ou de représentations associés à des domaines réguliers de pratiques »<sup>55</sup>. Nous retrouvons la notion de valeur et de représentation du monde qui figurait déjà dans l'autre définition, et s'y ajoute la notion de "savoir" ainsi que l'utilité de la culture dans la sphère de la vie pratique. Finalement, une culture conforme un groupe d'individu autour d'un sens commun collectif.

De plus, la culture nous permet de « [voir] le monde un petit peu tel qu'il est, nous le voyons surtout tels que nous sommes. »<sup>56</sup>. Il n'y a pas de vérité absolue dans la culture. Cette recherche ne discutera pas de si la Hongrie a raison ou tort, il s'agira de la comprendre à travers sa différence. La pertinence de cet angle de recherche prend sens lorsque l'on admet que la culture hongroise est différente de la culture occidentale sur certains points. Les potentiels éléments d'incompréhension qui apparaissent concernant l'attitude politique du gouvernement hongrois peuvent être élucidés en étudiant les fondements du rapport au monde de la culture Hongroise.

Concluons cette partie théorique par un concept qui imbrique les deux notions vues lors de ces premières pages : l'identité culturelle. Est définie par Dorais de la sorte : « Processus grâce auquel un groupe d'individus, partageant une manière partiellement commune de comprendre l'univers, d'agir sur lui et de communiquer ses idées et ses modèles d'action, prend conscience du fait que d'autres individus et d'autres groupes, pensent, agissent et (ou) communiquent de façon plus ou moins différente de la sienne. L'identité culturelle apparaît quand des porteurs d'une culture [...] entrent en interaction avec des personnes dont la

---

<sup>54</sup> Définition de l'UNESCO de la culture, Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles. Conférence mondiale sur les politiques culturelles, Mexico City, 26 juillet - 6 août 1982.

<sup>55</sup> Bernard LAHIRE, art. *Culture*, dans Dictionnaire des sciences humaines, publié sous la direction de Sylvie MESURE et Patrick SAVIDAN, Paris, Quadrige/PUF, 2006.

<sup>56</sup> Luc DE BRABANDERE, *Les mots et les choses de l'entreprise*, s.l., Editions Mols, 2012, p. 44

culture est différente de la leur, même de façon extrêmement subtile. »<sup>57</sup>. L'identité culturelle fonctionne sur base de *références*, qui relèvent d'une construction sociale et culturelle<sup>58</sup>. Ainsi, l'identité culturelle permet de souder une communauté autour d'un rapport au monde qui est commun, basé sur des valeurs communes et un réel/imaginaire collectif. Ne perdons pas de vue l'aspect relationnel de l'identité, qui sous-entend que l'identité culturelle, pensée autour d'une strate identitaire nationale, n'existe pas sans un Autre qui nous reconnaît, ou à qui on peut se confronter. Ainsi, il est d'emblée compréhensible que l'identité hongroise se distingue de l'Occidentale, et que certaines références - notamment le rapport à la souveraineté et l'immigration - peuvent être perçues de manières différentes. Toutefois, la reprise politique de l'identité culturelle légitime les références d'un régime politique comme les références confirmées d'une civilisation, et se confrontent aux autres référents d'autres civilisations afin d'être reconnu et d'exister.

Maintenant que ces notions sont définies et approfondies, il est désormais temps de passer au cœur du sujet, les éléments de compréhension des positions politiques hongroise à travers son identité (culturelle), sa politique et son histoire.

#### 4. Comprendre les positions politiques de la Hongrie à travers son identité (culturelle), sa politique et son histoire

C'est de toute évidence le point le plus important de cette partie, car c'est maintenant que nous allons entrer dans la résolution de la question de recherche. Autrement dit, nous entrons dans le vif du sujet. Maintenant que nous avons étayé le concept d'identité et de culture, nous allons nous efforcer de comprendre en quoi ces concepts nous mènent à des éléments de compréhension - et donc de réponse à la question de recherche – de la Hongrie autour des sujets de migrations et de souveraineté.

---

<sup>57</sup> Louis-Jacques DORAIS, La construction de l'identité, dans Discours et constructions identitaires, dir. Denise DESHAIES et Diane VINCENT, Laval, Les Presses de l'Université Laval, 2004

<sup>58</sup> Bernard Coulie, dans le cours de culture et identité européenne à l'Université catholique de Louvain, 2017.

Afin d'interpréter les acquis théoriques précédemment vus de façon pertinente face la résolution de la question de recherche, l'identité et la culture hongroise sera étudiée à travers plusieurs thématiques touchant à la Hongrie. D'abord, nous étudierons l'identité hongroise autour de l'évolution politique de Viktor Orbán. Ensuite, nous verrons en quoi l'anticommunisme est un vecteur important de l'identité hongroise vis-à-vis du concept de souveraineté. Nous nous intéresserons également aux tendances électorales des Hongrois et les facteurs identitaires qui orientent leur vote. Après, nous nous attarderons sur la perception du migrant en Hongrie. Enfin, il s'agira de développer l'importance du passé dans la politique et l'identité hongroise. Nous parlerons également, pour terminer ce point, de l'illibéralisme et du rapport entre la Hongrie et l'Union européenne.

#### 4.1 L'identité hongroise à travers l'évolution politique de Viktor Orbán et l'anticommunisme comme vecteur de cohérence du Fidesz

Habituée à des régimes ne laissant pas ou peu de place à l'émergence de la société civile, la création du parti de Viktor Orbán, le Fidesz - Union civique hongroise, a pourtant eu lieu dans un contexte de réforme, de revendications libérales<sup>59</sup>. Le Fidesz est au départ un mouvement de jeunesse né dans l'école de Bibó<sup>60</sup> avec comme principale volonté l'émergence d'une plus grande autonomie, la liberté, et la division des pouvoirs de l'Etat, encore sous le joug de Moscou. Des valeurs semblant bien loin de celles défendues aujourd'hui par le gouvernement Orbán. De son passé d'étudiant, il ne restera que le viscéral *anticommunisme*, marquant au fer rouge l'un des traits prépondérants de la personnalité du numéro un hongrois et de l'identité hongroise contemporaine. En effet, la Hongrie n'avait pas demandé à faire partie de l'espace soviétique, elle s'est même révoltée contre l'influence de Moscou en 1956, menant à l'insurrection de Budapest<sup>61</sup>. Elle fut réprimée par 1500 hommes et 1130 chars soviétiques<sup>62</sup>, et le "socialisme du goulash" du parti socialiste ouvrier hongrois

---

<sup>59</sup> Jacques RUPNIK, Régression postdémocratique en Hongrie, revue ESPRIT 2013/5, Mai, pages 109-117.

<sup>60</sup> Joël LE PAVOUS, *Viktor Orbán, seigneur de Budapest*, Le Temps, publié le 6 avril 2018.

<sup>61</sup> Miklos MOLNAR, *op.cit.*

<sup>62</sup> United Nations report of the special committee on the problem of Hungary, general assembly official records : eleventh session supplement n° 18 (A/3592) New York. 1957. Consultable sur : <http://mek.oszk.hu/01200/01274/01274.pdf>

de János Kadar fut mis en place jusque 1986 sans aucune élection<sup>63</sup>. C'est donc davantage une dictature qu'une alliance.

Depuis l'occupation soviétique et la révolution hongroise, l'anticommunisme est donc une valeur identitaire qui anime la nouvelle génération de Hongrois, et Viktor Orbán en est une figure emblématique. D'ailleurs, sa popularité commença réellement lors d'une prise de parole pendant une commémoration aux victimes hongroise de 1956, lors de laquelle il eut l'audace de demander à l'armée rouge de rentrer chez elle, alors que la Hongrie était toujours sous l'aile de Moscou<sup>64</sup>. Le Fidesz, issu de ce mouvement de jeunesse dans lequel fait partie Orbán, est comme déjà mentionné un parti libéral et *progressiste* : publiquement, Orbán se disait favorable à l'avortement et manifestait un rejet de l'instrumentalisation de l'Eglise. Il est intéressant de mentionner ces *anecdotes* car force est de constater que son identité s'est harmonisée sur des convictions antagonistes de sa personnalité en tant qu'étudiant. En effet, ce qui ressortira du Fidesz les années suivantes est moins la tradition *urbaine* - incarnée par l'opposition démocratique - que la tradition *populaire/paysanne*, plutôt conservatrice et focalisée sur l'identité nationale hongroise<sup>65</sup>. Autrement dit, le numéro un du gouvernement de la Hongrie a complètement laissé tomber le bagage libéral "à l'américaine" qui animait son identité, pour devenir davantage un laquais de la vieille identité hongroise rurale et conservatrice. Nous pouvons aujourd'hui qualifier de façon objective la politique hongroise comme "nationale-conservatrice" aux tendances économiques restant néo-libérales, à l'instar du PiS polonais<sup>66</sup>.

De cette transition idéologique, l'anticommunisme reste une pierre angulaire de l'identité hongroise depuis cet épisode historique. Les symboles communistes sont interdits depuis 1989, et les protestataires risquent la prison s'ils arborent les signes soviétiques<sup>67</sup>. C'est aussi, en outre, l'argument qui assure la cohérence de l'Union civique hongroise après avoir mû du libéralisme au conservatisme. Sur l'"ingérence"<sup>68</sup> des peuples étrangers dans les affaires publiques hongroises, un point y sera consacré. Il est néanmoins important de noter dans cette partie que, hormis les dégâts humanitaires, économiques et sociaux qu'a apportés la politique

---

<sup>63</sup> Pierre KENDE et Aleksander SMOLAR (dir.), *La Grande Secousse : Europe de l'Est 1989/1990*, Paris, CNRS Editions, 1999

<sup>64</sup> Amélie POINSSOT, *Dans la tête de Viktor Orban*, Essai, dir. Michel Parfenov

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 27

<sup>66</sup> Sabrina P. RAMET, *Central and Southeast European Politics since 1989*, Cambridge, p. 79 et 214-215

<sup>67</sup> Valentina Baciú, *Europe de l'est. Monuments soviétiques à la décharge de l'Histoire*, article du quotidien moldave Timpul, publié dans Le courrier international, 12 mars 2010.

<sup>68</sup> Le mot "ingérence" est utilisé car c'est généralement la façon dont les Hongrois définissent leur rapport aux occupations historiques.

soviétique à Budapest, l'anticommunisme hongrois découle d'une volonté de "reprenre le pouvoir" à l'intérieur des frontières nationales. Lors d'une visite au musée de la terreur à Budapest en février 2017, la guide touristique a affirmé que les cellules et instruments de tortures laissées dans le bâtiment par le régime nazi fut réutilisés par les soviétiques vis-à-vis d'opposants politiques<sup>69</sup>. Aussi, n'oublions pas que l'insurrection de Budapest réprimée par Moscou fit plus de deux milles morts. L'homme emblématique de cette révolution, Imre Nagy, fut tué ainsi que certains de ses proches, pour leurs différends politiques<sup>70</sup>. La révolution réprimée indique que la mainmise de Moscou était contestée car non voulue par le peuple hongrois.

L'occupation soviétique donc est vécue comme une ingérence, et l'anticommunisme est manifeste d'un manque de souveraineté nationale. Les Hongrois veulent disposer de leur pays, ils ne cautionnent pas que les chars soviétiques russes viennent y dicter leur loi. Et c'est parce que les Hongrois étaient en quête de souveraineté nationale, qu'ils ont développé dans leur identité ce rejet du communisme et l'attachement à la souveraineté. Finalement, l'anticommunisme est moins une haine du communisme qu'une soif de souveraineté, bien que le communisme soit un sujet plus délicat dans les populations se situant à l'Est du rideau de fer, que dans les jeunesse occidentales. C'est aussi une explication du pourquoi Viktor Orbán est tant populaire en Hongrie : pour certains, il représente encore et toujours le visage de la nouvelle Hongrie. Une Hongrie souveraine, libérée du communisme et des autres tutelles étrangères. En outre, l'histoire de la Hongrie contribue à ce que, au sein de l'identité hongroise, l'importance de la souveraineté nationale soit plus développée que dans des pays ne partageant pas une histoire aussi *douloureuse*<sup>71</sup>.

A l'époque du communisme, Viktor Orbán définissait le Fidesz comme un parti "radical" dans le sens où la volonté suprême des membres était de dissiper la mainmise de Moscou en Hongrie. Le parti s'est ensuite voulu plus modéré, compte tenu de la satisfaction des exigences premières qu'il revendiquait à la suite de la chute de l'URSS. Dans une interview de 1994, Orbán disait que "la modération est un phénomène très important parce que dans le passé, le Fidesz était un parti réellement radical. Ce changement, je [Orbán] le considère comme l'acte politique le plus important du parti. [...] Avant, le Fidesz était le parti anticommuniste le plus radical, mais après 1990, ce radicalisme s'est complètement vidé

---

<sup>69</sup> Visite du Musée de la terreur.

<sup>70</sup> Miklós Molnár, *op.cit.*

<sup>71</sup> Elle est ainsi définie par les Hongrois.

parce que nos exigences ont été en grande partie comblées”<sup>72</sup>. Il y eut donc un tournant conservateur, moins issues des convictions profondes d’un dirigeant autoritaire, que d’une étude stratégique et politique de la conquête du pouvoir à travers ce que veut le peuple après la chute du communisme. Le tournant conservateur de la politique du Fidesz est en quelque sorte *populiste*, mais dans le bon sens : pas encore réellement populiste au sens où les élites sont opposées au peuple, le Fidesz s’aligne sur ce que veut le peuple hongrois après qu’il y eut satisfaction de l’idée de base, étant celle du départ de l’armée rouge. Et pour sûr : les premières élections libres de Hongrie en 1990 ont promu à la tête du gouvernement le parti MDF, le parti conservateur<sup>73</sup>. ”Ce que veut” le peuple hongrois ”après” le communisme, est donc une politique axée sur le conservatisme et la culture hongroise ”d’avant le communisme” mais tournée vers l’avenir : l’Union européenne. En effet, dès 1992, un accord de libre-échange entre déjà en vigueur entre le pays et l’instance supranationale<sup>74</sup>. Le Fidesz, comme la plupart des partis hongrois de l’époque, est à ce moment-là très pro-européen.

Par intérêt électoral et par étude politique, l’idéologie de l’Union civique hongroise fut donc modifiée, basculant de la défense des libertés individuelles aux convictions davantage nationalistes ; car ces convictions semblent être les revendications populaires du peuple hongrois. Cette stratégie a bien fonctionné pour Viktor Orbán : alors que son parti ne recueillait que 5% des suffrages en 1990 et 7% en 1994, le programme conservateur propulsera le parti à 30% des suffrages en 1998. L’ancien directeur de la Banque Centrale et membre très important du MDF<sup>75</sup> Péter Akos Bod dira d’Orbán qu’il change de casquette par pur opportunisme pour ne pas risquer de ne plus avoir d’espace pour émerger. Que cela soit véritablement les convictions profondes du dirigeant hongrois, ou que cela ait été le fruit d’un *populisme* pur, ce qui est intéressant dans le cadre de ce travail est que le succès dû au virage conservateur du Fidesz manifeste que l’identité hongroise est davantage attachée aux valeurs conservatrices, notamment sur la question des valeurs traditionnelles comme la souveraineté nationale.

L’intérêt du citoyen pour la nouvelle idéologie développée par le Fidesz s’explique entre autres car par l’attache aux discours nationalistes. Cette attache peut se comprendre à cause

---

<sup>72</sup> Orbán Viktor, 20 év. Beszédék, irások, interjúk 1986-2006

<sup>73</sup> François FEJTO, avec la collaboration d’Ewa KULESZA-MIELKOWSKI, *La fin des démocraties populaires, les chemins post-communistes*, Paris, Seuil, 1992, 568 pages.

<sup>74</sup> Commission européenne, Base de données des communiqués de presse, disponible en ligne via [http://europa.eu/rapid/press-release MEMO-96-33 fr.htm?locale=FR](http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-96-33_fr.htm?locale=FR), consulté le 8 juillet 2019.

<sup>75</sup> *Orbán Bod Péter Akost ajánlja*, article du journal hongrois en ligne index.hu. Lien internet : <https://index.hu/belfold/orban260/>

du complexe que les Hongrois ont développé vis-à-vis de la disposition qu'ils ont eue - ou plutôt *n'ont pas eue* - à l'égard de leur pays. Autrement dit, puisque la Hongrie fut continuellement dirigés par les autres, les sentiments nationalistes resurgissent, et créent une identité commune basée sur l'attachement à la souveraineté nationale. Il faut ici entendre le terme *nationalisme* non pas dans sa connotation péjorative proche des discours xénophobes, fascistes ou extrémistes ; mais dans la pureté<sup>76</sup> du terme, où nationalisme signifie *revendiquer pour une nationalité le droit de former une nation*. L'une des définitions du terme "nationalisme" dans le Larousse est celle-ci : mouvement politique d'individus qui prennent conscience de former une communauté nationale en raison des liens (langue, culture) qui les unissent et qui peuvent *vouloir se doter d'un État souverain*<sup>77</sup>. Ne perdons pas de vue que les révolutions indépendantistes, comme celles des Belges en 1830, démarrent d'une doctrine nationaliste. La comparaison n'est pas vide de sens : les Belges ont voulu créer un Etat autour d'un sentiment d'appartenance - la nationalité belge – les Hongrois veulent disposer de leur pays, dont ils n'ont pas pu disposer durant des siècles. Tout nationalisme n'est pas négatif<sup>78</sup>.

En Hongrie, le rapport à la souveraineté est donc particulier. A tout le moins, il est différent comparé à l'Allemagne et la Belgique, qui sont imprégnés dans leur cadre politique d'un fédéralisme développé et profondément ancré dans la culture politique. Et, malgré ça, des relents souverainistes existent quand même dans les pays au système fédéral<sup>79</sup>. La Hongrie, elle, a toujours connu des régimes forts, sans historiquement avoir connu la division des pouvoirs et une place conséquente pour la société civile<sup>80</sup>. Parler de supranationalisme poussé au stade d'*Etats Unis d'Europe* à un pays n'ayant retrouvé sa pleine souveraineté que depuis trente ans, et où le pouvoir est habituellement centralisé, est délicat<sup>81</sup>. De ce fait, le vecteur "conservatisme" interprété sous l'angle de l'attachement à l'Etat-nation souverain, cher à la culture politique hongroise, sera repris dans la politique de Orbán qui, en absorbant les voix

---

<sup>76</sup> le terme "pureté" indique donc qu'on parle du nationalisme "au sens pur", c'est-à-dire un nationalisme non belliqueux, n'étant juste qu'une manifestation d'un sentiment d'appartenance nationale.

<sup>77</sup> Définition issue du dictionnaire Larousse 2019.

<sup>78</sup> A titre d'exemple, lors d'un cours de musicologie en 2013, Brigitte van Wymeersch prononça cette assertion. Le cours portait sur les hymnes nationaux, et montrait comment une musique commune pouvait réunir les gens, créer une identité collective qui soudait les citoyens.

<sup>79</sup> Angela Merkel ne voulait pas a priori que la crise financière soit gérée exclusivement par l'instance supranationale de la BCE, par exemple.

<sup>80</sup> Pierre VERLUISE, La Hongrie d'Orban, revue géopolitique diplomweb, lien internet <https://www.diploweb.com/La-Hongrie-d-Orban.html>, publié le 1 mai 2011, consulté le 8 juillet 2019.

<sup>81</sup> Constatons qu'un pays où la culture politique se traduit par un pouvoir centralisé comme la France, forme un pays moins enclin à déléguer sa souveraineté également. De la crise de la chaise vide de De Gaulle à Nicolas Sarkozy, l'attrait à une Europe davantage intergouvernementale est manifeste de la culture française. C'est la même chose pour la Hongrie.

du MDP à la suite du décès de son dirigeant Antall<sup>82</sup>, deviendra le plus jeune Premier ministre d'Europe à trente-cinq ans. Ses discours, entre autres, prônent la fierté hongroise perdue lors des multiples défaites, encore pesantes dans les mémoires vives.

Orbán deviendra ensuite le stéréotype du Hongrois classique se révoltant continuellement contre l'élite qui le dirige : un Hongrois fier de son pays et en quête de redorer le blason magyar. Le Fidesz développera alors une rhétorique davantage *populiste*<sup>83</sup><sup>84</sup>. Durant les années où il fut dans l'opposition, celui-ci tenta de réhabiliter le "polgar"<sup>85</sup> en le confrontant aux élites politiques déconnectées des intérêts du peuple hongrois. Dans un discours de 2007, il affirma qu'"il faut redonner sa noblesse au mot plèbe"<sup>86</sup>. Plèbe était sans doute une métaphore en référence à l'Empire romain, ce qui a du sens dans des discours prônant la souveraineté de la Hongrie. Sa politique veut parler au Hongrois traditionnel, en lui redonnant des raisons d'être fier de lui-même. De faire réémerger l'identité hongroise comme grande et puissante, et de ne plus se laisser diriger par les autres<sup>87</sup>. Il faut reconnaître que cette stratégie politique mène à un *Spleen* hongrois<sup>88</sup> plus implicite, et provoque le phénomène de confiance "aveugle" envers la politique du Fidesz : "on est tous Fidesz ici, nous aimons Viktor Orban" clament des familles des villages les plus pauvres de Hongrie<sup>89</sup>.

Pour finir ce point, nous constaterons que l'identité collective mise en exergue par le gouvernement hongrois est manifeste de personnalités héroïques et de références au passé, afin de justifier certaines orientations politiques délicates<sup>90</sup>. Cette stratégie, qu'on la pense comme électorale ou comme fruit des convictions personnelles de l'apparent indélogeable premier Ministre à nouveau, utilise l'identité historique à des fins de justification politique. La politique mémorielle du Fidesz a fait ériger depuis 2014 plusieurs statues commémoratives, comme celle de Lajos Kossuth près du Parlement. D'autres, au contraire, ont disparues, comme les anciennes statues à l'éloge du marxisme – tels que les anciens dirigeants de l'Union soviétique - et même celle du révolutionnaire Imre Nagy. Des personnalités importantes au Fidesz ont d'ailleurs qualifié Imre Nagy comme l'un des pires

---

<sup>82</sup> Amélie POINSSOT, *op. cit.*

<sup>83</sup> REUTERS, *Le défi populiste de la Hongrie à l'UE*, euronews, 9 avril 2018

<sup>84</sup> Franck NOUCHI, *Du bon usage du mot "populiste"*, Le Monde, 4 juillet 2018.

<sup>85</sup> "polgár" est le terme hongrois pour qualifier le "bon hongrois" de classe moyenne, vivant une vie normale.

<sup>86</sup> A. Poinssot, *op.cit.*

<sup>87</sup> Françoise Pons, *Hongrie, L'angoisse de la disparition*, Collection l'Ame des peuples, 2016.

<sup>88</sup> *Ibidem*

<sup>89</sup> Corentin LEOTARD, *A Pisko, l'un des villages les plus pauvres de Hongrie : On est tous Fidesz ici, on aime Viktor Orban !*, La Libre, publié le 24 juin 2019.

<sup>90</sup> Anne-Marie LOSONCZY, *La muséification du passé récent en Hongrie post-communiste : deux mises en spectacle de la mémoire*, article paru dans la revue d'étude comparative Est-Ouest, année 2006, pp. 97-112.

communistes de Hongrie et de collaborateur du KGB. Ôter la statue d'un héros national au nom du communisme est un facteur frappant de l'anticommunisme hongrois. Ne perdons pas de vue que la prise de conscience d'éléments partagés au cours d'une histoire commune génère le sentiment d'identité<sup>91</sup>. L'intérêt d'une sélection de bâtiments commémoratifs est que les référents historiques promut par le gouvernement font jouer une dimension de l'identité en faveur de la vision de la Hongrie du Fidesz. Autrement dit, supprimer les bâtiments communistes témoigne une volonté de bannir le communisme de l'espace public magyar.

De cette partie, nous pouvons retenir les éléments suivants comme pertinents vis-à-vis de notre question de recherche : avoir vécu l'oppression du régime communiste contribue à (1) exclure le communisme de façon virulente (anticommunisme) car très peu de Hongrois souhaite revivre cette période. (2) La période communiste fut vécue comme une ingérence de Moscou en Hongrie. Le Hongrois rejette aussi le communisme car il est synonyme de cette époque. (3) L'attitude révolutionnaire consistant à dissiper le communisme est manifeste de l'identité hongroise, ce qui peut expliquer pourquoi la Hongrie réagit de façon aussi extrême sur la question migratoire. A travers cette facette de l'identité et de la culture hongroise, nous comprenons une volonté de ne pas succomber à une nouvelle tutelle cette fois Bruxelloise, où des instances supérieures dicteraient à l'Etat millénaire ce qu'elle doit faire sur son propre territoire sans que celle-ci ne puisse s'y opposer, soit exactement comme pendant l'ingérence communiste. Le Hongrois est attaché à sa souveraineté : il s'est mis à voter pour le Fidesz lorsque le parti a changé d'idéologie.

## 4.2 La "vieille et vive" identité hongroise, et la magyaritude

Nous l'avons développé, une identité collective n'est jamais fixe, et continuellement en évolution. Et le gouvernement hongrois actuel a la volonté de changer radicalement la Hongrie socialiste, pour revenir à la Hongrie traditionnelle. Retrouver la grande Hongrie, en passant par celle de l'entre-deux guerres du dirigeant controversé Miklós Horthy. A travers ce retour, nous pouvons constater une réhabilitation des racines chrétiennes, avec en 2012 une

---

<sup>91</sup> Alex MUCCHIELLI, L'identité (Que Sais-Je ?, 2288), Paris, PUF, 1986

réforme radicale de la Constitution hongroise, y incluant désormais Dieu, le mariage hétérosexuel et l'histoire millénaire de la Hongrie.

Malgré que le pays des magyars vécut une longue période de communisme, cette vieille Hongrie n'a jamais vraiment disparu de l'identité hongroise. Le Traité de Trianon demeure un traumatisme et une humiliation nationale, et la volonté de disposer de la souveraineté du pays comme valeur fondamentale de l'identité hongroise<sup>92</sup>. En effet, avoir été déchu des deux tiers de leur territoire reste dans la mémoire vive des Hongrois. Plusieurs familles détiennent encore dans leur cave une carte de la grande Hongrie, et certaines d'entre elles ont le souhait non avoué de retrouver leur pays<sup>93</sup>. "Les idées de droite traditionnelle avaient été transmises par les grands-parents [...] officiellement, il avait été balayé sous le tapis par le pouvoir, mais en réalité, il était entretenu à l'intérieur des familles à travers le culte des blessures passées et des défaites historiques du passé" explique le politologue hongrois Laszlo Kéri<sup>94</sup>. Le passé hongrois n'a donc jamais vraiment disparu : il fait encore partie intégrante de l'identité du *polgár*.

Cependant, ce qu'on peut noter comme *évolutif* au sein de l'identité hongroise à travers le Fidesz est la mutation vers la *magyaritude*, une pensée anti-occidentale et plutôt nationaliste, revendiquant une identité nationale menacée d'extinction ; en se comparant à l'Occident, une société décadente qui renie ses valeurs et ses racines. Alors que la Hongrie voyait son avenir dans l'Union européenne, elle s'en détourne aujourd'hui pour voir penser son futur dans l'illibéralisme, que nous développerons plus tard. Il y a une mutation du caractère européen vers un euroscepticisme. Ces tendances anti-Occident ne se retrouvent pas qu'en Hongrie : elle est manifeste également dans la Pologne du PiS ou dans la Russie de Vladimir Poutine. Cette dimension de l'identité oppose l'identité hongroise traditionnelle à l'identité postmoderne<sup>95</sup>, ou postnationale<sup>96</sup> dans laquelle veut se penser l'Union européenne. La tension se trouve être le fait que les Hongrois ne veulent pas se faire absorber une nouvelle fois dans un contexte où leur souveraineté serait à nouveau dissipée au nom de valeurs qui ne sont pas les leurs. Pour le président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement de Hongrie Zsolt Németh, l'Europe centrale contenait d'importantes ressources culturelles souvent occultées. Et cette stratégie de réappropriation de la culture hongroise permet de

---

<sup>92</sup> Françoise PONS, *l'anglaise de la disparition*

<sup>93</sup> *Ibid.*

<sup>94</sup> Amélie POINSSOT, *op. cit.*

<sup>95</sup> James HEADLEY dans *Perceptions of the Ukraine Crisis : a clash between a modern Russie and a Postmodern European Union ?* 2018, 23 European Foreign Affairs Review, 1/1, pp. 101-117.

<sup>96</sup> Jean-Marc FERRY dans "L'Europe, la voie kantienne.

justifier la politique migratoire d'Orbán : le groupe de Visegrad pourrait apporter à une Europe en déclin un souffle nouveau et lui faire retrouver ses valeurs fondamentales<sup>97</sup>. Cette idée de pureté des valeurs européennes - non falsifiées par le capitalisme - est également présente dans les courants slavophiles d'Europe de l'Est, et est aujourd'hui utilisée dans les politiques anti -Occident, notamment par Единая Россия<sup>98</sup>, le parti de Vladimir Poutine<sup>99</sup>.

Nous venons donc de voir que l'identité hongroise peut s'opposer à celle des européens. Un élément permettant à l'identité hongroise de manifester la magyarité est le phénomène de la crise migratoire. En effet, la façon d'appréhender les résolutions à cette dernière fut un élément déclencheur de la manifeste division entre l'UE et la Hongrie. En Hongrie, la crise migratoire peut être interprétée en lien à la décadence de l'Occident. Le fait qu'une vague de migrants originaires de pays musulmans viennent en Europe, est un des signes similaires d'une Europe occidentale laxiste, en crise identitaire. Certains Hongrois voient en l'Union européenne des Etats déracinés de leurs valeurs, semblant n'avoir aucun inconvénient à ce que des personnes d'une culture différente viennent en Europe. Ces migrations menacent de péricliter le mode de vie européen, pour les Hongrois. De ce fait, certains citoyens magyars pensent que protéger les frontières de la Hongrie – territoire stratégique du passage par la route des Balkans – c'est aussi protéger l'Union européenne du cosmopolitisme culturel, pouvant nuire aux valeurs qu'ils entendent être celles de l'Europe. Dans le bassin des Carpates, l'Europe a l'image d'un instrument incontrôlable manquant de contrôles suffisants sur les déplacements de populations non-européennes à travers le continent. Cette apparente mauvaise gestion des frontières confirme le Hongrois dans sa volonté de ne pas vouloir déléguer la compétence migratoire aux Institutions de l'Union. Autrement dit, elle s'oppose à une Union européenne « décadente » afin de continuer de contrôler qui rentre et sort du territoire hongrois. Depuis cette réaction, Viktor Orbán est désormais le symbole du côté sécuritaire de l'Europe, face à l'Europe de la solidarité<sup>100</sup> et de l'humanisme défendu par l'actuelle chancelière allemande Angela Merkel. Nous pouvons dire que de la crise migratoire a émergé un rideau de fer idéologique, opposant les *pro-migrants* et les *anti-migrants*. Comme le diraient les professeurs et écrivains Sylvain Kahn et Jacques Lévy : “Le rideau de fer est tombé, mais il serait toujours présent dans nos têtes, dans les mentalités,

---

<sup>97</sup> Amélie POINSSOT, op.cit., p.50.

<sup>98</sup> A lire “Russie Unie”.

<sup>99</sup> Laetitia SPETCHINSKY, dans le cours de relation euro-russe à l'Université Catholique de Louvain.

<sup>100</sup> Revue Cités, presse universitaire de France 2016/4 (N° 68), pages 9 à 14.

dans les pratiques, dans la culture politique”<sup>101</sup>. Les mêmes auteurs thématisent les deux tendances de sorte que ”l’une ouverte et héritée des Lumières, l’autre fermée et héritée des anti-Lumières”<sup>102</sup>. Autrement dit, la culture politique hongroise est confrontée à la ligne directrice de l’UE que la Hongrie a priori ne partage pas.

Depuis la médiatisation de ce clivage, les combats rhétoriques ne cessent guère : pour l’Occident, la Hongrie vire à l’autoritarisme, au népotisme, voire au fascisme. Pour les Hongrois, l’Occident se déracine et perd son identité dans la globalisation. La Hongrie s’entête, jusqu’à se présenter comme la sentinelle de l’Europe. Cette image n’est pas juste une métaphore, puisque le gouvernement hongrois a érigé un mur de barbelés à la frontière serbe pour se protéger de la vague migratoire. Elle est également justifiée par le gouvernement Orbán non pas comme une mesure de protection nationale, mais comme mesure de protection de l’Union européenne. Cette justification fait suite à des critiques qui furent attribuées à la Hongrie quand on leur affirmait que les migrants souhaitaient juste transiter par la Hongrie afin d’arriver dans des capitales occidentales, comme Berlin, Londres, Paris ou Bruxelles.

Suite à une analyse de cette partie, nous pouvons dire que (1) l’identité hongroise actuelle se caractérise plus par une revivification d’un passé glorieux et douloureux qu’une perspective d’un avenir issu de la postmodernité. (2) La *magyaritude* perpétue le clivage entre l’Orient et l’Occident. L’Occident est comparé à un ensemble de sociétés décadentes, déracinées de leurs valeurs comme pourrait le dire Hannah Arendt ; et la Hongrie comme défenseuse d’une culture hongroise et européenne mise à mal par la migration. (3) La réticence à la migration est aussi une question de souveraineté. (4) L’identité hongroise reflète finalement l’idée de défenseurs de la culture, des mœurs chrétiennes plutôt qu’une xénophobie exacerbée. (5) La politique européenne en Hongrie symbolise l’autre Europe que celle défendue par Angela Merkel et Emmanuel Macron : l’Europe de la sécurité, non celle de la solidarité.

---

<sup>101</sup> Sylvain KAHN, Jacques LEVY, *Le Pays des Européens*, avril 2019, éd. Odile Jacob, p. 105

<sup>102</sup> *Ibid.* P. 119

### 4.3 Les tendances électorales de la Hongrie après la chute de l'URSS

Depuis la chute du régime de l'Union soviétique et de la scission de la Hongrie comme Etat satellite de Moscou, un paysage politique non réprimé par la force d'une "occupation impériale" a donc émergé, et les premières élections libres ont eu lieu en Hongrie. Alors que le programme électoral du Fidesz était essentiellement basé sur des valeurs libérales, voire de gauche<sup>103</sup> lors des premières élections, celui-ci a changé de trajectoire, visant désormais une droite conservatrice. Ayant troqué le groupe politique libéral, dans lequel Orban était vice-président, pour le PPE suite à des négociations avec l'ancien chancelier allemand Helmut Kohl, le Fidesz est désormais un parti se situant à droite de l'échiquier politique. Nous l'avons déjà mentionné, ce virage à droite du parti s'est accompagné d'un phénomène politique très important : le score électoral du Fidesz a quadruplé en quatre ans. Et il ne cesse d'augmenter depuis : lors des élections législatives de 2018, le parti de Viktor Orban récolte 2,8 millions de vote, soit deux tiers des voix de l'électorat hongrois. Ce score a augmenté de 600 000 voix par rapport à 2014, malgré la radicalisation de l'idéologie du parti. Cela démontre que la politique agressive du Fidesz vis-à-vis des migrations est soutenue par la majorité des Hongrois. Il est également intéressant de noter qu'à la droite du Fidesz sur l'échiquier politique, il y a un électorat frôlant les 20% en 2018, représentant presque 1,1 millions d'électeurs : le parti d'extrême droite Jobbik. Ultranationaliste, eurosceptique voire néo-nazi<sup>104</sup>, le Jobbik de Gabor Vona est le deuxième parti en Hongrie. Fidesz et Jobbik réunis, force est de constater qu'une grande majorité des électeurs hongrois votent à droite. En outre, le score du Jobbik est également une explication du pourquoi le Fidesz radicalise son discours sur l'immigration. Bien que les positions hongroises en la matière soient soutenues par l'opinion publique, les discours plus poignants autour de l'immigration s'expliquent à travers le fait que le Fidesz ne souhaite pas que le Jobbik parvienne au pouvoir. Viktor Orbán reprend certaines idées du Jobbik sous prétexte de le neutraliser<sup>105</sup>. Nous ne pouvons pas nier que la stratégie porte ses fruits, puisque lors des élections européennes de 2019, le Jobbik n'enregistre que 6,34% des suffrages (220 184 voix) contre 14,67% (340 287 voix)<sup>106</sup> en 2014, soit une décroissance de 8,3% et deux élus

---

<sup>103</sup> Entretien sur plateau télévisé avec Amélie Poinssot sur TV5 monde, le 1 avril 2019.

<sup>104</sup> Tony PATERSON, Hungary election : concerns as neo-nazi Jobbik party wins 20% of vote, *The Independent*, 7 publié le 7 avril 2014

<sup>105</sup> Joëlle Stolz, *Hongrie, l'apprentie sorcière du nationalisme*, Paris, Éditions du Cygne, 2012.

<sup>106</sup> Bureau national électoral de Hongrie, résultat électoral des élections hongroises de 2014, disponible en ligne : <https://static.valasztas.hu/dyn/ep14/szavossz/hu/eredm.html>, consulté le 4 juillet 2019

perdus. Les partis Fidesz et Jobbik convergent cependant sur certains points malgré l'enjeu politique de la radicalisation des discours des élus Fidesz. Dans les deux partis, l'attachement à la souveraineté nationale et le rapport à l'immigration est plus ou moins analogue<sup>107</sup>. Concernant la souveraineté à tout le moins Orbán est très clair et cet avis est grandement partagé en Hongrie : En Europe, ceux qui ont l'ascendant aujourd'hui sont ceux qui pensent qu'il faut dépasser la souveraineté et la pensée nationale pour aller dans une direction supranationale. Le gouvernement hongrois représente un autre point de vue<sup>108</sup>.

Autour des chiffres analysés plus haut, nous pouvons donc affirmer que l'identité hongroise est plus emblématisée par la droite, bien qu'à nouveau, ceci soit le fruit d'une évolution identitaire, puisque la Hongrie votait massivement pour le parti socialiste de Ferenc Gyurcsany avant les scandales de corruption qui ont fait naufrager le MSZP. Après l'échec de ce qu'Orbán appelait le "gouvernement socialiste des banquiers" - il n'omet pas de faire les mêmes attaques envers l'Union européenne et les *Homo bruxellicus*<sup>109</sup> - le Fidesz se veut être le défenseur de l'identité hongroise, contre une nouvelle tentative d'atteinte à sa souveraineté étant celle du partage de la compétence migratoire par le système de relocalisation. Cette proposition, lancée par la Commission européenne, est vue comme une proposition imposée par "la bureaucratie de Bruxelles". Viktor Orbán compare les représentants européens à des spéculateurs qui troquent les valeurs de leur pays sur la scène de la mondialisation. Beaucoup de citoyens hongrois partagent cette opinion, et accordent leur confiance au Fidesz par conviction – bien qu'une partie des électeurs soient des électeurs *par défaut*, déçus du régime socialiste corrompu.

Cependant, le fait qu'une grande majorité des électeurs votent pour le Fidesz, et une partie non négligeable d'autres électeurs pour le Jobbik, ne veut pas dire que l'opposition citoyenne est inexistante. En effet, les manifestations anti Fidesz existent : elles ont bel et bien déjà eu lieu dans les rues de Budapest. Mais ont-elles un impact ? Bien que les regroupements de population contre la "dérive autoritaire" du Fidesz<sup>110</sup> mobilisent beaucoup de monde, elles sont insignifiantes compte tenu des résultats électoraux du parti au pouvoir qui, rappelons-le,

---

<sup>107</sup> Il est à noter que la campagne de 2018 du Jobbik s'est voulue plus modérée que le Fidesz sur les questions migratoires. Cependant, cela n'a pas modifié fondamentalement le programme du Jobbik d'une part, et d'autre part, n'oublions pas l'intervention de Gabor Vona quelques années auparavant, disant qu'il cautionnait la politique du Fidesz en ce qui concerne la politique migratoire et l'attachement à la souveraineté nationale.

<sup>108</sup> Amélie POINSSOT, op. cit.

<sup>109</sup> Ferenc Almássy, *Viktor Orbán désigne la mondialisation et les spéculateurs financiers comme menaces contre l'identité*, journal indépendant Le Visegrad Post, disponible en ligne via <https://visegradpost.com/fr/tag/homo-bruxellicus/>.

<sup>110</sup> Des slogans comme "Viktator" sont mis en exergue lors de ces mobilisations.

a de nouveau récolté presque trois millions de votes en sa faveur lors des élections de 2018. Le problème de l'argument des contestations populaires dans la capitale est qu'en démocratie, on ne peut pas comparer électoralement une minorité bruyante à une majorité silencieuse. En politique contemporaine, les urnes sont plus puissantes que les cris. Un des problèmes de compréhension de la Hongrie est donc le constat erroné que ce même peuple manifeste contre son gouvernement, laissant l'interrogation sur le score de Orbán, voire des assertions proches de théories complotistes selon laquelle le Fidesz "truquerait les urnes en sa faveur"<sup>111</sup>. Les manifestations contre le gouvernement sont en fait une minorité "non-significative", parfois peuplé de beaucoup de non-hongrois. Budapest est également l'une des villes où les électeurs ont le moins voté pour le Fidesz. Nous parlions lors d'un précédent point d'une différence entre la tradition urbaine et la tradition populaire : il s'avère que l'électeur Fidesz semble davantage être le Hongrois de village, des zones rurales et paysannes de la Hongrie. Orbán lui-même se définit comme "Homme du peuple" de par le fait qu'il fut un citoyen de classe moyenne voire modeste avant de devenir premier Ministre. La majorité des soutiens du gouvernement se trouve donc moins dans la capitale que dans le reste de la Hongrie.

Pourquoi les citoyens hongrois sont-ils davantage des électeurs de droite ? Au contraire des pays occidentaux qui n'ont jamais réellement connu les dérives des systèmes socialistes comme celui de Moscou, la Hongrie, comme la plupart de ses voisins, a baigné dans un système dictatorial communiste qui opprimait la population locale. Leur condition de vie était moindre comparé à l'image du mode de vie occidental "supérieur, libre et prospère". Le Président de la République Tchèque de 1993 à 2003 Vaclav Havel, disait que "le régime soviétique, tant en URSS que dans ses satellites européens, se caractérisait par l'oppression physique et spirituelle, l'insensibilité, l'ignorance, un gigantisme creux et un état de retard général, le tout étant présenté sous l'apparence glorificatrice du progrès. Ces caractéristiques contrastaient de manière si évidente avec la culture et la prospérité de l'Occident démocratique qu'elles nous ont inévitablement amené à percevoir l'Ouest comme le bien et l'Est comme le mal. Le terme "Ouest" est donc devenu, à la fois involontairement et sciemment, synonyme de progrès, culture, liberté et décence, tandis que le terme "Est", lui,

---

<sup>111</sup> Cette information m'avait entre autres été confessée par mon ancien professeur de philosophie politique. Celui-ci m'affirmait lors d'une conversation que certains bureaux de votes avaient connu des pannes de courant volontaires pendant le dépouillement.

n'a plus évoqué que le sous-développement, l'autoritarisme et l'ineptie omniprésente"<sup>112</sup>. La chute de l'URSS a permis aux Hongrois de sortir de l'"oppression" du régime soviétique qui leur empêchait de vivre souverainement au sein de leur frontière. Et, lors des premières élections libres de Hongrie, les électeurs hongrois se sont rapidement tournés vers le parti conservateur. Le pays du bassin des Carpates n'est ici pas le seul à s'orienter sur l'échiquier politique de la droite conservatrice, cette tendance est exprimée aux urnes par les pays du groupe de Visegrad : la République Tchèque, la Pologne et la Slovénie. Leur point commun : le manque de souveraineté de par ce qui est qualifié d'ingérence de l'URSS. Elle avait réprimé la moindre manifestation tendant à libéraliser ou révolutionner le régime sous l'occupation soviétique. Les exemples les plus marquants furent le Printemps de Prague et l'insurrection de Budapest, et il y eut des événements similaires en Pologne. Aussi, les partis de droite comme le Fidesz et le PiS mettent en exergue l'identité nationale. Pour des pays aux histoires douloureuses vis-à-vis de leur identité nationale, la rhétorique prônant la fierté nationale et la conservation de la nation est populaire. Ce genre de discours peut également se retrouver en Belgique, dans les partis flamands comme la NVA et le Vlaams Belang, qui ont des revendications nationalistes et prônant le confédéralisme, voire l'indépendance de la Flandre.

Le Hongrois de l'époque postcommuniste ainsi que ses homologues du groupe de Visegrad ont besoin de se sentir en sécurité, souhaitent « ne plus revivre ça ». C'est également pour cela que les partis souverainistes d'Europe centrale ont du succès : ils représentent la sécurité face à l'opresseur. A cause de leur passé, les Hongrois se cloisonnent, sont attachés à leurs frontières si souvent profanées, de peur de se faire envahir ou de nouveau disparaître sous la tutelle d'une entité supérieure. C'est également pour ça que le *polgár* hongrois se revendique davantage anti-immigration : la vague migratoire est vue comme un risque de nouvel envahisseur des frontières si fraîchement reconquises. « Nous ne voulons pas qu'une minorité significative avec une culture et des valeurs différentes des nôtres vive parmi nous, car nous voulons que la Hongrie reste la Hongrie. » affirmait Orbán en 2015. Il y a véritablement un complexe identitaire, qui est moins la volonté d'imposer l'idéologie hongroise à l'international<sup>113</sup> que de revendiquer l'existence de l'identité hongroise, tant muselée par les multiples occupations. Le moindre élément pouvant porter atteinte à ce que la droite

---

<sup>112</sup> Vaclav HAVEL, A propos de la supériorité de l'Occident, La Libre, publié le 3 octobre 2001

<sup>113</sup> Soulignons l'importance du mot "d'emblée" dans cette phrase, car désormais, la politique internationale de Viktor Orbán a des volontés expansionnistes. Par exemple, en 2018 lors de sa campagne, celui-ci appelait à une "grande alliance contre l'immigration".

hongroise parvient enfin à refaire vivre avec fierté, est un élément directement vu comme hostile pour les Hongrois.

Suite à l'analyse de cette partie et du développement des autres parties, nous pouvons dire que (1) Le Fidesz triomphe aux élections nationales de 2018 et aux européennes de 2019 malgré la radicalisation et le focus des discours sur la migration. (2) La majorité des électeurs hongrois votent à droite. (3) Le constat issu de (1) et (2) nous mène à affirmer que la politique de Viktor Orbán est soutenue dans l'opinion publique hongroise. (4) Le phénomène de droitisation des gouvernements nationaux se manifeste dans toute l'Europe centrale et dans d'autres pays, renforçant de nouveau l'image d'un rideau de fer idéologique et de deux visions de l'Europe. (5) Le Fidesz concentre son électorat à travers l'identité paysanne des Hongrois, ce qui contribue à son franc succès partout sauf à la capitale et (5), la radicalisation des positions du Fidesz s'explique également par un contre de la montée de l'extrême droite en Hongrie. Le phénomène peut se remarquer également en France chez les Républicains de Laurent Wauquiez, lequel tente de draguer l'électorat du Rassemblement national pour empêcher que celui-ci ne parvienne à gagner des élections en France, bien que cette stratégie ait mené François-Xavier Bellamy à complètement échoué aux européennes de 2019. Elle ne fonctionne donc pas partout, mais bien en Hongrie.

#### 4.4 Le migrant, l'Autre de l'identité hongroise

Ce point développera plusieurs angles d'étude afin de comprendre la Hongrie. Le premier point se concentrera sur l'opposition binaire entre le chrétien et le musulman, et le monde chrétien autour de la position hongroise sur la migration. Le second discutera brièvement d'une dimension économique. Le troisième point expliquera la vision de l'incompatibilité du migrant dans la Hongrie. Nous discuterons ensuite du référendum de 2016. Enfin, nous étudierons la question de l'immigration et de la souveraineté autour du cas polémique de Georges Soros, devenu emblème éminent de l'ennemi du gouvernement Orbán. L'étude du cas Soros est pertinente dans ce travail car ce dernier proposait via des ONG des aides aux migrants et est le principal soutien financier d'une université libérale europhile et

critique du gouvernement à Budapest. Nous concluons ce point en discutant d'une incohérence factuelle.

#### 4.4.1 La crise migratoire, composée principalement de musulmans

##### 4.4.1.1 Le chrétien vs le musulman

Comme déjà mentionné dans l'introduction, la crise migratoire de 2015 représente un nombre exponentiel de demandes d'asile et de migrations dans le territoire de l'Union européenne<sup>114</sup>. Les deux pays ayant été le plus touché par les demandes d'asile sont l'Allemagne, et la Hongrie<sup>115</sup>. Selon un autre lien officiel du Parlement européen : "the unprecedented influx of irregular migrants and asylum-seekers into the EU since 2015 has revealed the structural weaknesses of the CEAS. The number of asylum applicants rose from 0.4 million in 2013 to 1.3 million in 2015, while the distribution of asylum applications across Member States remained highly uneven. In 2015, three countries (Germany, Hungary and Sweden) registered almost two thirds of the total number of individual asylum applications lodged in the EU"<sup>116</sup>.

Mais la crise migratoire ne représente pas qu'un chiffre conséquent par rapport aux anciens standards migratoires qu'avait connu l'UE. Le problème de la crise migratoire est que la majorité des migrants sont de confession musulmane, ou viennent de pays musulmans<sup>117118</sup>. Le risque majeur pour les Hongrois est le choc culturel auquel les deux sociétés peuvent être confrontées. Il peut suffire d'un petit nombre de passeurs pour que migrent des mots ou des choses. Fruit d'échanges ponctuels ou d'une coopération suivie, la migration peut produire des mosaïques culturelles, un métissage, voire une fusion<sup>119</sup>. Sauf que l'hétérogénéité culturelle est difficilement pensable en Hongrie, compte tenu du fait que la culture hongroise

---

<sup>114</sup> Eurostat, [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Migration\\_and\\_migrant\\_population\\_statistics/fr](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Migration_and_migrant_population_statistics/fr)

<sup>115</sup> Parlement européen, Demande d'asile dans l'UE selon les années, information graphique, [https://www.europarl.europa.eu/infographic/welcoming-europe/index\\_fr.html#filter=2015](https://www.europarl.europa.eu/infographic/welcoming-europe/index_fr.html#filter=2015), consulté le 15 juillet 2019.

<sup>116</sup> Parlement européen, Briefing EU Legislation in Progress, European Union Agency for Asylum. Lien: [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/595849/EPRS\\_BRI%282016%29595849\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/595849/EPRS_BRI%282016%29595849_EN.pdf)

<sup>117</sup> Commission européenne, l'UE et la crise migratoire, 2017, disponible via le lien <http://publications.europa.eu/webpub/com/factsheets/migration-crisis/fr/>

<sup>118</sup> AFP, *L'Europe aux prises avec l'une des plus graves crises migratoires de l'Histoire*, Sud Ouest, publié le 26 mai 2015

<sup>119</sup> Dirk Hoerder, *Migrations et contacts culturels*, Dans *Archéologie des migrations* (2017), pages 359 à 374

fut mise sous tutelle durant la majorité de son histoire. N'importe quel risque de relativisation de la culture hongroise mène à une réaction défensive. Nous le développerons davantage lorsque nous parlerons de l'angoisse de la disparition.

Dans l'identité hongroise réside la peur du relativisme culturel, de l'Autre (notamment du musulman). Et parce que cette peur existe, le Fidesz s'est emparé de plus belle de l'identité chrétienne pour argumenter sa position anti-immigration : "n'est-ce pas déjà en soi préoccupant que la culture chrétienne de l'Europe ne soit quasiment plus en capacité de maintenir l'Europe dans le système de valeurs chrétiennes ? Si l'on perd cela de vue, la pensée européenne peut se retrouver en minorité sur son propre continent » a déjà pu affirmer Monsieur Orbán<sup>120</sup>. Les migrants, principalement musulmans, semblent donc constituer aux yeux du gouvernement magyar une menace pour l'identité chrétienne en Europe. C'est du moins ce qu'affirme Orbán dans une tribune du FAZ en septembre 2015. Pour lui, « il ne faut pas oublier que ceux qui arrivent [...] sont les représentants d'une culture profondément différente [...] dans leur majorité ce ne sont pas des chrétiens mais des musulmans [...] c'est une question importante, car l'Europe et l'identité européenne ont des racines chrétiennes »<sup>121</sup>. Nous constatons que le religieux reprend une place importante dans la politique hongroise, autour de l'argument de l'identité chrétienne, revendiquée comme incluse dans l'identité hongroise.

Cependant, la réhabilitation du religieux n'est pas récente, bien qu'elle soit accentuée depuis la crise migratoire. En effet, déjà en 1999, nous pouvions constater le retour de la chrétienté de l'identité Hongroise dans les discours de Orbán, considérant le christianisme pas comme quelque chose du passé mais comme quelque chose d'avenir. Cette vision chrétienne de l'Europe n'a fait que s'accroître depuis la réforme de la Constitution de 2012 et la crise migratoire. En décembre 2015, soit quelques mois après que le phénomène migratoire ait commencé, le Premier ministre hongrois affirmait que "je [Orbán] fais partie de ceux qui veulent voir les Hongrois vivre dans une Europe chrétienne pour à nouveau mille ans". La plupart des discours du dirigeant hongrois sont travaillés autour de la question de l'identité nationale et chrétienne, par opposition à l'étranger - à l'islam, aux non-européens, et donc au migrant. Beaucoup de Hongrois aujourd'hui sont confrontés à la réhabilitation du religieux et à l'opposition binaire Hongrois-chrétien / migrant-musulman. Lors d'un entretien en tête à

---

<sup>120</sup> AFP, *L'afflux des réfugiés menace l'identité chrétienne de l'Europe, selon Viktor Orbán*, Le Soir, 3 septembre 2015.

<sup>121</sup> *Ibid.*

tête avec Martin Schulz, Orbán dira la restée célèbre phrase : « Les Hongrois ont peur, les Européens ont peur, parce qu'on voit que les dirigeants européens, et parmi eux les Premiers ministres, ne sont pas capables de contrôler la situation »<sup>122</sup>. Il y a un risque persistant du migrant de culture différente : l'accent est mis sur le fait que les Hongrois ont peur, qu'ils sont angoissés par le mélange des cultures. Cela s'explique notamment par le concept d'angoisse de la disparition. Dans le schéma d'identité binaire, le Hongrois, chrétien, est donc opposé au musulman, le migrant. La volonté de ne pas accueillir d'immigré qui ne soit pas un réfugié politique découle entre autres de cette dichotomisation.

Il est néanmoins important de préciser que pour la Hongrie de Orbán, le problème ne réside pas dans la migration intra-européenne. Au contraire, la Hongrie connaît depuis les années 80 une décroissance démographique marquante<sup>123</sup>. L'ouverture à l'Ouest après l'intégration à l'Union européenne n'a pas facilité la reconquête démographique des habitants de Hongrie, qui aujourd'hui est descendue sous le seuil des dix millions<sup>124</sup>. Selon Eurostat, elle s'évaluerait à 9,77 millions en 2019<sup>125</sup>. Hormis le fait que ce facteur explique les politiques natalistes et la valorisation des familles traditionnelles du gouvernement Orbán, cette décroissance démographique pourrait être résolue par une migration intra-européenne, où la Hongrie deviendrait une terre d'accueil pour les citoyens hongrois vivant à l'extérieur, par exemple. D'ailleurs, la politique gouvernementale entretient une ambiguïté dans ses discours concernant les minorités hongroises, dans laquelle la rhétorique irrédentiste se fait parfois comprendre. Aussi, la ville de Budapest n'est pas une ville fasciste où il y est interdit de sortir, s'amuser, se balader dans les rues à quatre heures du matin verre de bière à la main. Budapest est d'ailleurs l'une des villes les plus prisées des jeunes occidentaux pour y passer leurs vacances et faire la fête. L'aéroport Ferenc Liszt est l'un des aéroports qui connaît les plus gros essors économiques depuis l'entrée dans l'Union européenne. Les cartes de restaurant sont annotées en hongrois et en anglais, parfois même en français et en allemand. Le tourisme est l'un des secteurs les plus florissants de l'économie hongroise. Cela pour dire que le pays est loin d'être fermé aux citoyens de l'Union européenne. La Hongrie fait d'ailleurs partie de l'espace Schengen depuis 2004, et il n'est actuellement pas vraiment

---

<sup>122</sup> AFP, *L'afflux des réfugiés menace l'identité chrétienne de l'Europe, selon Viktor Orbán*, Le Soir, 3 septembre 2015.

<sup>123</sup> Amélie POINSSOT, *op.cit.*

<sup>124</sup> Avec l'entrée dans l'UE, beaucoup de Hongrois ont migré dans les pays occidentaux pour y chercher de meilleures conditions de vie, du travail, ou de meilleurs salaires. Le cas Hongrois n'est pas isolé, c'est le phénomène du travailleur détaché.

<sup>125</sup> Eurostat, [http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=demo\\_gind&lang=en](http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=demo_gind&lang=en)

question de résilier cet espace pour le Fidesz, seulement de le réformer. Bien que le Hongrois ne représente pas le stéréotype de l'identité la plus accueillante d'Europe, la capitale tend les bras à quiconque venu d'Europe souhaite y passer ses vacances, voire y habiter. Le pays n'est donc pas fermé sur lui-même, et le problème n'est pas un problème de rejet de tout ce qui n'est pas hongrois. En d'autres termes, le nationalisme hongrois ne semble pas être sclérosé ou belliqueux vis-à-vis de l'Autre.

Le problème réside véritablement sur la question de l'immigration extra-européenne. Des personnes qui ne partagent pas la culture hongroise et européenne. "Il ne faut pas oublier que ceux qui arrivent (...) sont les représentants d'une culture profondément différente [...] Dans leur majorité, ce ne sont pas des chrétiens mais des musulmans. C'est une question importante, car l'Europe et l'identité européenne ont des racines chrétiennes" a argumenté Viktor Orban, dont l'intervention est parue dans le FAZ allemand. Le problème du migrant est plus qu'il soit d'une culture différente plutôt qu'il vienne d'un endroit qui n'est pas la Hongrie. La peur du migrant n'est pas une question raciale ou xénophobe, c'est une question de prévention face au risque du cosmopolitisme, qui diluerait l'identité hongroise ré-émergente dans une *Gulyásleves*<sup>126</sup> culturelle issue de la mondialisation. D'ailleurs, le sociologue spécialiste d'Europe centrale Georges Mink affirme que "c'est en réalité sur la peur de l'étranger, sa stigmatisation comme responsable des malheurs du peuple ou menace à l'unité nationale et au bien-être des citoyens, que les politiciens radicaux de l'Europe centrale bâtissent leur révolution conservatrice. En 2010, dans la tourmente de la crise économique, la question des Roms hongrois est instrumentalisée par le parti Fidesz d'Orban. En 2016, c'est le spectre de l'invasion par les réfugiés fuyant les théâtres de guerre, en majorité musulmans, qui offrira un atout électoral majeur"<sup>127</sup>. Deux arguments ressortent de cette citation : l'argument économique, que nous développerons plus bas, et l'argument culturel, que nous développons ici.

La politique migratoire de la Hongrie peut être comprise de sorte que la peur du cosmopolitisme et de la relativisation culturelle au sein même de son territoire est liée à son Histoire. Le fait que le migrant soit musulman est un attribut non négligeable qui explique en grande partie pourquoi la Hongrie est réticente aux migrations issues de la crise migratoire. Néanmoins, la seconde caractéristique de la crise migratoire est l'importance du nombre de

---

<sup>126</sup> Soupe traditionnelle hongroise

<sup>127</sup> Georges Mink, *L'Europe centrale à l'épreuve de l'autoritarisme*, dans *Politique étrangère* 2016/2 (Été), pages 89 à 101

migrants, incontrôlé et très imposant. Pour un pays qui a toujours été opprimé et n'ayant reconquis leur liberté d'exister en tant que nation il y a trente ans, il est difficile de concevoir un mélange culturel et une aide économique aussi conséquente que celle demandée à l'issue de la crise migratoire. Leur parler de migrants leur fait peur. Autrement dit, le migrant extra-européen apparaît comme l'étranger d'une culture différente, qui vit d'une façon différente, qui n'a pas la même identité que le Hongrois. C'est aussi, à plus grande échelle, le spectre de l'Empire Ottoman revenant dans le bassin des Carpates. Nous développerons les relations avec l'Empire Ottoman plus tard.

Dans l'opinion publique, il y a donc cette idée que si le migrant vient habiter en Hongrie, s'il devient finalement un immigrant – c'est-à-dire une personne qui vient ou revient de l'étranger pour établir sa résidence dans un pays donné pendant un certain temps, après avoir eu précédemment sa résidence habituelle dans un autre pays<sup>128</sup> - il y a un risque que celui-ci ne s'adapte pas, et que la Hongrie s'adapte à lui, laissant de côté sa propre identité. C'est donc aussi dans l'optique d'une de conservation de la culture et l'identité hongroise qu'il est pertinent de réhabiliter la rhétorique culturelle chrétienne. Et ce n'est pas nouveau : déjà dans la politique de Horthy, il était question d'une exaltation du religieux pour maintenir la nation en ordre, au détriment des juifs<sup>129</sup>. Depuis 2000, il y a même un retour du culte autour de St Etienne, premier empereur chrétien de Hongrie. Une représentation à l'identique de la couronne de Hongrie est exposée au coeur du Parlement hongrois, en plein centre de la coupole. Ainsi, l'étendard identitaire chrétien est brandit pour redorer l'identité hongroise complexée dû à son complexe d'infériorité. En outre, la question nationale-chrétienne perpétue l'idée que les habitants de la Hongrie est une superposition des facteurs ethniques, linguistiques et religieux<sup>130</sup>. Ainsi citoyen ne parlant pas la même langue, n'ayant pas les origines ethniques hongroises et ne partageant pas la même religion ne sera jamais un Hongrois<sup>131</sup>. Mais surtout, le migrant ne partageant pas la même culture religieuse est un risque pour le mode de vie hongrois. La question de la religion en Hongrie semble devenue tellement importante que Viktor Orbán a nommé comme Ministre de la culture et de l'éducation un pasteur calviniste, Zoltan Balog<sup>132</sup>.

---

<sup>128</sup> Eurostat, *glossaire migration*, <https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Glossary:Migration/fr>

<sup>129</sup> Amélie POINSSOT, *op.cit.*

<sup>130</sup> Louis-Albert SERRUT, Une nouvelle catégorie politique dans les Etats de l'est de l'Union européenne, revue Cités 2017/2 (N°70), pages 135-160

<sup>131</sup> Jean-Yves Camus et Christophe Lebourg, Les Droites extrêmes Europe, Seuil, novembre 2015

<sup>132</sup> Joëlle Stolz, « Viktor Orbán, le croisé de l'Europe », Le Monde...

#### 4.4.1.2 Le monde chrétien vs la Hongrie

La perception de la politique d'Orbán est loin d'être monolithique, selon le secrétaire général de Forum Logia, thinktank chrétien belge. D'abord en raison des schismes historiques qui l'ont divisé entre catholiques, orthodoxes et protestants, impliquant de facto des divergences de vue sur un nombre important de questions ; ensuite, car au sein même du monde catholique, on note une grande diversité d'opinions et d'engagements. Le secrétaire du thinktank affirme qu'il n'existe pas une unicité de vue chrétienne quant à la politique menée par le Premier ministre hongrois<sup>133</sup>.

Olivier Roy, dans son livre *L'Europe est-elle chrétienne*<sup>134</sup> évoque deux "fronts" dans la guerre des valeurs européenne qui oppose les conservateurs chrétiens aux sécularisés : d'une part un front interne, qui tourne autour des questions bioéthiques et sociétales (avortement, mariage homosexuel, etc ...) et d'autre part un front externe qui opposerait l'Europe dite chrétienne et l'Islam. Ces deux fronts s'observent au moins en partie dans la politique menée par Orbán en Hongrie. Sa politique nataliste, ainsi que l'affirmation, dans la nouvelle Constitution entrée en vigueur en 2012, de la protection de la vie dès son commencement ou du mariage en tant qu'union entre un homme et une femme, s'inscrivent très clairement dans la conception chrétienne de la famille. Parallèlement, sa politique extérieure visant à freiner l'immigration, ou encore l'inscription dans la Constitution des "racines chrétiennes" du pays, constituent des signaux forts face à la menace supposée que l'immigration ferait peser sur l'identité chrétienne hongroise.

Mais alors que la majorité des chrétiens souscrivent à la vision anthropologique sous-tendue par la politique familiale de Viktor Orbán, qui implémente en grande partie la doctrine de l'Église sur ces questions, il n'est pas évident qu'ils se reconnaissent dans le second combat, beaucoup plus clivant au sein des chrétiens. Ces derniers sont en vérité tiraillés entre la parole biblique qui commande d'avoir un regard et une attitude charitables envers le prochain, en ce compris le migrant, et d'autre part leur attachement à la culture et l'identité chrétiennes.

Les prises de position de l'Église catholique sur le sujet des migrations sont par ailleurs sans ambiguïté et recommandent à tout un chacun l'accueil fraternel des migrants étrangers.

---

<sup>133</sup> Entretien avec le secrétaire général de Forum Logia, thinktank chrétien belge.

<sup>134</sup> O. ROY, *L'Europe est-elle chrétienne?*, Éditions du Seuil, janvier 2019.

C'est ainsi que Pierre Jova, qui a consacré un ouvrage à la question du point de vue chrétien sur l'immigration, écrira : “*Déchirés entre une parole biblique qui les engage, l'inquiétude de l'avenir et la méfiance de l'islam, les chrétiens offrent une palette d'attitudes, de dilemmes et d'hésitations*<sup>135</sup>”. On pourrait dire que la politique d'Orbán relative à l'immigration opposera davantage les chrétiens dits identitaires, c'est-à-dire attachés à l'identité chrétienne et aux us, coutumes et traditions qui la composent, et ceux qui sont davantage attachés au message apostolique les invitant à accueillir le prochain dans le besoin et à faire preuve de charité. Dans la pratique, toutefois, les frontières entre ces différents groupes sont floues et très loin d'être imperméables.

#### 4.4.2 L'argument économique du migrant vs le réfugié

Un argument économique qui vient justifier la fermeture à l'immigration. Les Hongrois ont, nous l'avons vu, vécu dans un régime socialiste relativement pauvre comparé à l'Occident. La longue période d'ajustement économique qui a contribué au fait que la Hongrie puisse devenir une économie de marché et ainsi rentrer dans l'Union européenne fut un régime difficile à tenir pour les Hongrois. La crise financière de 2008 fut également violente pour leur économie. Le retour à la prospérité économique depuis le retour du Fidesz au pouvoir – nous parlons aujourd'hui d'une croissance de presque 5% et d'un taux de chômage relativement bas<sup>136</sup> – ne fait pas que conforter l'opinion publique du Fidesz : elle lui permet d'argumenter en vertu d'une nation peu encline à partager leur prospérité durement acquise à des étrangers. Dans la grande majorité des cas, le migrant est vu comme l'Autre, comme la personne en quête de meilleures conditions de vie, comme un simple “migrant économique” ne fuyant pas la guerre, et ne cherchant que de meilleures conditions économiques en Europe. Nous l'avons déjà évoqué, y a parfois un amalgame, détournant les définitions de la Convention de Genève de 1951, qui codifie le droit d'asile d'un *réfugié* politique. Mais le Fidesz se justifie, avec certains chiffres à l'appui, en affirmant que le vrai “réfugié” se compte en très petit nombre au sein de la vague migratoire de 2015. Orbán a déjà pu dire que “nous [la Hongrie] sommes un gouvernement chrétien et national, nous avons la pitié dans nos cœurs, nous [la Hongrie] avons toujours abrité les réfugiés - les véritables réfugiés - et nous continuerons de le faire à l'avenir. Les immigrés, cependant, ne sont pas la

---

<sup>135</sup> P. JOVA, *Les chrétiens face aux migrants. Enquête*, Éditions Tallandier, Février 2019.

<sup>136</sup> Office statistique KSH, Budapest, 2019. <https://www.ksh.hu/docs/eng/xftp/gyor/gde/egde1906.html>

même chose que les réfugiés : ils veulent une vie meilleure, et c’est pourquoi ils viennent ici. Nous comprenons cela, mais nous ne pouvons les accepter”<sup>137</sup>. En Hongrie, la majorité des migrants issus de celle-ci sont vus comme des nomades cherchant à se sédentariser dans des régions plus riches dans le monde. Et ces migrants “économiques” ne sont *a priori* pas les bienvenus. Certains politiciens, comme Théo Francken et Matteo Salvini, sont en concordance de phase avec cette théorie, nous le verrons dans le chapitre suivant.

#### 4.4.3 Les demandes d’asile, et le refus du système de quotas de migrants

Lors des débuts de la crise migratoire, 220 000 personnes traverseront la Hongrie au cours de l’année 2015 en arrivant par la route des Balkans (Serbie). Aussi, il y eut une explosion de demandes d’asile dans les pays membres de l’Union européenne : 1,2 millions de demandes en 2015, et la Hongrie était le deuxième pays le plus convoité, après l’Allemagne. Selon le journal catholique français La Croix, “la Hongrie explose tous les plafonds avec près de 18 000 demandeurs d’asiles par million d’habitants, plus encore que la Suède (16 000) et que l’Allemagne (5 400). La Hongrie accueille dorénavant proportionnellement sept fois plus de demandeurs d’asile que la moyenne des 28 États membres (2 470 demandeurs par millions d’habitants dans l’UE)”<sup>138</sup>. Cela pour dire que vis-à-vis des autres pays, la Hongrie fut concernée directement par la crise migratoire. Elle y a vu un afflux exponentiel de ses demandes d’asile. C’est un élément déclencheur des réactions et décisions prises en Hongrie, pouvant paraître stricte en Occident. Cela créé donc un rapport à l’immigration davantage plus concerné qu’un pays moins touché par celle-ci.

Les pays les plus touchés par la migration illégale fut cependant l’Italie et la Grèce. Par solidarité, la Commission avait pour projet le système de relocalisation des migrants, théorisés dans le règlement Dublin. Mais ce projet de la Commission européenne de répartition des demandeurs d’asile sous forme de quota a été refusé par Budapest<sup>139</sup>. Le 20 mai au Parlement européen, Orbán disait que : “les faits sont clairs : la pression migratoire sur l’Europe aujourd’hui est énorme. En comparaison avec 2010, l’immigration illégale en Europe a triplé, et en un court laps de temps, en Hongrie, le nombre de ceux qui ont traversé

---

<sup>137</sup> Amélie POINSSOT, op.cit.

<sup>138</sup> Marie VERDIER, infographie Paule PINTO GOMES, Carte Europe : 1,2 million de demandes d’asile en 2015, La Croix, 4 mars 2016.

<sup>139</sup> Commission européenne, Report from the commission to the European parliament, the European council and the council, nith report on relocaltion and resettlement, Brussels, 8/2/2017, COM(2017) 74 final.

illégalement la frontière a été multiplié par vingt ou trente. Nous soulevons ouvertement l'idée que les Traités actuels devraient être révisés et le droit des Etats membres de défendre leurs propres frontières devrait être rétabli dans les juridictions nationales [...] Nous proposer de laisser entrer les demandeurs d'asile en Europe et de les répartir dans les Etats membres sur la base de quotas définis artificiellement est une idée folle<sup>140</sup>. D'autant plus que, comme mentionné au paragraphe précédent, l'Etat hongrois fut l'un des plus touchés par les demandes d'asile en 2015. Il y a une crainte d'être surmené par la pression migratoire, et de recevoir des obligations d'une instance supérieure concernant ce sujet. En effet, l'incompatibilité des populations musulmanes avec la population hongroise est ancrée dans l'opinion publique hongroise. L'angoisse de la disparition de l'identité culturelle hongroise y est sans doute pour quelque chose : “ des Etats à population mélangée verront le jour, avec à la fois des éléments chrétiens et des éléments non chrétiens en leur sein, ces derniers dotés d'une forte identité religieuse. Et si j'interprète correctement les lois de la biologie et de la mathématique, le rapport entre ces deux éléments va continuellement se modifier au détriment du christianisme et au profit des communautés religieuses non chrétiennes”<sup>141</sup>, a déjà pu dire Orbán. Pour une majorité de Hongrois, le migrant sera impossible à assimiler, et le choc culturel que peut produire le mélange des cultures est une conséquence que les Hongrois interprètent comme un risque d'extinction de la culture hongroise. Autrement dit, l'immigration est vue comme un danger pour la Hongrie, tant au niveau de son identité que de son histoire.

Le refus du système de relocalisation des migrants peut s'expliquer autour du principe d'incompatibilité du migrant, qui demeure une vérité générale dans l'identité hongroise. Il s'explique aussi par le fait que la Hongrie fut un pays fortement touché par l'augmentation des demandes d'asile en 2015, ce qui fait qu'elle s'est sentie surmenée et en non-sécurité. Du point de vue hongrois, demander à un pays qui connaît une croissance exponentielle de ses demandes d'asile d'accueillir encore plus de migrants par le système de relocalisation, sans que ceux-ci puissent s'y opposer, paraît incongru.

---

<sup>140</sup> Viktor Orbán, discours devant le Parlement européen, 20 mai 2016.

<sup>141</sup> Amélie POINSSOT, *op. cit.*

#### 4.4.4 Le référendum de 2016

Le référendum d'octobre 2016 à l'initiative du gouvernement hongrois a consulté les citoyens autour de la question suivante : "Voulez-vous que l'Union européenne puisse prescrire l'installation obligatoire en Hongrie de citoyens non hongrois sans l'approbation de l'Assemblée nationale ?" Ce référendum portait sur le sujet de la proposition de la Commission européenne d'élaborer une politique européenne d'immigration autour de la relocalisation de migrants. L'objectif était de soulager les pays aux bords des frontières européennes, qui se voyaient en difficulté face à la crise migratoire, en relocalisant une partie des migrants dans d'autres pays selon leur capacité d'accueil.

Les résultats du référendum ne furent pas valides, car seulement 44% des électeurs se sont rendus aux urnes<sup>142</sup> et, dans la Constitution hongroise, il est affirmé que pour qu'un référendum soit valide, il faut qu'il y ait au moins 50% de participation<sup>143</sup>. Cependant, ce qui est important de mentionner ici est que parmi les 44% de participation – soit quasiment 3,65 millions d'électeurs, plus de 98% d'entre eux ont répondu "non" à la question du référendum. Soit, 3 362 224 Hongrois se sont positionnés en défaveur de la proposition de relocalisation de la Commission européenne, manifestant une non-volonté de partager la compétence migratoire avec les Institutions. Pour un pays de moins de dix millions d'habitants et 8,2 millions d'électeurs, c'est un chiffre énorme. La question posée est ambiguë, elle laisse entendre que la Commission européenne puisse imposer un quota à la Hongrie sans consulter l'Assemblée nationale. L'enjeu de la souveraineté est nettement explicite, puisqu'au sein même de la question, on souligne le fait que la Hongrie ne pourra pas aller à l'encontre d'une Institution européenne vis-à-vis de la politique migratoire. Bien que le vote "non" ait été largement influencé par une campagne menée par le gouvernement, l'énorme score du « non » n'en est moins pertinent : 3,36 millions de Hongrois ont montré leur refus en votant, ce qui n'est pas négligeable. Nous pouvons en conclure que l'opinion publique hongroise n'est pas favorable à la délégation de souveraineté concernant la politique migratoire.

La situation hongroise fut différente des pays n'étant pas aux frontières extérieures de l'Union européenne, puisque celle-ci se trouve aux frontières extérieures de l'Union. Les chiffres de l'OIM (Office internationale des migrants) mentionnent qu'en 2015, plus d'un million de migrants étaient entrés dans l'Union européenne. Quant aux demandes d'asile,

---

<sup>142</sup> Bureau national électoral de Hongrie, *op. cit.*

<sup>143</sup> Magyarország alaptörvénye, Constitution hongroise mise en vigueur le 1 janvier 2012.

elles sont encore plus conséquentes. Ces chiffres, suite aux accords entre l'Union européenne et la Turquie en février 2016, ont cependant diminué drastiquement : 390 000 en 2016, 140 000 en 2018<sup>144</sup>. Depuis cet accord, Viktor Orbán rencontre le Président Turc Erdogan, qui pourtant emblématise une hantise de l'identité hongroise : le souvenir de l'Empire Ottoman. Nous constatons que l'emprunte quantitative des migrants franchissant la frontière a fortement diminué. Mais les Hongrois ne se sentent toujours pas en sécurité : “certes, le réajustement est en cours, en Europe, mais nous sommes toujours dans un environnement hostile” raconte le secrétaire d'Etat pour la diplomatie publique et les relations hongroises Zoltan Kovacs. C'est aussi parce que la rhétorique anti-immigration fonctionne, que des politiques européennes comme cet Accord, ou plus récemment le Sommet européen concernant l'immigration de fin juin 2018, ont lieu. Les Hongrois ont revoté massivement pour le Fidesz de Orbán en 2018, confortant l'idée qu'ils se sentent satisfaits des résultats de la politique migratoire du gouvernement. Surtout quand on sait que la campagne du Fidesz de 2018 n'a que très peu parlé d'un programme politique exhaustif, la communication était axée sur la volonté d'une “grande alliance contre l'immigration”. Même le Jobbik s'est montré plus “centriste” sur cette question. L'immigration était la quasi seule feuille de route du Fidesz, et c'est cela qui a contribué à son succès. Certains adhérents furent néanmoins mécontents, contestant la communication du Fidesz et l'absence de débat avec les partis d'opposition durant la campagne, comparant parfois cette stratégie politique à l'extrême droite.

Le référendum hongrois indique donc qu'une grande partie de la population hongroise s'étant exprimée aux urnes en souhaitent pas partager la compétence migratoire avec l'UE. La tournure ambiguë de la question indique qu'en plus d'être un problème vis-à-vis de la migration, la crise migratoire représente un enjeu de souveraineté explicite, puisque celle-ci a permis à la Commission européenne de proposer un prétendu rapport pouvant imposer un quota de citoyens non-hongrois en Hongrie. Les chiffres énormes du référendum indiquent également que la politique du gouvernement est fortement soutenue en Hongrie.

---

<sup>144</sup> Office internationale des migrants

#### 4.4.5 Le cas Georges Soros

Georges Soros est un milliardaire américano-hongrois qui fut fort médiatisé par les diffamations qu'il a reçues par le Fidesz, notamment lors de la campagne de 2018. Celui-ci est devenu le bouc émissaire responsable de l'arrivée des migrants en Europe. Sur les chaînes de télévision hongroise et notamment M1, TV2 ou Echo TV, nous pouvons entendre des slogans tels que *99 % des Hongrois rejettent l'immigration illégale. Et voici George Soros, le milliardaire le plus influent de la planète, qui soutient l'immigration illégale et encourage l'abolition des frontières. C'est révoltant ! Sa politique dévasterait la Hongrie. Ne laissons pas Soros avoir le dernier mot.* Sur des affiches de campagne Fidesz, on peut y voir la figure de Georges Soros, rieur, avec comme commentaire : "Ne hagyunk, hogy Georges Soros nevéssen a végén!" ou en français "Ne laissons pas Georges Soros rire le dernier". Sur d'autres affiches, la discrimination inclut également à ses côtés Jean-Claude Juncker, symbole de la Commission européenne, comme complice de l'immigration. Lors de la campagne de 2018, Viktor Orbán dira lors d'un entretien à Echo TV une semaine avant le scrutin que « *Il y a le choix entre deux possibilités pour ces élections* », « *Il y a d'un côté nos candidats, qui veulent que la Hongrie reste hongroise. Et il y a les candidats de George Soros de l'autre côté, qui veulent qu'on abandonne nos traditions chrétiennes et nationales pour fondre la Hongrie dans une grande internationalité avec l'instrument remarquable de l'immigration.* »<sup>145</sup>. Le Président du Parlement et l'un des intellectuels les plus reconnus du Fidesz, Laszló Kovér lui-même, argumentait que "la crise migratoire n'est pas un processus spontané. C'est un processus qui a été dirigé, consciemment, par Georges Soros". En Hongrie, Georges Soros incarne plus le symbole du pro-migrant par ses apparents financements vers des ONG soutenant "l'immigration illégale" en Hongrie. Des lois limitant la marge de manœuvre des ONG ont ensuite été votées, et des attaques envers la CEU l'Université européenne à Budapest, fondée par Soros en 1991, l'ont fait migrer vers l'Autriche. Par exemple, en avril 2017, Viktor Orbán affirmait devant le Parlement européenne que "Georges Soros et ses ONG souhaitent transporter dans l'Union européenne 1 million de migrants par an".

La campagne anti-Soros était donc virulente en Hongrie. Elle était obnubilée par cet homme, devenu l'ennemi numéro 1 du gouvernement de par sa personnification "pro-immigration". Les panneaux électoraux rappelaient parfois d'ailleurs que "99% des Hongrois avaient voté

---

<sup>145</sup> Blaise GAUQUELIN, *Hongrie : des élections à risque pour Viktor Orbán*, Le Monde, 8 avril 2018.

“non” au référendum pour l’immigration illégale”, information à relativiser puisque le référendum parlait plus d’une compétence basculant au degré européen “sans la consultation de l’Assemblée nationale” que d’une volonté stricte d’accueillir les immigrants. A nouveau, Georges Soros est une figure ennemie de la souveraineté hongroise, car celui-ci est accusé d’ingérence dans les affaires hongroises en influençant à travers d’importants financements l’accueil de migrants.

Cette campagne fut fortement critiquée à l’internationale, notamment par l’allié de Orbán Benjamin Netanyahu, pour son caractère antisémite apparent. Cette méfiance de la part d’Israël fut rapidement atténuée lors d’une visite d’Etat quelques temps plus tard. Bien que la teneur de certaines affiches soient douteuses<sup>146</sup>, il faut interpréter la campagne anti-Soros non pas comme une campagne aux relents antisémites mais plutôt comme une campagne anti-immigration. Le milliardaire est la personnification de la lutte contre l’immigration que mène le gouvernement hongrois. Les juifs semblent ne pas poser de problème au Fidesz. Israël est d’ailleurs l’un des meilleurs alliés en relations internationales de la Hongrie. « Quand le Premier ministre du pays fait ouvertement l’éloge de l’État juif et du dirigeant de l’État juif, je ne pense pas qu’il existe un autre outil plus efficace pour réduire l’antisémitisme de la population locale », a déclaré M. Köves au *Times of Israel*. Aussi, le sociologue Andras Kovacs, directeur des “Jewish Studies” en Hongrie, a mentionné dans son dernier rapport que l’antisémitisme en Hongrie avait baissé depuis 1999. Bien qu’il y ait toujours une minorité d’antisémite en Hongrie – comme dans tous les pays - Köves souligne que les agressions physiques contre les juifs sont quasi inexistantes. Il cite également la politique “tolérance zéro” en matière d’antisémitisme du gouvernement Orbán. De plus, une étude menée chaque année par la Fondation Action et Protection (TEV) a révélé que seulement 2 % des Hongrois établissaient un lien entre Soros et les Juifs, et *vice versa*.” Soros à leurs yeux n’est pas synonyme de juif, mais plutôt du capitalisme brutal », a souligné M. Köves<sup>147</sup>.

La campagne anti Soros est donc plus une campagne contre toute organisation pouvant contribuer, de près ou de loin, à influencer des décisions et des mentalités allant à l’encontre des grandes lignes de la politique hongroise. Le milliardaire américano-hongrois est une cible en vue de sa prétendue influence prépondérante dans le financement des ONG “pro-immigration” et comme faiseur d’idéologies contraires à celles du gouvernement. De cette

---

<sup>146</sup> La plupart des critiques portent sur la représentation du nez de Georges Soros et de J.C Juncker sur les affiches électorales.

<sup>147</sup> Yaakov SCHWARTZ, *Fans d’Orban ou non, les Juifs hongrois se réjouissent de sa visite en Israël*, The Times of Israel, 17 juillet 2018.

façon, cette campagne peut être vue comme un attrait souverainiste de la politique hongroise. Suivant cette logique, le gouvernement Orbán s’attaque à Soros car celui-ci tente d’avoir de l’influence en contournant le pouvoir politique central. La campagne électorale du Fidesz ne se confrontait pas à lui “parce qu’il est juif”.

#### 4.4.6 Des discours eurosceptiques, mais des actes plutôt “dociles” ?

Le 10 janvier 2018, le secrétaire rattaché d’Etat au ministère des affaires étrangères de Hongrie Kristof Altusz a commis ce que Le Monde qualifie de *boulette du siècle*. En effet, celui-ci a déclaré dans un média maltais que la Hongrie avait accueilli 1300 réfugiés en 2017 sans broncher, soit exactement le nombre exigé par la Commission européenne. Ces chiffres, montrant davantage une Hongrie docile aux demandes européennes plutôt qu’une Hongrie révoltée face au *diktat* de Bruxelles, sont l’antithèse de la campagne anti-immigration menée en même temps par le Fidesz. Le gouvernement s’insurge publiquement vis-à-vis de l’immigré musulman, mais semble exécuter les demandes européennes. Sur cette incohérence, je reconnais ne pas parvenir à comprendre l’ambiguïté hongroise, entre exécuter les demandes de la Commission tout en étant la figure de proue de la mouvance souverainiste anti-Bruxelles vis-à-vis de la politique migratoire. Ne perdons pas de vue qu’il est ici question de “réfugié” et non de “migrants”, ce qui a sans doute son sens dans la politique hongroise ; puisque, rappelons-le, Orbán ne s’opposait pas à l’entrée des véritables réfugiés. Sans extrapoler, nous pouvons appuyer les dires de Georges Mink : “Ce qui caractérise Orbán, c’est une forte dose de pragmatisme. Lorsqu’il est confronté à un rapport de forces défavorable, comme ce fut le cas dans l’UE, il sait faire des concessions, ou les feindre”<sup>148</sup>.

Néanmoins, les discours d’Orbán manifestent souvent un amalgame ou du moins une ambiguïté entre le migrant et le réfugié, qu’il convient de résoudre avant de continuer le développement. Selon la Convention de Genève de 1951, le réfugié est une personne qui « [ craint ] avec raison d’être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n’a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de

---

<sup>148</sup> Georges MINK, *op. cit.*

ladite crainte, ne veut y retourner »<sup>149</sup>. Tandis qu'un migrant est « [une] personne qui a résidé dans un pays étranger pendant plus d'une année, quelles que soient les causes, volontaires ou involontaires, du mouvement, et quels que soient les moyens, réguliers ou irréguliers, utilisés pour migrer »<sup>150</sup>. Officiellement, le gouvernement Hongrois ne semble pas s'opposer aux *vrais réfugiés*, mais bien aux *migrants*. L'accueil des réfugiés – des vrais – n'est théoriquement pas le problème de la migrations pour le gouvernement Hongrois, bien qu'à nouveau, la problématique est ambiguë.

## 4.5 Du poids du passé à l'angoisse de la disparition

Dans ce point, nous aborderons les différentes occupations et les enjeux de l'histoire de la Hongrie ainsi que le concept d'angoisse de la disparition. Nous développerons également la stratégie de victimisation via l'histoire, manifeste dans les relations diplomatiques hongroises.

### 4.5.1 L'angoisse de la disparition

En Hongrie, la référence au passé mythifié a une place importante dans la politique. Généralement recomposé en vertu de l'identité que les dirigeants souhaitent entretenir, ces références permettent de constituer « la conscience commune d'un passé exemplaire, qui devient idéal mythique, [et] exige fidélité à sa mémoire »<sup>151</sup>. L'histoire est « un refuge contre un présent menaçant dont les dirigeants, forts et inspirés, savent [faire] préserver les individus »<sup>152</sup>. Ainsi, l'angoisse de disparaître contribue à développer une attache particulière à un idéal à conserver, alimenté par les instructions du passé et de l'histoire. Cette crainte de ne plus exister incite les Hongrois à « déléguer aux instances le pouvoir de surveiller, contrôler, peser le bien et le mal, et punir »<sup>153</sup>. Autrement dit, l'histoire est importante dans les mémoires vives des Hongrois. Le sentiment d'angoisse, de volonté de reconnaissance et de crainte de ne plus exister est manifeste de l'identité hongroise. Continuellement, il réside au plus profond d'un Hongrois la peur de la disparition du peuple magyar.

---

<sup>149</sup> Convention de Genève de 1951, article 1 paragraphe 2.

<sup>150</sup> ONU, *Réfugiés et migrants*, définition de « migrant ».

<sup>151</sup> Louis-Albert SERRUT, *op.cit.*

<sup>152</sup> *Ibid.*

<sup>153</sup> *Ibid.*

Cette crainte de disparaître est actuellement alimentée par la décroissance démographique importante en Hongrie. L'estimation de l'Office nationale des statistiques hongrois<sup>154</sup> déclare que réside en Hongrie 9,7 millions de citoyens aujourd'hui, alors qu'ils étaient 10,7 millions en 1980. Ce phénomène s'explique par une faible natalité, une émigration importante, et une absence d'immigration. Concernant le taux de fécondité, il passé sous le seuil de 2,1 enfant/femme dans les années 70. Il fut à 1,23 en 2011, et est en légère remontée depuis la politique nataliste du gouvernement Orbán. En effet, des lois ont été votées pour favoriser la reproduction du peuple magyar, notamment une politique de natalité offrant une aide à l'achat d'un logement pour les familles d'au moins 3 enfants, une guerre contre les études de genre et promotion de la famille traditionnelle dans les discours politiques. Par exemple, lors du forum conservateur "One of us" à Paris en 2016, l'intervenante hongroise s'est vantée des bienfaits démographiques de la politique nataliste du gouvernement Orbán<sup>155</sup>.

Concernant l'émigration, au moins 680.000 personnes ont déjà pensé à s'expatrier, et certains d'entre eux l'ont fait<sup>156</sup>, notamment depuis l'entrée de la Hongrie dans l'Union européenne et l'espace Schengen. Cette idée d'émigration est toujours présente chez les jeunes : lors d'un festival se donnant sur l'île Marguerite à Budapest, il m'a été donné l'occasion d'échanger avec une cinquantaine de jeunes Hongrois résidant dans les quatre coins de la Hongrie. Ceux-ci avaient presque unanimement comme projet de quitter le pays pour y travailler ailleurs. Quant à l'immigration, nous l'avons vu, elle n'est pas une volonté inéluctable de la chute de la population hongroise. Il persiste en Hongrie la volonté de préserver une population homogène, chrétienne. Il est davantage question d'une peur de l'arrivée massive de migrants d'une culture différente alors qu'il y a un déclin de la démographie hongroise. L'immigration est vue comme tout sauf une solution au redémarrage de la démographie par crainte de la disparition de la culture hongroise.

Cette peur, alimentée donc aujourd'hui par une forte décroissance démographique contemporaine et de la configuration géographique du pays, n'en est pas moins existante de par le poids du passé et la situation particulière de la Hongrie. Christian Combaz, journaliste français et écrivain auteur de l'essai *De l'Est, de la Peste et du reste*, écrit dans un article de presse un paragraphe qui illustre bien la situation hongroise : « malgré une lobotomie permanente sur le thème « c'est du passé tout ça », les Hongrois d'aujourd'hui, dont l'esprit de

---

<sup>154</sup> Office nationale des statistiques hongroises, affiliée à Eurostat.

<sup>155</sup> Forum conservateur One of us, <https://oneofus.eu/activities/one-of-us-forum/one-of-us-forum-paris-2016/>

<sup>156</sup> Ferenc Laszlo, "par éven belül 370 ezer ember hagyhatja el Magyarországot", magyar nemzet, 20 mai 2017

famille est obsessionnel, ne peuvent pas oublier les cruautés et les dévastations commises, car leur littérature et leurs livres d'histoire sont pleins de ce désastre quasi-biblique. On a beau leur dire, et nous dire, « vous mélangez tout, les deux situations n'ont rien à voir », il n'appartient à personne de se glisser dans l'imaginaire des Hongrois pour décréter qu'ils doivent cesser de faire des cauchemars à propos des grandes invasions qu'ils ont subies. On ne peut pas mettre un peuple entier, qui a été martyrisé pendant un siècle, sous thérapie forcée en lui répétant que ses craintes sont vaines et que tout va bien se passer. Mais il existe un troisième volet de l'irrationnel, qui serait la conséquence directe des leçons de bonne conduite européenne qu'on inflige en ce moment aux Hongrois : il s'agit d'un peuple farouche, susceptible, qui est un peu la Corse des pays de l'Est, une nation humiliée par le traité de Trianon, dont un tiers de la population s'est retrouvé chez ses voisins sur un trait de plume de Clemenceau, et qui ne demande qu'à retrouver l'unité perdue sur un thème vraiment fédérateur<sup>157</sup>. Les magyars se voient comme un peuple martyr, continuellement stressé par le risque d'extinction. Le sentiment d'isolement linguistique et frontalier, le manque de compréhension et de reconnaissance de leur peuple les mènent à développer par cette base une puissante attache à la souveraineté nationale. Le psychologue hongrois Pal Kovago affirme que dans la société hongroise, il y a cette idée latente que le présent et l'avenir des Hongrois sont toujours menacés d'un point de vue existentiel. De ce fait, le Hongrois est toujours angoissé à l'idée que son identité et sa culture puisse disparaître.

La phobie hongroise de la disparition les incite à s'accrocher aux éléments constitutifs de leur identité. En effet, depuis sa naissance, la Hongrie a connu de multiples occupations, diverses destructions et des oppressions inhumaines. Ces éléments historiques sont constitutifs de l'identité hongroise qui, à travers son histoire, se crée une identité martyr continuellement craintif à l'idée de ne plus exister. Ces multiples occupations expliquent également la révolte hongroise vis-à-vis de la souveraineté.

Finalement, quels sont les éléments historiques marquants qui font que l'identité hongroise est ce qu'elle est aujourd'hui ? Il s'agit avant tout des invasions et des occupations. Dans la suite de cette recherche, nous ne brasserons seulement que la partie de l'histoire encore présente dans les mémoires vives de l'identité hongroise. Il s'agit d'abord de l'occupation Ottomane de 1541 à 1718. Les guerres turques firent beaucoup de tort dans les régions touchées en Hongrie. Par exemple, les infrastructures médiévales furent détruites, et les villes

---

<sup>157</sup> Christian COMBAZ, *Crise des migrants : une petite histoire de la Hongrie*, Le Figaro, 17 septembre 2015.

en essor économique ont décliné suite à l'exploitation des Ottomans<sup>158</sup>. Durant cette occupation, environ trois millions de Hongrois seront réduits en esclavage par l'Empire Ottoman, et la Hongrie ne connut pas le boom démographique qu'eurent les autres pays européens à cause des Turcs<sup>159</sup>. Certes, certains modes de vie et style architecturaux ont fait évoluer l'identité hongroise. Viktor Orbán a même fait la promotion des thèses touranistes<sup>160</sup> lors d'un meeting avec le Président turc actuel Erdogan, qui pourtant ne se cache pas d'être un nostalgique de l'Empire Ottoman. Il n'en reste pas dans la mémoire vive de la Hongrie cette aversion envers l'invasion musulmane du seizième siècle. D'ailleurs, la crise migratoire de 2015 - composée principalement de résidents de pays à tendance musulmane - est parfois comparée à l'invasion ottomane 450 ans plus tôt. L'occupation musulmane de cette époque donne une justification historique aux réticences migratoires des magyars. Autrement dit, la défaite des Mohacs en 1526 contre les Ottomans, ayant permis une domination musulmane des terres hongroises pendant un siècle et demi (jusqu'en 1686) demeure un trauma dans l'identité hongroise<sup>161</sup>. Ce passé résistant face à l'envahisseur musulman est entretenu par Viktor Orbán qui « se rattache à cette tradition et tient un discours quasi messianique : c'est de là que va surgir la flamme qui va de nouveau arrêter les Ottomans »<sup>162</sup>.

La deuxième occupation marquante est celle des Habsbourg-Lorraine, qui ne donnaient que peu d'autonomie au Royaume de Hongrie et aux élites hongroises. Cela contribua d'ailleurs à la naissance de l'Autriche-Hongrie après la dissolution du Saint Empire romain germanique, de 1867 à 1918<sup>163</sup>. La fin de la double monarchie fut marquée par l'un des éléments les plus marquants de l'identité hongroise : le Traité de Trianon 1920. Déjà avant qu'il soit signé, nous pouvons constater un Spleen hongrois quant à la volonté de diviser leur territoire : « nous affirmons et déclarons en face du monde civilisé, dit le texte, qu'il est injuste de vouloir déchirer en lambeaux cette vieille Hongrie millénaire. [...] Vous ignorez sûrement que le territoire de la Hongrie constitue l'unité géographique et économique la plus parfaite, unité dont chaque partie dépend absolument l'une de l'autre, économiquement parlant, de sorte qu'on ne peut en arracher une violemment sans causer à la fois une catastrophe économique

---

<sup>158</sup> Pál Fodor, *La Hongrie face aux Turcs*, La Nouvelle Revue d'histoire, n°87 de novembre-décembre 2016, p. 36-38

<sup>159</sup> Paul Fregosi, *Jihad in the West : Muslim Conquests from the 7th to the 21st Centuries*, Part. VII : "By Land and By Sea". NY : Prometheus Books (1998)

<sup>160</sup> Thèses selon lesquelles les peuples de langues turques et finno-ougriennes (dont le hongrois) partagent une origine commune.

<sup>161</sup> Miklos MOLNAR, *op. cit.*

<sup>162</sup> Jean-Yves CAMUS et Christophe LEBOURG, *Les Droites extrêmes en Europe*, Paris, Seuil, 2015.

<sup>163</sup> Miklos MOLNAR, *op. cit.*

pour la partie arrachée et pour la partie restante. [...] Vous ignorez sûrement que sur ce territoire [revendiqué par les Roumains] vivent un million et demi de Magyars qui seraient privés du droit de disposer d’eux-mêmes [s’ils étaient] contrairement aux grands principes du Président Wilson, uni, de force et contre leur volonté, à la Roumanie.<sup>164</sup> . Omniprésent dans les mémoires vives, il est à l’origine de la crise existentielle hongroise et priva la Hongrie de 70% de son territoire, son accès à la mer et trois millions d’habitants<sup>165</sup>. Ce dernier est perçu comme un “diktat” à Budapest et pèsera longtemps dans les relations internationales hongroises<sup>166</sup>. La droite hongroise s’identifie de ce traumatisme. Orbán est d’ailleurs très populaire dans les communes hongroises à l’étranger : les citoyens hongrois en dehors des frontières votent massivement pour le Fidesz de Orbán. Aux dernières élections, il s’agissait de 225.000 votes, soit 96% des électeurs hors-frontières. Le pays des magyars restent très attaché aux minorités séparées de leur territoire depuis cent ans par le Traité de Trianon<sup>167</sup>. Il y a d’ailleurs une politique de double-nationalité mise en place pour intégrer les Hongrois séparés de la Hongrie. Ils sont nostalgiques, au point qu’Orbán ait déjà pu dire : “il nous faut un nouveau rêve hongrois. Une Hongrie riche et forte. Une nation au cœur de l’Europe, construite par des gens fiers d’eux-mêmes et qui construisent ce pays à leur goût. Une Hongrie indépendante, libre, florissante, le pays des Hongrois, les pays de nous tous, le rêve commun des Hongrois de Hongrie et des Hongrois de l’étranger [...] que l’on ressent la même chose à Kosice, en Ukraine ou en Serbie. C’est avec eux que nous rêvons ensemble de cette nation hongroise riche et forte, parce qu’ils font aussi partie de ce rêve de saint Etienne, et les rêves, on ne peut jamais les arrêter”<sup>168</sup>. Rejoindre l’Union européenne était d’ailleurs un moyen de réunir les minorités hongroises en son sein. Dans les années 2000, le Fidesz défendait qu’intégrer l’UE pouvait faire en sorte que les parties détachées de la Hongrie soient réintégrées. Soit, le pays n’oublie pas ses minorités perdues, et cherche à retrouver sa fierté déçue il y a cent ans par le Traité de Trianon, qui semble encore les humilier : “la nation hongroise est une nation du monde parce que les frontières du pays et les frontières de la nation ne sont pas les mêmes, il est donc important qu’il y ait une communauté politique

---

<sup>164</sup> Magda Ádám, György Litván, Mária Ormos (dir.), *Documents diplomatiques français sur l’histoire du bassin des Carpathes 1918-1932*, vol. I, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1993, p. 66-68

<sup>165</sup> Françoise PONS, *op. cit.*

<sup>166</sup> Amélie POINSSOT, *op.cit.*, p.85

<sup>167</sup> *Ibid.*

<sup>168</sup> Discours de Viktor Orban du 28 août, à l’occasion de la fête nationale de Saint Etienne.

forte et une solidarité forte entre nous”<sup>169</sup> a déjà pu tenir comme propos l’actuel premier ministre hongrois.

Dans les discours autour de Trianon, il y a cette souveraineté bafouée et perdue car le territoire fut divisé par les vainqueurs de la première guerre mondiale. Lors du Congrès Fidesz de 2015, le discours de Viktor Orbán avait des relents de nationalisme décomplexé, invoquant dans le profond des phrases l’attache à l’indépendance : “nous sommes un peuple fier, sûr de lui, parfois entêté, qui veut toujours tout accomplir en toute indépendance, selon ses propres conditions : une nation qui ne mendie jamais, qui n’accepte jamais l’argent d’autrui ; une nation qui ne veut être ni le maître ni l’esclave des autres”<sup>170</sup>. Les mots “indépendance“, “ne pas mendier“ (être indépendant), ”pas être esclave” (ne pas être sous tutelle), y figure, témoignant cette crainte encore actuelle d’être asservi à quelqu’un.

En fait, l’une des stratégies politiques de la Hongrie est de regagner ce qu’ils ont perdu à cause de leur ”histoire tragique“. Car le choc de Trianon fut ensuite suivi de la politique des croix fléchées lors de la fin de la seconde guerre mondiale, et juste après la dictature des soviétiques jusqu’à la chute du régime au début des années 90 comme nous avons déjà pu le voir. Au final, il est courant que le Hongrois se sente incompris, isolé. Qu’il ait rapidement peur d’être à nouveau dépendant ou que son territoire soit occupé. Zsuzsa Hegedus, proche de Orbán, explique qu’on ne peut pas comprendre la Hongrie si l’on ne connaît pas son histoire. “Nous n’avons pas une histoire joyeuse. Pour ces pays d’Europe centrale qui ont une forte conscience, comme tous les pays dominés, de leur souveraineté perdue, retrouver leur liberté ne s’est joué qu’en 1990. Renoncer, 30 ans plus tard, à un morceau de souveraineté est impossible”.<sup>171</sup> Finalement, on retrouve l’idée dans la culture hongroise que “qui n’est pas Hongrois ne peut pas comprendre le passé de ce pays” et “qui ne peut comprendre le passé de ce pays ne peut se mêler de sa politique”. L’impression d’avoir constamment été dominé, d’avoir vécu l’envahissement de multiples peuples étrangers dans les affaires et le territoire hongrois est omniprésent dans l’identité culturelle magyar.

Apparaissant comme le De Gaulle hongrois<sup>172</sup>, Orban redonne à son peuple l’image d’une Hongrie aussi puissante qu’avant le Traité de Trianon. D’ailleurs, le gouvernement mène de discrètes politiques irrédentistes vis-à-vis des minorités hongroises coupées de leur pays lors

---

<sup>169</sup> Discours de Viktor Orbán du 29 septembre 2012, lors de l’inauguration du monument de l’Unité nationale au musée du patrimoine d’Opusztaszer.

<sup>170</sup> Discours de Viktor Orbán, lors du Congrès du Fidesz en 2015.

<sup>171</sup> Amélie POINSSOT, *op.cit.*

<sup>172</sup> Françoise Pons, *op.cit.*

du partage de frontière du siècle dernier. Du drapeau sicule flottant aux portes du Parlement aux visites de courtoisie, Orban joue de l'identité des magyars de Roumanie ou de Slovaquie pour redorer le blason de la nation qu'il dirige. Parler au peuple qu'il fut contraint d'abandonner après la première guerre mondiale est un symbole de non-abandon de ces dernières. Une nostalgie d'une grande Hongrie souveraine, qui est ancrée dans l'identité hongroise, et une disparition de la grande Hongrie qui se relativise par la manifestation d'un non-oubli de son passé.

#### 4.5.2 La victimisation et la justification par l'Histoire

Les Hongrois ne sont pas seulement des personnes angoissées à l'idée de disparaître. Leur identité se complaît dans le statut de victime de l'histoire. En effet, les références continuelles à l'histoire peuvent faire preuve d'une "victimisation" de la nation hongroise. Comme dans les autres pays d'Europe centrale, lorsque la droite est arrivée au pouvoir, des politiques mémorielles importantes ont vues le jour. Il y a une volonté de recréer une identité nationale bafouée après des décennies d'oppression. La Hongrie, à travers les images qu'elle renvoie d'elle-même, se fait passer pour une victime. Cette victimisation est en fait issue de l'incompréhension que les autres peuples ont à l'égard de la Hongrie. De ce fait, les Hongrois surjouent sur l'argument historique afin d'être reconnu comme tel. L'historienne et conférencière hongroise et ex-conseillère de Orbán, Maria Schmidt, répète d'ailleurs souvent qu'il y a une incompréhension de l'Occident concernant l'Histoire et la politique hongroise. "Les représentants des élites occidentales veulent nous dicter comment penser notre histoire et quel rôle accorder aux valeurs chrétiennes dans nos vies. Comment élever nos enfants, comment concevoir les relations entre hommes et femmes. Comment courtiser et quelles règles adopter dans notre vie privée. Ils iraient jusqu'à regarder sous nos draps pour contrôler si nous aussi nous avons notre #metoo"<sup>173</sup>. En ressort une vision fière de la Hongrie à l'histoire particulière, blessée par ce qui est perçu par mépris de la part des occidentaux. Comme beaucoup de Hongrois, Madame Schmidt répète souvent dans ses interventions que la Hongrie est un pays victime de plusieurs ingérences dans leur souveraineté. Elle défend même que la Hongrie, hier victime de Moscou, est aujourd'hui victime d'une politique imposée par Bruxelles : "trente ans après la reconquête de ses libertés, Budapest serait à

---

<sup>173</sup> Maria SCHMIDT, *Maria Schmidt : L'Union européenne veut briser notre identité au nom de la démocratie*, *La Monde*, publié le 1 août 2018.

nouveau sous le joug d'un régime dictatorial qui s'octroierait le droit de donner des leçons sans avoir partagé leur passé douloureux"<sup>174</sup>. Elle-même est imprégnée d'une hantise vis-à-vis d'une quelconque atteinte à la souveraineté, et associe l'assertion selon laquelle la Hongrie est victime de Bruxelles à la sensation d'avoir été à nouveau dominé pendant quinze ans : "Tout ce que nous avons reçu (des occidentaux), ce fut un peu d'arrogance, des leçons, et une attitude colonisatrice"<sup>175</sup>.

## 5. L'illibéralisme : une autre voie que le libéralisme pour la Hongrie

L'illibéralisme est un concept moderne, revendiqué comme volonté politique par le Fidesz depuis 2014, lors d'un discours d'Orbán à l'Université d'Été du Fidesz en Roumanie. L'allocution prononcée à Tusnádfürdő demeurera célèbre dans l'idéologie du Fidesz, c'est désormais "une vision organique de la société hongroise" tournant le dos aux libéraux et aux occidentaux. Il convient avant tout de définir l'illibéralisme avant d'en parler. Inventé par Fareed Zakaria dans *De la démocratie illibérale*, l'illibéralisme désigne un régime multipartite à élection libre, mais où les fondements du libéralisme (ou de la République, selon Kant) que sont la séparation des pouvoirs, des libertés civiles et de l'Etat de droit, sont asséchés<sup>176</sup>. Zakaria la définit telle que « une démocratie sans libéralisme constitutionnel qui produit des régimes centralisés, l'érosion de la liberté, des compétitions ethniques, des conflits et la guerre »<sup>177</sup> Le sociologue et historien spécialiste de la démocratie Pierre Rosanvallon affirme de l'illibéralisme que "c'est une culture politique qui disqualifie en son principe la vision libérale". Ces modes de fonctionnement politico-économique ont "fait leur preuve" en Chine, en Turquie, en Russie et à Singapour, et c'est de cette tendance que souhaiterait se revendiquer le Fidesz. Finalement, l'illibéralisme est en quelque sorte un nouveau modèle économique et politique, dans lequel on peut être une démocratie, mais sans aspirer aux principes libéraux de la démocratie. Le sociologue Gyula Tellér développe une critique du libéralisme à partir d'une perspective communautariste, qui donnera également naissance à une vision illibérale, autour de laquelle les systèmes politiques doivent plus se reposer sur des valeurs morales et communautaristes, plutôt que sur le libéralisme. Le fait que

---

<sup>174</sup> *Ibid.*

<sup>175</sup> Amélie POINSSOT, op.cit., p. 78-79.

<sup>176</sup> Sylvain KAHN, Jacques LEVY, *Le Pays des Européens*, page 106-107

<sup>177</sup> Fareed Zakaria, *The Rise of Illiberal Democracy*, *Foreign Affairs*, n° 76, novembre-décembre 1997

la Hongrie se détourne des valeurs européennes semble être inadmissible, notamment pour des personnalités politiques du groupe ALDE/Renew Europe. Lors d'un entretien, la collaboratrice d'Olivier Chastel, Gaëlle Smet, affirme que "ce n'est pas parce qu'on est élu démocratiquement qu'on peut tout faire [...] ce n'est pas parce qu'on est Président<sup>178</sup> qu'on peut changer à sa guise la Constitution. Personne ne devrait être au-dessus des lois"<sup>179</sup>. Nous aurons l'occasion de développer le point de vue des politiciens dans les prochains points. Quoiqu'il en soit, le fait est que cette nouvelle forme d'organisation étatique tend à devenir la norme en Hongrie. L'illibéralisme du Premier ministre hongrois devait se substituer aux trois formes d'organisation étatique connues : l'État-nation, l'État libéral et l'État-providence, ayant toutes les trois échouées selon lui<sup>180</sup>. Remarquons que sa typologie regroupe à la fois un mode d'organisation (l'État-nation) qu'il vante sans cesse au long de ses discours, et deux orientations politiques qui ne modifient pas l'organisation étatique. Les valeurs qu'il avance (l'ordre, le contrôle de la presse, la famille, la religion, le culte de la terre, la mythification d'un passé épuré, la mise au travail des allocataires sociaux, voire la peine de mort) sont celles d'un régime autoritaire à visée totalitariste, ce sont celles des anti-lumières<sup>181</sup>.

L'illibéralisme comme nouvelle démocratie semble faire polémique. Par exemple, un ouvrage documenté dirigé par Balint Magyar défend qu'avec cette perspective, le gouvernement Orban fait de la Hongrie un Etat mafia<sup>182</sup>. Cette dimension est à relativiser, tout Etat ne partageant pas les valeurs de la démocratie libérale ne sont pas pour autant des oligarchies autoritaires. De plus, si le lien sémantique est fait vis-à-vis de l'affaire italienne avec la *cosa nostra*, il est également intéressant de souligner qu'il n'existe pas de mafia en Hongrie.

Cela étant, il est vrai que le Premier ministre hongrois a prononcé plusieurs célèbres discours en mettant en exergue cette volonté d'élaborer une société illibérale en Hongrie. Le 28 juillet 2014, lors de la vingt-cinquième université d'été à Baile Tusnad, Viktor Orbán déclarait : « Le nouvel État que nous construisons en Hongrie n'est pas un État libéral, c'est un État

---

<sup>178</sup> Ils se sont trompés, Orbán est Premier ministre. Mais cela ne change pas le fond du message.

<sup>179</sup> Entretien avec Gaëlle Smet, juillet 2019

<sup>180</sup> Blaise Gauquelin et Alain Salles, avec Jean-Baptiste Chastand, Viktor Orban, architecte de la démocratie non libérale en Europe, *Le Monde*, dimanche 8 mai – lundi 9 mai 2016.

<sup>181</sup> Zeev Sternhell, *Les Anti-Lumières : du XVIII<sup>e</sup> siècle à la guerre froide*, Paris, Fayard, 2006

<sup>182</sup> Balint Magyar, *Post-Communist Mafia State, The Case of Hungary*, Budapest, Central European University Press & Noran Libro, 2016, revue par Amélie Zima Dans *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 2017/3-4 (N° 48), pages 339 à 344

illibéral fondé sur la valeur travail. »<sup>183</sup> Selon cette déclaration, cet État non libéral reposerait « sur l'ordre, le contrôle de la presse, la famille, la religion, le culte de la terre, la mythification d'un passé épuré, la mise au travail des allocataires sociaux, voire la peine de mort<sup>184</sup> ». Viktor Orbán défend sa vision sociétale de la Hongrie en affirmant que les démocraties libérales sont en faillites, car elles sont “incapables de maintenir leur compétitivité à l'échelle mondiale”. Selon lui, “L'organisation libérale d'une société est fondée sur l'idée que nous avons le droit de faire tout ce qui n'enfreint pas la liberté d'autrui [...] la société hongroise ne doit pas être organisée suivant ce principe, mais au contraire, suivant le principe que l'on ne doit pas faire à autrui ce que l'on ne veut pas que d'autres nous fassent”. Finalement, pour le Fidesz, la démocratie libérale des années précédentes n'a pas suffisamment protégé les Hongrois des difficultés économiques rencontrées. Il dira d'ailleurs que “le nouvel Etat que nous construisons en Hongrie est un Etat illibéral<sup>185</sup>, mais [qui] ne fait pas de cette idéologie l'élément central de l'organisation de l'Etat ; il inclut au contraire une approche différente, spéciale, nationale”. Le député et cofondateur du Fidesz, Zsolt Németh, dira de l'illibéralisme qu'il est “un contournement du libéralisme, parce que nous [Németh] considérons que ce dernier n'est plus capable de rénover nos démocraties. L'illibéralisme au contraire peut donner un second souffle aux pays d'Europe de l'Ouest, par le retour aux valeurs chrétiennes”. L'illibéralisme véhiculé par le Fidesz, dans lequel les valeurs priment sur les principes libéraux, entendent donc les valeurs chrétiennes de l'Europe. Le détachement à la démocratie au sens libéral du terme est également manifeste chez le Président du Parlement Laszlo Köver. Il dira lors d'un entretien avec Amélie Poinssot que “nous ne pensons pas que la liberté et la démocratie, *a priori* Soulignons néanmoins l'importance du terme ”a priori” de cette citation : ce que Köver veut dire, c'est que la démocratie n'est pas de fait une condition *sine qua non* du développement économique.

Une autre dimension de l'illibéralisme importante à souligner est celle développée par le directeur général honoraire du Conseil de l'Union européenne Jean-Paul Jacqué : *la souveraineté s'exprime dans la nation qui est la valeur suprême, ce qui explique l'instauration pour la presse en 2011 d'un délit d'atteinte à l'intérêt public. [...] Il ne s'agit*

---

<sup>183</sup> Louis-Albert Serrut, *Une nouvelle catégorie politique dans les pays de l'Est de l'UE*, Revue Cités n°70. PUF. Mai 2017, page 135-160.

<sup>184</sup> Blaise Gauquelin et Alain Salles, avec Jean-Baptiste Chastand, « Viktor Orbán, architecte de la démocratie non libérale en Europe », *Le Monde*, dimanche 8 mai – lundi 9 mai 2016.

<sup>185</sup> Il n'y a pas de contradiction avec les propos de Laszlo Köver : Orbán dit que l'illibéralisme ne rejette pas les principes fondamentaux (mais qu'ils ne doivent plus être les éléments centraux de l'Etat), Köver dit que la liberté n'est pas a priori un facteur de bien-être social : il ne la rejette pas non plus, il affirme en fait qu'elle n'est pas centrale au développement économique et social.

*pas (de) supprimer les libertés fondamentales, mais de les soumettre à l'intérêt de la Nation seule juge du bien commun* »<sup>186</sup>. Ainsi, nous détectons l'importance du souverainisme à travers la démarche de l'illibéralisme. Le souverainisme n'est pas que politique, il est également économique dans ce système. Par l'illibéralisme, Orbán entend d'ailleurs retrouver une sorte de souveraineté économique. Le système de concurrence est remis en cause et cette dimension économique est davantage proche du *patriotisme économique* que d'une économie néolibérale. C'est une théorie davantage nationaliste, consistant à rendre la souveraineté économique à son pays. Outre le fait d'être véhiculé comme exemple à suivre dans les canaux informels du groupe de Visegrad, il est important de mentionner que les indicateurs macroéconomiques de la Hongrie sont positifs : elle connaît une croissance économique oscillant entre 3 et 4%. Le taux de chômage, lui, est en 2017 sous la barre des 4%, ce qui est impressionnant comparé aux autres pays européens. Ces chiffres sont atteints grâce au *flat tax* passé de 15 à 9% en 2017, et aux taux d'imposition très bas pour les sociétés étrangères. Quant au SMIC, il a augmenté de 15% en 2017, et de nouveau de 8% en janvier 2019. Les bons résultats économiques du Fidesz confortent l'électeur dans l'idée que le gouvernement Orbán agit pour le bien de la Hongrie et des Hongrois. Il est cependant important de souligner que la Hongrie est bénéficiaire de fonds structurels de l'Union européenne. Ces fonds ne sont pas négligeables, ils sont estimés à 23 milliards d'euros de subventions entre 2007 et 2013, et 25 milliards d'euros de 2014 à 2020<sup>187</sup> ; ils équivalent à presque 4% du PIB hongrois.

## 6. La Hongrie et l'Union européenne

### 6.1 L'Union européenne, inéluctable délégation de souveraineté

L'Union européenne est un frein à la souveraineté nationale, car des compétences lui sont exclusivement déléguées - certaines partagées - et le droit de l'Union prime sur le droit national. Les articles 3 à 6 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne énumèrent le partage des compétences entre l'instance supranationale et les Etats-membres<sup>188</sup>. Nous

---

<sup>186</sup> Jean-Paul Jacqué, *Crise des valeurs dans l'Union européenne*, 22 juin 2016. Cours en ligne : <http://www.droit-union-europeenne.be/416702987>

<sup>187</sup> Mojmir Mrak, Sandor Richter, Tamas Szemlér, "Cohesion Policy as a Function of the EU Budget", research report 400, Vienna Institute for International Economic Studies

<sup>188</sup> Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, disponible en ligne sur <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A12012E%2FTXT>, consulté le 3 mars 2019.

pouvons par exemple voir que la politique monétaire est une compétence exclusive de l'Union (Art.3) et que donc, les Etats-membres ont abandonné leur souveraineté sur cette politique. L'article 4, lui, témoigne que l'espace de liberté, de sécurité et de justice est une compétence partagée entre l'Union européenne et les Etats-membres<sup>189</sup>. De fait, le projet européen contribue à une baisse de souveraineté nationale : “the European Treaties and the EU’s secondary legislation constitute coercive laws that enjoy primacy over national legislation, and judgments of the Court of Justice of the European Union “are enforced by the courts of member states”. Therefore, more than most other supranational institutions, the European Union involves “a partial limitation of sovereignty”<sup>190</sup>. Des pays comme la Hongrie, intimement attaché à leur souveraineté, ont théoriquement plus de mal à déléguer des compétences à l'Union européenne - instance supranationale – puisque cela veut dire que l'Etat-nation perd une partie de son pouvoir au sein de son territoire. Déléguer une compétence à l'Union européenne, c'est perdre une partie de l'emprise politique du pouvoir au niveau national. C'est finalement permettre que certaines décisions soient prises ailleurs qu'au sein du gouvernement, la plupart du temps à la majorité qualifiée. Nous verrons que cette façon d'appréhender l'intégration européenne mène à des mauvaises relations entre le pays et les Institutions européennes.

## 6.2 Les élections européennes en Hongrie

La Hongrie vote aux élections européennes depuis 2004, puisqu'elle n'en faisait pas partie avant cette date. Lors des élections européennes de 2014, seulement 2 329 304 hongrois se sont présentés aux urnes, soit 29% des électeurs attendus<sup>191</sup> (8 041 386 électeurs inscrits). 51,48% d'entre eux (1.193.991 votes), ont choisi le parti Fidesz pour représenter la Hongrie dans l'hémicycle européen<sup>192</sup>. Ce taux de participation en Hongrie est décroissant, puisque 38,5% des électeurs avaient votés en 2004, et 36,31% en 2009<sup>193</sup>. Cela pourrait témoigner un désintéressement de la politique européenne en Hongrie, qui n'était déjà pas

---

<sup>189</sup> Lorsque les traités lui attribuent une compétence qui ne relève pas des domaines visés aux articles 3 et 6.

<sup>190</sup> Philippe VAN PARIJS, *Just Europe and Fair Brexit*, Centre of Political Philosophy, University of Leiden, 25 January 2018, p. 8

<sup>191</sup> Parlement européen, résultat des élections européennes de 2014, lien : <http://www.europarl.europa.eu/elections2014-results/fr/turnout.html>

<sup>192</sup> Bureau national électoral de Hongrie, élection européenne de 2014, lien : <https://static.valasztas.hu/dyn/ep14/szavossz/hu/emjk.html>

<sup>193</sup> Parlement européen, Résultat des élections européennes de 2014, Résultat par pays. Lien : <http://www.europarl.europa.eu/elections2014-results/fr/country-results-hu-2014.html>

très grande. Orbán, dans son discours du 5 avril 2019 dans le cadre des élections européennes, explique ce faible taux de participation en disant : ”avouons-le, les élections européennes précédentes n’avaient pas de grands enjeux. En gros, leur fonction était de déterminer si le président de la Commission européenne sera de droite ou de gauche”<sup>194</sup>. Cependant, lors des élections européennes de 2019, 43,36%<sup>195</sup> des inscrits ont été voté, et ont reconduit le Fidesz mené par l’ancien Ministre de la justice Laszlo Trocsanyi à une majorité de 52,56% des votes (1 824 220), soit plus de 600 000 votes supplémentaires qu’en 2014. Pourtant, la campagne fut l’une des plus violentes et clivantes. Elle fut principalement axée sur des discours populistes, et l’immigration. L’argument rhétorique selon lequel le Fidesz effectue cet énorme score aux élections européennes à cause de l’absentéisme est donc mis à mal, car son score reste inchangé malgré une augmentation de la participation de 14%. Mais, reconnaissons-le, la meilleure représentativité des élections européennes reste l’absentéisme.

## **Partie 2 : Comprendre la Hongrie à travers les représentants politiques, les dirigeants européens, l’opinion publique et Viktor Orbán**

Cette partie mènera à une meilleure compréhension de la Hongrie à travers l’image qu’elle renvoie, comment elle est vue, et l’analyse de l’actualité. En premier lieu, nous développerons les dérives démocratiques et l’accusation de violer l’Etat de droit en Hongrie. Ensuite, nous analyserons les résultats du vote sur le rapport Sargentini, la défense de Viktor Orbán et la pertinence des résultats des votes. Par après, nous expliquerons l’actuelle suspension du Fidesz du PPE. Ensuite, nous développerons l’image que la Hongrie renvoie aux grands acteurs européens. Nous analyserons ensuite des eurobaromètres d’opinion

---

<sup>194</sup> Discours prononcé par M. Viktor Orbán, Premier ministre de Hongrie, à l’occasion de la présentation du programme du Fidesz-KDNP *Budapest, le 5 avril 2019.*

<sup>195</sup> Parlement européen, Résultats des élections européennes 2019, Résultats par parti national 2019-2024. Lien : <https://resultats-elections.eu/resultats-nationaux/hongrie/2019-2024/>

publique autour de la migration. Enfin, nous comparerons plusieurs presses selon la couleur politique et le pays dans lequel elle est diffusée, afin de voir comment est véhiculé l'image de la Hongrie de Orbán dans l'actualité. Cette partie se terminera par une série de deux entretiens – des hongrois et des politiciens belges – afin de marquer une dernière fois le clivage.

Cette partie de travail tirera principalement ses informations dans articles de presse ou des positions officiels d'acteurs politiques. En effet, la plupart des informations traitées ici sont issues de l'actualité. La littérature scientifique est quasi inexistante.

## 7. Les dérives démocratiques et la violation de l'Etat de droit

La tournure que prend la politique en Hongrie est critiquée pour les tournures qu'elle prend. Louis-Albert Serrut affirme que “une forme de gouvernement politique caractérisé par l'abandon, l'outrage ou le dévoiement des principes démocratiques (Etat de droit, séparation des pouvoirs), est active dans plusieurs Etats du monde. Elle apparaît depuis peu dans des Etats-membres de l'Union européenne, fondée pourtant sur le critère démocratique des Etats qui la composent”. Celui-ci entend entre autres la Hongrie, qu'il qualifie de la plus active et inauguratrice de ce mode de gouvernance nationale. Selon lui, avec les réformes constitutionnelles votées depuis le retour du Fidesz au pouvoir avec une majorité des deux tiers fait de la Hongrie un Etat fort et moins démocratique : “la presse est placée sous la tutelle d'un “Conseil des médias” contrôlé par le gouvernement, neuf cent cinquante journalistes de l'audiovisuel public sont licenciés et les atteintes à la liberté de la presse privée sont nombreuses. La justice fait l'objet d'une purge, 350 magistrats jugés trop à gauche sont renvoyés et les compétences de la Cour suprême, baptisée Kuria, sont transférées au Parlement. La nouvelle loi électorale assure le parti de Viktor Orbán de conserver la majorité. Le Forint est institué monnaie nationale alors qu'après l'entrée dans l'Union européenne, le pays devrait adopter l'euro d'ici 2020. Le gouvernement a renforcé son influence dans la Banque nationale, hérésie tant pour l'Union européenne que le FMI”<sup>196</sup>. Force est de constater que par ces constats ; la Hongrie s'éloigne de l'Etat de droit.

---

<sup>196</sup> Louis-Albert Serrut, *Une nouvelle catégorie politique dans les pays de l'Est de l'UE*, Revue Cités n°70. PUF. Mai 2017, page 135-160

La "démocratie illibérale" semble dans les faits prendre une autre tournure qu'une "démocratie". En février 2016, l'ONU avait déjà réprimandé Viktor Orbán pour avoir voté des centaines de lois démantelant la plupart des contre-pouvoirs. Il est vrai qu'un système qui permet de conserver une majorité au gouvernement s'éloigne du principe démocratique. Les valeurs qu'il avance (l'ordre, le contrôle de la presse, la famille, la religion, le culte de la terre, la mythification d'un passé épuré, la mise au travail des allocataires sociaux, voire la peine de mort) sont celles d'un régime autoritaire à visée totalitariste, ce sont celles des anti-lumières. Orbán lui-même, nous l'avons vu dans le point sur l'illibéralisme, se réfère davantage à des sociétés non démocratiques, comme la Chine, Singapour et la Turquie, plutôt qu'à des systèmes reconnus comme étant démocratiques. Bien que paraphées, les valeurs européennes énumérées dans l'article 1bis du Traité de l'Union européenne semble "avoir fait long feu"<sup>197</sup> et ne plus être l'avenir de la Hongrie. L'État illibéral dont se réclame Viktor Orbán s'inscrirait, selon Ahmet Insel, économiste et politologue à l'université de Galatasaray en Turquie, comme une post-démocratie autoritariste. « À côté de la post-démocratie technocratique a émergé une post-démocratie autoritariste comme celle de Chavez au Venezuela, d'Orbán en Hongrie ou d'Erdogan en Turquie : ce sont des dirigeants élus et bien élus, mais une fois l'élection passée, ils considèrent que le peuple ne fait qu'un avec eux, qu'il les habite. L'ennemi pour eux, c'est la séparation des pouvoirs. À l'autoritarisme soft des technocrates répond l'autoritarisme plus sanglant d'un Erdogan"<sup>198</sup>. En outre, ne perdons pas de vue que la Hongrie est également accusée de ne plus partager les valeurs fondatrices de l'Union européenne et de ne pas respecter l'Etat de droit, ainsi que la démocratie.

Autour de l'illibéralisme, plusieurs experts considèrent que la tournure que prend l'avenir politique hongrois comme antidémocratique, voire fasciste. En effet, Orbán semble se référer à des régimes autoritaires apparaissant comme les moins démocratiques qui soient. Il le confirme également dans un entretien au *Wirtschaftswoche* allemand le 17 avril 2016 lorsqu'il déclare que les valeurs occidentales, fondées sur les droits de l'Homme et le respect des minorités, le libre-échange et l'Etat de droit, ont fait long feu<sup>199</sup>. Viktor Orbán renie ainsi l'engagement de la Hongrie qui a paraphé le Traité de Lisbonne dont l'article 1bis du Titre 1 déclare que l'Union européenne est fondée sur toutes ces valeurs.

---

<sup>197</sup> Viktor Orbán, « Entretien », *Wirtschaftswoche*, 17 avril 2016.

<sup>198</sup> Ahmet Insel, « La post-démocratie. Entre gouvernance et caudillisme », *Revue du Mauss*, n° 26, 2005.

<sup>199</sup> Viktor Orbán, « Entretien », *Wirtschaftswoche*, 17 avril 2016.

Nous avons donc pu développer que la Hongrie prend une autre perspective d'avenir que la ligne défendue par le politiquement correct de l'Union européenne. Les multiples diffamations et critiques envers le pays le conforte à représenter l'autre voie : celle du souverainisme, et de l'illibéralisme.

## 8. Le rapport Sargentini

### 8.1 Analyse des votes

Le rapport Sargentini, du nom de sa rédactrice principale Judith Sargentini, députée européenne de la Gauche verte, reproche à la Hongrie de ne pas respecter l'Etat de droit. Cette valeur est fondatrice de l'Union européenne : elle est énoncée dans l'Article 2 du Traité de l'Union européenne aux côtés de la démocratie, de la dignité humaine et de la liberté<sup>200</sup>. Le site du Parlement européen définit le rapport comme étant "relatif à une proposition invitant le Conseil à constater, conformément à l'article 7, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne, l'existence d'un risque clair de violation grave par la Hongrie des valeurs sur lesquelles l'Union est fondée<sup>201</sup>". N'ayant pas la compétence de sanctionner eux-même la Hongrie, le Parlement a donc voté le 12 septembre 2018 pour définir s'il y avait constat d'une violation grave des principes de l'Union européenne. Cette procédure est définie à l'Article 7 du Traité de l'Union européenne : "Sur proposition motivée d'un tiers des États membres, du Parlement européen ou de la Commission européenne, le Conseil, statuant à la majorité des quatre cinquièmes de ses membres après approbation du Parlement européen, peut constater qu'il existe un risque clair de violation grave par un État membre des valeurs visées à l'article 2"<sup>202</sup>. Le rapport Sargentini donne suite aux résolutions du 17 mai 2017<sup>203</sup>, visant à sanctionner la Hongrie pour ses apparentes dérives.

---

<sup>200</sup> Traité sur l'Union européenne, Article 2

<sup>201</sup> Parlement européen, Rapport du 4 juillet 2019 relatif à une proposition invitant le Conseil à constater, conformément à l'article 7, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne, l'existence d'un risque clair de violation grave par la Hongrie des valeurs sur lesquelles l'Union est fondée (2017/2131(INL))

<sup>202</sup> Traité sur l'Union européenne, article 7

<sup>203</sup> Parlement européen, document A8-0250/2018 relatif à une proposition invitant le Conseil à constater, conformément à l'article 7, paragraphe 1, du traité sur l'union européenne, un risque clair de violation grave par la Hongrie des valeurs sur lesquelles l'Union est fondée (2017/2131(INL))

Il y eut deux heures et trente-cinq minutes de débats et d'opinions lors de cette séance plénière, ainsi que onze minutes de défense pour l'accusé hongrois. De ce fait, le rapport Sargentini a mis en exergue un clivage marquant entre les pro-européens et les eurosceptiques d'une part, la gauche et la droite traditionnelle d'autre part ; et même des divergences internes entre groupes politiques. Sur les 750 députés européens, 693 ont voté. Sur ce chiffre, 448 élus ont voté pour (65%) et 197 ont voté contre (28%), les 48 autres s'étant abstenus<sup>204</sup>. Notons que 65% est le chiffre en tenant compte des abstentions, le chiffre sans abstention atteint 69%. Ce chiffre fait polémique, et le gouvernement hongrois a songé à faire un recours en annulation, car 65% est juste en-dessous de la majorité des deux-tiers requise pour valider l'approbation du Parlement.

Les groupes politiques ayant majoritairement soutenu le rapport Sargentini furent le S&D, l'ALDE, GUE-NGL, et Green-EFA (à l'unanimité). Le groupe des conservateurs et réformistes européens, troisième groupe en termes de nombre d'élus lors de la législature 2014-2019, ainsi que ENF (à l'unanimité) ont majoritairement soutenu le Fidesz en votant contre la sanction. Récemment suspendu du PPE comme expliqué plus haut, les eurodéputés de la droite européenne n'étaient pas d'accord sur le cas Hongrois : 114 votes en faveur du rapport, contre 58 (dont les 12 élus Fidesz) en défaveur, ainsi que 28 abstentions et 20 non-présences. L'EFDD était encore plus clivé, frôlant le 50/50<sup>205</sup>.

La finalité de ce rapport est donc l'activation de l'article 7 du Traité sur l'Union européenne, qui vise à suspendre un certain nombre de droits de l'État-membre ciblé, comme par exemple le droit de vote au sein des institutions de l'UE. Cependant, le vote du Parlement européen n'est pas contraignant, la compétence de sanction est au Conseil européen, comme énoncé dans le paragraphe 2 dudit article cité plus haut. De plus, le Conseil européen doit recueillir la majorité des 4/5 des dirigeants pour valider cette procédure, soit 23 dirigeants sur 28. Le dirigeant polonais Andrzej Sebastian Duda, ainsi que le chef de la diplomatie polonaise Jacek Czaputowicz ont d'emblée mentionné qu'il ne voterait pas contre la Hongrie, tout comme la Hongrie l'a fait pour la Pologne auparavant<sup>206</sup>. Les conséquences de ce rapport seront a priori surtout symboliques, montrant à la Hongrie qu'une majorité d'élus européens s'opposent à la tournure que prend leur politique.

---

<sup>204</sup> Parlement européen, résultat du vote du rapport Sargentini, détaillé sur le lien VoteWatch Europe : <https://term8.votewatch.eu/en/term8-the-situation-in-hungary-motion-for-resolution-vote-text-as-a-whole.html>

<sup>205</sup> Finalement, ce chiffre ne symbolise que le mouvement cinq étoiles italien, les autres partis ayant voté en défaveur du rapport.

<sup>206</sup> Entretien avec Cécile DUCOURTIEUX, Le Monde, 13 septembre 2018.

## 8.2 La défense et la réaction de Viktor Orbán

La défense du Premier ministre hongrois la veille du vote ont moins été une tentative en vue de convaincre les eurodéputés - notamment ceux de son groupe politique, qui était pour le moins clivé sur la question – que de critiquer les erreurs et l'*injustice* du rapport Sargentini. Il a également marqué son entêtement plutôt qu'une volonté de compromis. Au début de son discours, Viktor Orbán tente de sensibiliser les eurodéputés sur *qui* va hériter de la sanction (les Hongrois), ainsi que l'histoire de la Hongrie, élément demeurant prépondérant dans la justification politique hongroise : "Vous n'êtes pas sur le point de juger un gouvernement mais un pays et un peuple. Vous allez juger une Hongrie qui fait partie depuis mille ans de la famille des peuples chrétiens d'Europe. [...] Une Hongrie qui s'est révoltée et qui a pris les armes contre la plus grande armée de son temps, l'armée soviétique, et a subi un grand martyr pour la liberté et la démocratie et qui quand il l'a fallu, a ouvert ses frontières à ses compagnons d'infortune d'Allemagne de l'Est."<sup>207</sup>. Nous retrouvons l'élément d'Europe chrétienne, argument de justification important dans les discours de Orbán, ainsi que le passé belliqueux de la lutte contre l'Union soviétique pour acquérir les valeurs de démocratie et de liberté. Des éléments prépondérants dans la politique hongroise, nous l'avons vu.

Dans la suite de sa défense, Orbán rappelle le rôle de la Hongrie dans la conquête de la démocratie et de la liberté : "La Hongrie a lutté pour sa liberté et pour sa démocratie. Je me tiens ici et je constate que ceux qui accusent la Hongrie sont ceux qui ont hérité de la démocratie, qui n'ont jamais eu à prendre de risque personnel au nom de la liberté, et c'est eux qui aujourd'hui veulent condamner les combattants de la liberté hongrois, démocrates et anti-communistes.". Nous retrouvons ici l'argument de l'incompréhension de la Hongrie, dont l'histoire lourde semble n'avoir fait que lutter pour acquérir les valeurs qu'on lui reproche aujourd'hui de profaner. Orbán interpelle les eurodéputés qui, pour la plupart d'entre eux, n'ont jamais dû se battre pour avoir la démocratie : ils en ont hérité. Cette partie de discours semble mettre en exergue une apparente injustice dans l'accusation : vouloir condamner un pays qui, depuis des siècles, lutte pour la démocratie en Europe.

Le Premier ministre hongrois critique ensuite une forme d'eudémonisme dicté par les autres : "Vous pensez mieux savoir que les Hongrois ce qui est bon pour eux. C'est pourquoi je dois dire que le rapport est irrespectueux à l'égard des Hongrois. Ce rapport fait preuve de deux poids deux mesures, est un abus de pouvoir, dépasse les limites des sphères de compétences,

---

<sup>207</sup> Discours de Viktor Orbán lors de la séance plénière du 11 septembre 2018

et sa méthode d'adoption contrevient aux traités". Ce passage est intéressant, il critique la tutelle de l'Union européenne, car les eurodéputés s'apprêtent à sanctionner l'Etat hongrois. Il parle d'abus de pouvoir et d'irrespect, arguments logiques lorsque l'on défend une position souverainiste. Des personnes non-hongroises s'apprêtent à sanctionner les Hongrois, et lui ôter son droit de vote au sein des Institutions, dans la finalité de la procédure. Outre que cela peut rappeler de douloureux souvenirs aux Hongrois, le fait est que le pays se sent dirigé de nouveau par une entité supérieure. Sa marge de souveraineté est limitée, puisqu'elle risque d'être sanctionnée pour des affaires parfois internes (la réforme de la Constitution ou les lois sur les médias, par exemple). Il fait également allusion à la devise de l'Union européenne, qu'il affirme ne pas être respectée : "Nous avons et nous aurons des débats. Nous avons des conceptions différentes du caractère chrétien de l'Europe, du rôle des nations et des cultures nationales. Nous considérons différemment le principe et la mission de la famille et notre opposition est frontale sur la question migratoire. Si nous désirons réellement une unité dans notre diversité, alors les différences ne peuvent servir de prétexte à jeter l'opprobre sur un pays, et l'exclure de la prise de décision en commun. Nous ne nous abaisserions jamais à réduire au silence ceux qui ne sont pas d'accord avec nous." Orbán use ici d'une rhétorique allant à contre-sens de l'accusation : alors que les eurodéputés s'apprêtent à sanctionner la Hongrie pour l'irrespect des valeurs de l'Union, la Hongrie accuse l'Union de ne pas respecter sa propre devise, et donc ses valeurs également.

De plus, Viktor Orbán critique la qualité et l'objectivité du rapport Sargentini, l'accusant d'être truffé d'erreurs et de ne pas avoir récolté les informations sur place, en Hongrie. "Le rapport le reconnaît, ils ont annulé l'envoi d'une délégation en Hongrie, c'est-à-dire que vous allez apporter une décision sans enquête factuelle en bonne et due forme. Le rapport contient 37 erreurs factuelles sérieuses, et chaque député a reçu hier à ce propos un document de 108 pages de notre part". Il est vrai qu'un rapport écrit sans délégation dans le pays concerné, et donc sans enquête factuelle, peut être remis en cause. Le rapport Sargentini est finalement un bel exemple pour la problématique de ce travail : une multitude d'accusations et un vote favorable à la sanction, sans même avoir pris la peine d'aller en Hongrie pour comprendre. Aussi, il est peu probable que le document de 108 pages envoyé la veille aux eurodéputés ait vraiment eu un impact persuasif. Il est à supposer que peu de personnes l'ont lu. Aussi, chaque groupe politique avait des consignes de vote et, bien qu'il y ait quelques rebelles, un débat en hémicycle camoufle une cohésion de votes déjà décidé avant le 12 septembre.

Enfin, l'attrait souverainiste récurrent des discours de Orbán apparaît en fin d'argumentation lors de son discours : "Chaque nation et État-membre a le droit de déterminer comment organiser sa vie dans son propre pays. Nous défendons nos frontières, et nous seuls déciderons avec qui nous vivrons. Nous avons bâti une barrière, et avons arrêté les centaines de milliers de migrants. Nous avons défendu la Hongrie, et nous avons défendu l'Europe. Aujourd'hui est le premier moment où dans l'histoire de l'Union européenne, une communauté condamne ses propres gardiens frontaliers". A nouveau, l'argument anti-immigration s'étend à une protection de la Hongrie mais aussi de l'Union européenne entière. L'injustice et l'incompréhension sont au centre de ce discours, qui se termine par une phrase sentimentale, accusant l'Union européenne de condamner ses propres protecteurs.

Les extraits mentionnés issus de la défense de Viktor Orbán vis-à-vis du rapport Sargentini sont une synthèse du comportement et de la politique hongroise. Nous retrouvons dans un seul discours plusieurs éléments de compréhension de la Hongrie que nous avons pu développer dans la première partie du travail. Y figure l'anticommunisme, le passé douloureux, la culture chrétienne, la réticence aux migrations et l'attache à la souveraineté nationale. En analysant plus en profondeur, nous constatons qu'y figure également une fierté hongroise par l'entêtement, et le sentiment d'une profonde injustice.

### 8.3 Un résultat issu du Parlement européen : à relativiser ?

Enfin, le résultat du rapport Sargentini témoigne que les représentants du peuple européens, directement élu au suffrage universel – et donc théoriquement les responsables politiques portant la voix du peuple – sont en grande majorité contre la Hongrie de Viktor Orbán. Mais pour être totalement honnête vis-à-vis de *ce que pense le peuple européen* de la Hongrie, il faut néanmoins relativiser ce pourcentage. Contrairement aux élections nationales, les élections européennes ne récoltent pas énormément de suffrages. Bien qu'en Belgique, via le vote obligatoire, nous recueillons 90% d'opinions, certains autres pays élisent des eurodéputés sur base d'une très petite minorité d'électeurs. Par exemple, la Slovaquie ne comptabilisait que 13% des électeurs afin d'élire leurs eurodéputés en 2014. Dans beaucoup de pays, le score n'est pas beaucoup plus haut : 25% en Croatie, 24% en Slovénie, 18% en République Tchèque, 23% en Pologne, et même des pays comme la Portugal, le Royaume

Uni et les Pays-Bas dépasse à peine les 30%<sup>208</sup>. Les grands pays comme la France, l'Espagne et l'Allemagne ne sont pas aux 50% de participation. Par ces chiffres, il n'est pas question de remettre en cause l'impact démocratique que le Parlement européen a apporté à l'Union européenne, notamment depuis le Traité de Lisbonne et le processus co-décisionnel défini à l'article 294 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne<sup>209</sup>. Mais force est de constater que la représentativité du Parlement européen reste à relativiser compte tenu du faible taux de participation aux élections européennes. Le résultat du rapport Sargentini n'est pas inéluctablement *ce que veut* le peuple européen, bien que ce soit l'Institution qui d'un point de vue normatif devrait se rapprocher le plus.

Cependant, malgré l'augmentation du taux de participation, les résultats semblent ne pas fondamentalement changer. En Hongrie, nous avons vu que l'augmentation du taux de participation de presque 15% n'a pas modifier les pourcentages du Fidesz. Mais nous pouvons postuler que cela peut ne pas être le cas dans d'autres pays. En France, le premier parti européen est la droite dure du Rassemblement national. Pourtant, nous constatons que lors d'élections à deux tours, le Rassemblement national échoue sévèrement autant aux présidentielles qu'aux régionales.

Dans des presses relativement favorables à Orbán, ou du moins non-affiché politiquement comme anti-Orbán, celui-ci est défini comme un dirigeant conservateur, contre le terme nationalisme dans d'autres presses.

## 9. La suspension du Fidesz par sa propre famille politique, le PPE

Depuis les longs compromis avec H. Kohl, le parti du dirigeant hongrois avait accepté de rejoindre les rangs de la droite chrétienne au sein de l'hémicycle européen, en abandonnant le groupe politique libéral dans lequel il était vice-Président. Depuis lors, les sièges des eurodéputés du Fidesz étaient ceux du groupe politique du Parti Populaire européen.

---

<sup>208</sup> Parlement européen, Résultats des élections européennes 2014, Taux de participation, disponible via le lien <http://www.europarl.europa.eu/elections2014-results/fr/turnout.html>

<sup>209</sup> Commission européenne, procédure de codécision, [https://ec.europa.eu/codecision/procedure/index\\_fr.htm](https://ec.europa.eu/codecision/procedure/index_fr.htm)

Cependant, en mars 2019, le parti du Premier ministre hongrois a été suspendu de son groupe politique européen à 190 voix contre 3, selon Joseph Daul, Président du PPE<sup>210</sup>, ainsi que des demandes formelles de suspension par 12 partis nationaux<sup>211</sup>. Il s'agit bien d'une suspension, et pas d'une exclusion. Autrement dit le Fidesz siège toujours avec le PPE dans l'hémicycle européen. Cette suspension consiste en l'interdiction d'assister aux réunions du parti, le retrait du droit de vote et de proposer des candidats à des postes.

Déjà depuis quelques années, le Fidesz se sentait sur la sellette. Orbán affirmait déjà sur le PPE, le 5 avril 2018 que « il semble aujourd'hui qu'il prenne celle de la gauche libérale, de la constitution d'un empire européen libéral et d'une Europe des immigrés. Si c'est cette direction qu'il prendra, vous pouvez être sûrs que nous ne l'y suivrons pas. Il y a bien sûr les humeurs et les irritantes déclarations de M. Weber sur le sentiment national. Il n'est donc pas étonnant que l'on prononce et écrive de plus en plus souvent en Hongrie ce seul mot : dehors »<sup>212</sup> Cette décision semble donc avoir été issue d'un commun accord. D'ailleurs, Orbán n'a pas manqué de faire remarquer que la décision de suspension avait été prise en accord avec lui, et a même mentionné qu'il soutiendrait le candidat du PPE Manfred Weber à la Présidence de la Commission européenne, malgré qu'il ait changé d'avis en mai 2019<sup>213</sup>. Cependant, le doute règne sur le fait que le Fidesz compose toujours l'hémicycle européen avec le groupe PPE. En effet, ces rapprochements avec le PiS des Conservateurs et Réformistes européens pourraient indiquer que le Fidesz basculerait dans le futur dans ce groupe-là.

Le PPE a suspendu le Fidesz parce que selon eux le gouvernement hongrois mettait à mal l'Etat de droit et l'équilibre des pouvoirs en Hongrie. Mais surtout, parce que ce dernier a ouvertement attaqué personnellement par des campagnes agressives un membre de première ligne du PPE : le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. Bien que certaines positions du Fidesz puissent paraître trop extrêmes pour le parti populaire, il ne faut pas perdre de vue que plusieurs eurodéputés de ce groupe partagent, du moins en partie, les convictions politiques de Monsieur Orbán, à commencer à Manfred Weber, anciennement favoris à la candidature PPE pour la Présidence de la Commission européenne.

---

<sup>210</sup> AFP, La droite européenne PPE suspend le Fidesz de Viktor Orbán, *Le Soir*, 20 mars 2019.

<sup>211</sup> Jurek KUCZKIEWICZ, *PPE : Orbán assume le divorce*, *Le Soir*, 6 mars 2019.

<sup>212</sup> Discours de Viktor Orbán à Tusványos du 29 juillet 2019

<sup>213</sup> BELGA, *Orbán lâche Manfred Weber, tête de liste européenne du PPE*, *La Libre*, 6 mai 2019.

Du cas PPE, nous pouvons comprendre une Hongrie mise à l'écart au sein de sa propre famille politique. Afin de ne pas diaboliser l'image d'une droite modérée solidaire avec les migrants, le PPE est obligé de s'écarter de Viktor Orbán bien qu'une partie des eurodéputés ne soient pas fondamentalement contre sa politique. Laurent Wauquiez, anciennement Président des Républicains en France, a déjà pu s'afficher aux côtés de Viktor Orbán, ainsi que Nicolas Sarkozy, en affirmant le soutenir. Cependant, nous constatons que les Républicains se sont soit abstenus, soit ont majoritairement voté pour la suspension du Fidesz au PPE. C'est donc plus une question d'image que de convictions. L'identité à tendance révoltée de la Hongrie contribue au fait qu'au lieu de s'adoucir pour ne pas se faire exclure à long terme du plus grand parti européen, elle s'entête à provoquer davantage, en se rapprochant du groupe conservateur eurosceptique occupant déjà la troisième place en terme de sièges dans l'hémicycle. Perdre le Fidesz est un risque important que le PPE n'ose pas prendre, et cela explique pourquoi Monsieur Herman Van Rompuy, pourtant chargé de prendre des décisions, reste vague et favorise le statut quo sur cette question.

## 10. L'image et les soutiens de la Hongrie de V. Orbán dans l'Union européenne.

La pertinence de cette partie se trouve être le fait qu'on ne peut pas comprendre la Hongrie si nous ne sommes pas au courant de quelle image celle-ci renvoie autour de différentes personnalités politiques, opinions publiques ou média. Apprendre à connaître le pays dont on parle autour de l'image qu'il renvoie semble nécessaire à la résolution de la problématique.

### 10.1 Les élus nationaux et eurodéputés

#### 10.1.1 En Belgique

Nous l'avions déjà mentionné, Viktor Orbán ne fait pas l'unanimité au sein du PPE. Des personnalités comme Benoît Lutgen (cdH) avait pu écrire sur le réseau social Twitter que

‘il n’est plus là, il n’est plus actif, cette mise à l’écart est une victoire historique [...] les populistes et les extrémistes n’ont rien à faire au PPE, ni aujourd’hui ni demain !’<sup>214</sup>. Le Président du CD&V Wouter Beke s’est également réjoui de la mise à l’écart de Orbán.

D’autres, comme Ecolo ou le PS, sont viscéralement anti-Orbán. Comme déjà mentionné, le parti Ecolo avait répondu à la question du questionnaire politique belge “pour pouvoir obtenir la nationalité belge, il faut d’abord avoir réussi un examen sur les valeurs européennes” par “pas d’accord” en justifiant par “quelles sont ces valeurs : celles de Orbán ou de Salvini ?”<sup>215</sup>. Un “pas d’accord” complété de cette justification ironique thématise bien qu’Ecolo s’oppose radicalement à la politique hongroise. Elio Di Rupo (PS), lui, affirme qu’en Hongrie, les autorités ont invité l’armée à tirer sur les migrants. "On doit prendre des sanctions à son égard, et je trouve que l'Union européenne traîne de trop" a-t-il ajouté<sup>216</sup>.

Cependant, des partis à tendance souverainiste, comme la NVA, sont plutôt favorables à la politique hongroise. L’ancien secrétaire d’Etat à l’asile et immigration Théo Francken (NVA) n’a d’ailleurs pas manqué de rendre hommage à Orbán lorsqu’il fut réélu en 2018 : “victoire monstre de la droite en Hongrie. Après l’Autriche, l’Italie, et tant d’autres États membres, la droite gagne largement et la gauche perd. L’UE devra d’autant plus s’investir pour un nouveau modèle migratoire. STOP à toutes les migrations illégales par bateau ou autre »<sup>217</sup>. Il défend même la Hongrie à propos du mur érigé à la frontière serbe dans son livre *la migration en 24 questions* : “L’Europe bien-pensante s’en était offusqué, à tort car, pour respecter les accords de Schengen et la législation de l’UE, les autorités hongroises n’avaient aucun autre choix. En tant qu’Etat-membre aux frontières extérieures de l’Union, la Hongrie est tenue de surveiller rigoureusement celles-ci [...] les gardes-frontières hongrois avaient été incapable de maîtriser la pression migratoire qui s’exerçaient sur eux et des centaines de milliers de personnes avaient pénétré clandestinement l’espace Schengen [...] une clôture en tant que tel reste justifiable car la Hongrie n’aurait autrement pas pu satisfaire à ses obligations européennes”<sup>218</sup>. De plus, les eurodéputés de la NVA se sont abstenus à la

---

<sup>214</sup> BELGA, Le Fidesz de Viktor Orban suspendu du PPE: «Une victoire historique», selon Benoît Lutgen, Le Soir, 20 mars 2019.

<sup>215</sup> Test électoral RTBF 2019.

<sup>216</sup> [https://www.rtb.be/info/belgique/detail\\_di-rupe-sur-de-wever-des-propos-qui-flirtent-avec-l-extreme-droite-charles-michel-doit-s-expliquer?id=9088116](https://www.rtb.be/info/belgique/detail_di-rupe-sur-de-wever-des-propos-qui-flirtent-avec-l-extreme-droite-charles-michel-doit-s-expliquer?id=9088116)

<sup>217</sup> Marcel Sel, site internet Un blog de Sel, lien : <http://blog.marcelcel.com/2018/04/11/francken-ppe-la-victoire-dorban-nest-pas-celle-quehongrois/>

<sup>218</sup> Theo Francken, Joren Vermeersch, op. cit. Page 28-29.

sanction hongroise lors du rapport Sargentini<sup>219</sup>. Enfin, le discours de Bart de Wever à l'Université de Gand<sup>220</sup> semble proche des discours anti-immigration de Orbán.

Nous partions du postulat que la Hongrie était incomprise partout en Occident, mais nous nous rendons compte que des partis politiques aux convergences idéologiques avec le Fidesz semblent ne pas s'opposer à la politique hongroise. Ceci étant, nous maintenons que les politiciens belges sont en majeure partie critiques des politiques hongroises, malgré que certains prennent en considération l'histoire du pays et soit plus compréhensif vis-à-vis de leur orientation politique.

### 10.1.2 Dans les trois plus gros pays de l'UE : France, Allemagne, Royaume-Uni

La France, pays au relent souverainiste assez présent de par sa multitude de candidats eurosceptiques à l'élection présidentielle<sup>221</sup>, semble également fracturé par le cas Orbán. Officiellement, les Républicains de Laurent Wauquiez ne font pas partie des douze partis à avoir réclamé l'exclusion du Fidesz du PPE. L'ancien Président de la droite s'était d'ailleurs affiché avec le Premier ministre hongrois lors d'un congrès PPE et a même déclaré le considérer comme un partenaire. "Nous devons toujours privilégier le dialogue au manichéisme simpliste par lequel Emmanuel Macron fracture l'Europe et isole la France. J'assume parfaitement de dialoguer aussi bien avec Angela Merkel qu'avec Viktor Orbán"<sup>222</sup>, avait-il affirmé en avril 2019. Cependant, d'autres républicains ne partagent pas l'avis de leur Président. 9 eurodéputés ont d'ailleurs voté pour le rapport Sargentini, face à 3 contre et 6 abstentions et 2 absents).

Le plus puissant parti français aux élections européennes en termes de sièges, le Rassemblement National, témoigne explicitement être en accord avec la politique hongroise. Marine le Pen a déjà pu affirmer que Viktor Orbán était le seul à défendre les frontières de

---

<sup>219</sup> Parlement européen, résultat détaillé des votes du rapport Sargentini, lien internet :

<https://term8.votewatch.eu/en/term8-the-situation-in-hungary-motion-for-resolution-vote-text-as-a-whole.html>

<sup>220</sup> Discours de Bart de Wever à l'Université de Gand, 22 septembre 2015

<sup>221</sup> Nous pouvons affirmer que parmi les candidats du premier tour de l'élection présidentielle française, seulement Emmanuel Macron était très pro-européen. François Fillon et Benoît Hamon l'était, mais de façon plus mitigée. Tous les autres candidats étaient eurosceptiques : Marine le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Jean Lassalle, Nathalie Arthaud, Nicolas Dupont-Aignan, Jacques Cheminade, François Asselineau et Philippe Poutou.

<sup>222</sup> Baptiste LEJEUNE, *Laurent Wauquiez sur Viktor Orbán : ne prétextons pas défendre l' »Etat de droit » pour imposer l'immigration de masse dans l'Europe*, Valeurs actuelles, 3 avril 2019.

l'Europe, et a d'ailleurs tendu la main au Fidesz et au PiS : « C'est à monsieur Orbán de voir s'il se trouve plus en cohérence politiquement avec des membres du PPE qui ont voté contre lui, qui ont voté la relocalisation forcée des migrants dans les pays [...], ou s'il se sent plus en cohérence politiquement avec des mouvements tels que les nôtres” avait-elle déclaré lors d'un meeting à Bruxelles en mai 2019<sup>223</sup>.

En Marche, le parti au pouvoir de la République d'Emmanuel Macron, n'est évidemment pas du tout favorable à Orbán. Le Président français se montre comme l'opposé du Premier ministre hongrois. Macron, l'autre Europe, celle de la solidarité<sup>224</sup>. D'autres partis français, comme LFI (Mélenchon) ou le PS (Hamon) sont d'avis qu'Orbán n'est pas leur modèle européen. Ils argumentent néanmoins plus autour de l'économie que par l'argument migratoire.

En Allemagne, le clivage d'opinion semble ressembler à celui de France. Helmut Kohl, ténor du CDU et ancien Chancelier allemand très investi dans la construction européenne, est une figure modèle pour Orbán. Les deux hommes entretenaient des relations très étroites. Dans son livre *Aus Sorge um Europa*, Kohl confesse que « L'Europe ne peut devenir une nouvelle patrie pour les millions de gens qui sont dans l'urgence de par le monde »<sup>225</sup>, une affirmation, proche de celle qu'aurait pu faire Viktor Orbán, qui apparaît comme une critique à l'égard d'Angela Merkel. Cependant, malgré qu'une partie de la CDU - à l'instar des Républicains en France - ne semble pas être fondamentalement opposé à la politique hongroise, la ligne d'Angela Merkel emblématise la position antagoniste à la position hongroise. Avec l'accueil de plus d'un million de migrants en 2015 et des discours prônant la solidarité et l'humanisme, la CDU d'Angela Merkel est avec En Marche la principale opposante à l'Europe de Orbán.

De son côté Christian Lindner, leader des libéraux allemands, avait affirmé sur sa page Facebook en réaction à un article de Der Spiegel<sup>226</sup> que “Herr Orban tanzt den Konservativen auf der Nase herum. Er hätte schon vor Jahren aus der EVP-Familie ausgeschlossen werden müssen - eine Regierungspartei, die offen mit antisemitischen Vorurteilen Wahlkampf

---

<sup>223</sup> Hebdomadaire français Le Point, 5 mai 2019, lien en ligne : [https://www.lepoint.fr/europe/europeennes-la-main-tendue-de-marine-le-pen-a-la-hongrie-et-la-pologne-05-05-2019-2310945\\_2626.php](https://www.lepoint.fr/europe/europeennes-la-main-tendue-de-marine-le-pen-a-la-hongrie-et-la-pologne-05-05-2019-2310945_2626.php)

<sup>224</sup> Christian MAKARIAN, *Macron-Orban, le choc des deux Europe*, L'express, 8 mars 2019.

<sup>225</sup> Helmut Kohl, *Aus Sorge um Europa*, éd. DROEMER, 2014.

<sup>226</sup> Magazine d'investigation allemand Der Spiegel, lien en ligne : <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/streit-ueber-fidesz-ausschluss-manfred-weber-und-viktor-orban-bleiben-im-gespraech-a-1257503.html>

betreibt, kann nicht Mitglied der Europäischen Volkspartei sein!<sup>227</sup>”. L’accusation antisémite de la part d’un parti allemand témoigne d’une profonde opposition face au Fidesz. Le reste des partis politiques semblent suivre le même paradigme qu’en Belgique et en France : les Verts et les socialistes contre Orbán, l’AfD favorable<sup>228</sup>.

Au Royaume-Uni, le parti conservateur de Theresa May s’est opposé aux sanctions contre la Hongrie en septembre 2018. Le journal *Time of Israël* indique d’ailleurs que, selon une analyse du journal *The Independent*<sup>229</sup>, les conservateurs étaient le seul parti de centre-droit à s’y être manifestement opposé<sup>230</sup>. Boris Johnson, nouveau premier Ministre, avait également félicité Orbán pour son élection. Le Labour parti, lui, s’oppose à Viktor Orbán. Jeremy Corbyn avait d’ailleurs appelé la gauche hongroise à ”vaincre la politique de Viktor Orbán” en février 2018<sup>231</sup>.

### 10.1.3 En Europe centrale

Autour des pays d’Europe centrale, l’unanimité militent pour refuser tout accueil des réfugiés imposés par les “technocrates” de Bruxelles. Aussi, l’ultimatum de la Commission annonçant une pénalité de 250 000 euros par réfugiés refusés est reçu avec ironie par le ministre polonais des Affaires étrangères Witold Waszczykowski, argumentant que ce diktat ne peut que renforcer l’euroscpticisme dans l’UE. La crise migratoire actuelle crée un réflexe de peur, alimenté par les propos dramatiques de leaders politiques en campagne, et provoque la convergence des pays du Quadrilatère de Visegrad dans le rejet d’une politique communautaire de solidarité<sup>232</sup>. Le groupe de Visegrad est un groupe informel regroupant la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et la République Tchèque, et semble assez solidaires entre

---

<sup>227</sup> En français : M. Orbán danse sur le nez du conservateur. Il aurait dû être exclu du parti populaire européen il y a des années - un parti gouvernemental qui se bat ouvertement avec des préjugés antisémites ne peut pas être membre du parti populaire européen !

<sup>228</sup> Vincent GEORIS, Orbán nourrit l’extrême droite, *L’Echo*, 9 avril 2018.

<sup>229</sup> Jon STONE, *Conservatives back far-right government of Viktor Orbán in crunch vote in European Parliament*, *Independent*, 12 September 2018.

<sup>230</sup> Robert PHILPOT, GB : Les conservateurs accusés de soutenir le gouvernement « antisémite » Orbán, *The Times of Israël*, 10 octobre 2018.

<sup>231</sup> Ludovic LEPELTIER-KUTASI, *Jeremy Corbyn exhorte la gauche hongroise à « vaincre la politique de Viktor Orbán*, *Le Courrier d’Europe centrale*, août 2019

<sup>232</sup> Georges Mink, *L’Europe centrale à l’épreuve de l’autoritarisme*, Dans *Politique étrangère* 2016/2 (Été), pages 89 à 101

eux. Ainsi le groupe de Visegrad se réanimera en rempart contre les politiques de solidarité concernant la crise migratoire. Plusieurs réunions annuelles sont organisées entre les quatre dirigeants, témoignant d'une connivence voire un d'un rapprochement encore plus étroit entre ces pays qui, à eux quatre, représentent presque 65 millions d'habitants<sup>233</sup> (13% de la population de l'UE en 2016).

De son côté l'Autriche, malgré l'apparent virage à droite de sa politique actuelle, semble se détourner de Orbán. Othmar Karas, le chef de la délégation autrichienne de l'ÖVP (le parti conservateur autrichien du chancelier Kurz) a été sans détour : *“Notre Europe est celle de Juncker, pas celle d'Orbán.”* l'ÖVP s'est également prononcé en faveur de la suspension du Fidesz du PPE. Il n'empêche que cette position semble plutôt être appuyée pour une question d'image, puisque les positions du gouvernement autrichien ne semblent pas radicalement s'éloigner de la ligne Orbán.

#### 10.1.4 En Italie

Enfin, le dernier pays qui n'est pas la Hongrie duquel nous parlerons est l'Italie. Au départ, il n'était pas prévu d'en discuter, mais le récent rapprochement du 2 mai dernier, ainsi que l'apparente amitié que partage Viktor Orbán avec Matteo Salvini reste important à mentionner dans le cadre de cette recherche. Orbán a qualifié Salvini de *“la personne la plus importante d'Europe”*<sup>234</sup> voire comme son *“héros”*<sup>235</sup>. De son côté, Salvini semble suivre la ligne politique proposée en Hongrie pour l'Italie, emblématisant à son tour une Europe fermée à la migration et un pays actant contre l'immigration clandestine.

## 10.2 Les relations avec grandes figures de l'Union européenne

Dans ce point, nous développerons brièvement les relations entre la Hongrie et les Institutions européennes. Nous expliquerons à la fin de chaque sous-point pourquoi les relations sont mauvaises. Les mauvaises relations expliquent pourquoi la Hongrie est

---

<sup>233</sup> La population de l'Union européenne, site de référence sur les question européennes toutel'europe.com, 12 juillet 2019. Lien en ligne : <https://www.toutteleurope.eu/actualite/la-population-de-l-union-europeenne.html>

<sup>234</sup> Joël LE PAVOUS, *Orban accueille son « héros » Salvini et s'éloigne un peu plus du PPE*, Courrier international, 3 mai 2019.

<sup>235</sup> AFP, A Milan, *Viktor Orbán désigne Matteo Salvini comme son « héros »*, Le Soir, 28 août 2018.

dépeinte par les grandes figures européennes. Nous n'évoquerons pas cependant les relations avec le Parlement européen, puisqu'elles ont déjà été développée autour du rapport Sargentini au point 7 et autour du cas PPE au point 8.

### 10.2.1 La Commission européenne

Comme nous avons déjà pu le développer, les relations entre le premier Ministre hongrois et le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker ne sont pas très bonnes. Ils font partie du même groupe politique européen, et Viktor Orbán était le seul chef d'Etat membre du PPE à s'opposer à la candidature de Jean-Claude Juncker en 2014. Lors de la campagne européenne du Fidesz, des affiches discriminantes affichant Jean-Claude Juncker rieur était propagées dans toute la Hongrie, affirmant que "le Président de la Commission met en danger la sécurité de la Hongrie"<sup>236</sup>. Les images étaient le plus souvent suivies de trois affirmations : *ils veulent instaurer le quota de réinstallation obligatoire de migrants ; affaiblir les droits des Etats membres à défendre leurs frontières et faciliter l'immigration au moyen d'un visa de migrant*<sup>237</sup>. Autour de ces assertions, il n'est pas étonnant que la campagne hongroise s'en prend agressivement à la Commission, puisque les thématiques traitées touchent évidemment la question de la souveraineté et de la migration. Une Institution aux tendances communautaires qui proposent des solutions communes en matière de migrations en pensant pouvoir dépasser la souveraineté nationale, ne fait pas bon ménage avec des gouvernements aux tendances souverainistes.

De son côté, la Commission européenne n'est pas restée silencieuse. Le porte-parole de la Commission avait pu dénoncer sur les réseaux sociaux l'aspect choquant de la campagne hongroise, ainsi que des *théories conspirationnistes ridicules*. Elle-même avait pu répondre à la Hongrie par une campagne d'affichage, afin de "rétablir la vérité" des *fake news* hongroises : "there is no "they", only European Union, with Hungary sitting in the table ; the EU supports not undermines national border protections, there are zero plans for "humanitarian visas", MS decides what extent to what extend they want to accept legal migration"<sup>238</sup>. Lors d'une réunion à Stuttgart, Juncker a affirmé qu'il n'y a aucune

---

<sup>236</sup> Agence France Presse, *Le gouvernement hongrois dénigre le président de la Commission européenne*, 19 février 2019.

<sup>237</sup> Service public belge RTBF, *Viktor Orbán et Jean-Claude Juncker, à couteau tirés*, 20 février 2019.

<sup>238</sup> Annexe

ressemblance entre lui et Orbán, malgré l'appartenance au même groupe politique. « Je pense par conséquent que sa place n'est pas dans le PPE », avait-il ajouté, appelant le chef de file de la droite européenne, l'Allemand Manfred Weber, également candidat à la présidence de la Commission européenne, à se poser la même question. De plus, Juncker a déjà pu faire des dérapages diplomatiques assez conséquents concernant le premier Ministre hongrois. Lors du Sommet de Riga du 25 mai 2015, il avait salué Orbán en lui rétorquant “Dictateur !” tout en le giflant publiquement. Aussi, Margaritis Schinas a affirmé que “la campagne du gouvernement hongrois dépasse l'entendement” dénonçant les “fausses informations” de Budapest à propos de la politique européenne. Les accusations hongroises apparaissent comme des calomnies pour la Commission européenne, alors que les décisions bruxelloises – y compris en matière d'immigration - sont prises collectivement par l'ensemble des gouvernements de l'Union européenne, dont les représentants hongrois. La Commission européenne y voit donc une hypocrisie ainsi que de la communication populiste et mensongère. D'ailleurs, dans les faits, la Hongrie a déjà pu s'exécuter concernant les quotas de réfugiés, alors que la communication du gouvernement est l'une des plus virulentes d'Europe.

Les mauvaises relations entre le gouvernement hongrois et la Commission européenne s'expliquent donc ainsi : il est théoriquement impossible qu'une institution communautaire, où les représentants vont jusqu'à faire serment d'allégeance pour les intérêts de l'Union, fasse bon ménage avec des gouvernements nationaux souverainistes. Il est de l'intérêt de la Commission de chercher à acquérir plus de leadership afin de pouvoir développer davantage les intérêts de l'Union, ce qui ne colle pas avec des représentants étatiques voulant conserver les compétences au niveau national. La ligne toujours plus communautaire est la continuité logique de l'Institution et semble d'ailleurs refléter l'avenir du leadership de l'Union et, de fait, une continuité des mauvais rapports avec les souverainistes. En effet, la future Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a déclaré dans *Der Spiegel* que “[son] objectif est de travailler à l'avènement des Etats-Unis d'Europe, sur le modèle d'Etats fédéraux tels que la Suisse, l'Allemagne ou les Etats-Unis”. Madame Von der Leyen a également affirmé que Bruxelles ne tolérerait aucune opposition des Etats-membres sur certaines réformes, tout en prévoyant un “mécanisme européen pour l'Etat de droit” ainsi que des sanctions financières pour les Etats rebelles<sup>239</sup>. L'une des réformes proposées est celle

---

<sup>239</sup> Soeren KERN, *European Union : a massive expansion of Top-down powers*, Gatestone Institute, 23 juin 2019. Internet : <https://www.gatestoneinstitute.org/14584/eu-top-down-powers>

que l'UE pourrait agir sans le consentement unanime des Etats-membres, ce qui est théoriquement impensable pour les souverainistes.

Ce qu'il faut également mentionner est que ces mauvaises relations ne sont pas propres à la Hongrie : tout parti politique ou gouvernement aux tendances souverainistes entretient des relations compliquées avec la Commission européenne. Nigel Farage, souverainiste et pro-Brexit, a déclaré le 16 juillet 2019 au Parlement européen que "ce que nous avons vu et entendu d'Ursula von der Leyen, c'est une tentative de l'UE de contrôler tous les aspects de notre vie. Elle propose de construire un nouveau type de communisme centralisé, non démocratiques qui rendra [obsolètes] les parlements nationaux ; l'Etat contrôlera tout et les parlements des Etats-nations perdront toute pertinence". La même crainte de la domination extérieure sur la politique nationale est manifeste lorsqu'il dit que la Commission peut rendre obsolète les parlements nationaux. Ces mauvais rapports ne datent pas d'hier, puisque déjà à l'époque, le souverainiste Charles de Gaulle s'opposait viscéralement à la Commission européenne et à la méthode communautaire. Historiquement, il avait pu refuser de voir son Président lors des Sommets européens, ou appliquer la chaise vide lorsque le vote à l'unanimité était mis à mal afin de réaffirmer la prééminence de la méthode intergouvernementale<sup>240</sup>.

Nous pouvons donc retenir que (1) les relations entre la Hongrie et la Commission européenne sont mauvaises. (2) La situation est similaire dans tous les pays souverainistes. La réticence hongroise face aux délégations de souveraineté à la Commission européenne n'est pas propre à la Hongrie, mais à tout gouvernement ne souhaitant pas aller plus loin dans l'intégration européenne. (3) L'avenir ne promet pas une amélioration des relations entre l'Institution et les pays aux gouvernements souverainistes, compte tenu de l'apparente feuille de route de la future Présidente.

### 10.2.2 Le Président du Conseil européen

Le chef d'Etat et le Président du Conseil européen ont des visions de l'Europe diamétralement opposée. Le Congrès du PPE en novembre 2018 avait d'ailleurs exposé les

---

<sup>240</sup> Christophe MAJASTRE, *The Struggle for EU Legitimacy. Public Contestation, 1950-2005*, dans *Politique européenne* 2013/4 (n° 42), pages 160 à 163

grandes divergences entre les deux courants. Orbán, presque hué par les siens, clamait qu'il n'y avait aucune coïncidence sur le fait qu'avant, le PPE avait 16 des 28 dirigeants, maintenant, ils n'en ont plus que 6. Suite à cela, après avoir reproché au PPE de ne plus être assez le parti des peuples européens et d'avoir reproché de s'éloigner des valeurs chrétiennes, il dit que "nous [le PPE] devons prendre la responsabilité de n'avoir pas été capables de garder les Britanniques dedans et les migrants dehors"<sup>241</sup>. Lors de ce Congrès, Tusk n'a pas démenti "devoir lutter contre l'immigration illégale". Mais selon lui, la seconde menace est l'émergence de politiciens qui "ont commencé à dresser la sécurité contre l'ouverture et la liberté" en appuyant que « Personne n'a le droit, au sein de notre famille politique, d'attaquer la démocratie libérale et ses fondations », sans citer Orbán, mais il était implicitement ciblé. Implicitement encore, Tusk critique les réformes hongroises et le paradigme de la démocratie illibérale en disant que « Nous ne pouvons approuver l'argument que la protection effective des frontières européennes, de nos territoires et de notre identité, signifie qu'il faille s'éloigner des règles de notre démocratie libérale »<sup>242</sup>. Nous remarquons donc que les deux dirigeants divergent idéologiquement malgré la même appartenance de groupe politique.

Cependant, le Conseil européen est un organe intergouvernemental. Les échanges y sont souvent courtois et formels. Chaque chef d'Etat défend son pays à la table, afin de trouver un compromis au plus petit dénominateur commun<sup>243</sup>. De fait, le clivage est alors moins marquant qu'au sein de la Commission européenne car, malgré une logique du consensus, tous les Chefs d'Etats sont présents pour représenter les intérêts de leur pays, et non celles des Institutions. L'avis de Tusk était néanmoins pertinent afin de démontrer que le co-leader de l'Union européenne critique la ligne politique du Fidesz.

### 10.3 L'opinion publique européenne

Les eurobaromètres sont des sondages d'opinions élaborés par la Commission européenne dans le but d'avoir une esquisse d'opinion publique européenne. Les résultats sont néanmoins répartis entre Etats-membres, afin de remarquer les différences entre les pays.

L'eurobaromètre d'Automne 2016 indique que l'immigration est le principal problème auquel l'UE doit faire face (45%). Ce chiffre est en recul, car il avait gonflé de 50 points

---

<sup>241</sup> Emmanuel BERRETTA, *Europe : Orbán versus Tusk, deux droites irréconciliables*, Le Point, 9 novembre 2018

<sup>242</sup> *Ibid.*

<sup>243</sup> Andrew Moravcsik, *The choice of Europe*, 1998.

entre l'Automne 2012 et l'automne 2015. Cependant, l'immigration est donc la première préoccupation européenne pour l'UE, et la seconde (après le chômage) au niveau national. Le même eurobaromètre indique que l'immigration arrive en tête des préoccupations pour 26 des 28 Etats-membres, et qu'il est fortement cité en Estonie (70%), en Hongrie (65%) et à Malte (65%)<sup>244</sup>. Nous remarquons donc que l'immigration ne préoccupe pas que la Hongrie, c'est un sujet qui touche la grande majorité des pays européens, autant au niveau européen qu'au niveau national. Le pic de préoccupation est d'autant plus marquant en 2015, car elle devient la principale préoccupation européenne et ne s'est pas délogée depuis.

L'eurobaromètre de mars 2018 indique que l'immigration est encore la première préoccupation à l'UE, malgré que les flux migratoires aient diminué drastiquement<sup>245</sup>, avec le terrorisme en seconde position. Nous remarquons que malgré les tentatives de résolution du problème, les européens ne sont toujours pas satisfaits concernant l'immigration. Le sujet demeure également comme deuxième préoccupation nationale, soit exactement comme en 2016. Aussi, à part au Portugal, l'immigration semble être une problématique qui préoccupe beaucoup l'ensemble des pays européens. Un communiqué de presse de la Commission datant du 5 août 2019 concernant les résultats de l'eurobaromètre le plus récent (Printemps 2019) mentionne que l'immigration est encore la préoccupation principale à l'UE, mais que le changement climatique a remplacé le terrorisme à la seconde place<sup>246</sup>. Néanmoins, l'immigration est un sujet qui selon le plus récent des eurobaromètres préoccupe davantage les Hongrois que la moyenne européenne<sup>247</sup>, malgré que l'immigration soit prépondérante dans presque tous les pays.

Ces résultats concluent-ils sur le fait que la Hongrie soit eurosceptique, ou anti-UE? Concernant la vision de l'UE, les Hongrois ne semblent pas en avoir une mauvaise image. L'eurobaromètre 89 (Mars 2018) indique que 41% des Hongrois sondés ont une image totalement positive de l'UE, contre 38% neutre et 20% négative. Ces chiffres sont relativement bons comparé à certains autres pays. Celui du Printemps 2019 indique une augmentation de 9% avec 52% d'opinion positive de l'UE contre la moyenne européenne de 45%, et une baisse de 9% d'opinion totalement négative, valant désormais 11%.

---

<sup>244</sup> Commission européenne, Eurobaromètre Standard 86, page 33.

<sup>245</sup> Commission européenne, eurobaromètre 89 mars 2018.

<sup>246</sup> Commission européenne, opinion publique eurobaromètre 91 (pas encore diffusé en version consolidée), lien internet des documents :

<https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/survey/getsurveydetail/instruments/standard/surveyky/2253>

<sup>247</sup> *Ibid.*

Force est de constater que les citoyens hongrois ne sont pas des eurosceptiques invétérés. Ils ne souhaitent a priori pas quitter l'Union européenne. Ils n'en ont d'ailleurs pas une mauvaise image. Cependant, la question migratoire les préoccupe grandement. Le problème réside donc dans la résolution de la question migratoire plutôt que la méfiance en l'UE.

Des eurobaromètres, nous pouvons retenir que (1) l'immigration est la principale préoccupation des européens. (2) Les Hongrois n'ont pas une mauvaise image de l'Union européenne mais (3) l'immigration est un problème très important pour les Hongrois.

De façon globale, nous concluons grâce aux sondages de la Commission européenne que le focus sur les migrations n'est pas propre à la Hongrie mais à l'ensemble des citoyens de l'Union européenne qui, pour la plupart, considèrent l'immigration comme le principal problème européen depuis plusieurs années. Si l'immigration demeure le problème numéro un des européens, c'est que les résolutions apportées jusqu'ici ne sont pas suffisantes aux yeux de l'opinion publique. Nous pouvons donc ainsi comprendre la Hongrie qui, en plus d'être l'un des pays les plus tracassés par le problème de l'immigration, se focalise sur la question migratoire dans sa politique. Par cet angle de vue, nous comprenons que communiquer sur le sujet qui préoccupe le plus les européens n'est pas vide de sens, et que les résolutions prises au Sommet n'ont pas été concluantes vis-à-vis de la globalité des citoyens de l'Union européenne. Sans discuter du fond des discours de Monsieur Orbán, nous pouvons également comprendre le focus migratoire de la communication pour la campagne européenne de 2019, puisque l'immigration demeure ce qui semble être le problème le plus important dans l'UE pour les citoyens.

#### 10.4 La presse

Dans cette partie, nous avons étudié de plus près de langage que différentes presses emploient afin de qualifier la Hongrie et Viktor Orbán. Nous avons vu que les qualificatifs peuvent varier selon la couleur politique de la presse et le pays dans lequel elle est diffusée. Cette démarche est intéressante, car elle nous fait remarquer que la Hongrie peut être davantage dépeinte par des médias de gauche et relativisée par des médias de droite. Ainsi, l'image de la Hongrie peut varier en fonction de la presse que nous lisons : les lecteurs sont influencés par leurs lectures et qualifient la Hongrie telle qu'on leur a décrit. Les lecteurs des presses de gauche auront donc tendance à être extrêmement critiques vis-à-vis de la Hongrie,

et à qualifier Orbán avec des termes plutôt péjoratifs. Les lecteurs de droite, eux, auront tendance à relativiser l'impact des discours et des positions hongroises.

#### 10.4.1 En Belgique

##### *La RTBF*

Le service public de la radio et de la télévision pour la Communauté française de Belgique (RTBF) qualifie Orbán de *nationaliste* et *eurosceptique*<sup>248</sup> à campagne électorale *europophobe* diffusant de la *propagande* anti-Union européenne<sup>249</sup>. Le média affirme également que le gouvernement hongrois depuis 2010 penche vers l'autoritarisme et la xénophobie. Le service public belge francophone utilise donc des termes forts et majoritairement péjoratifs pour qualifier la politique hongroise et caractériser Viktor Orbán. Dans un autre article, le Fidesz est comparé à l'extrême droite espagnole Vox, et à l'antiféminisme violent<sup>250</sup>.

##### *Le Soir*

Le média Le Soir, du groupe Rossel, est un journal d'actualité belge. Il est défini comme un journal libéral et progressiste, plutôt centriste. Nous évoquerons trois articles afin de voir les tendances issues de ce journal. Le 30 juillet 2019, le journaliste Ludovic Lepeltier-Kutasi qualifie Orbán de "maître en son royaume"<sup>251</sup>. Il est décrit comme un "premier Ministre national-conservateur", tête de file de la tendance des démocraties illibérales. Les termes "autoritarisme", "euroscepticisme" et "europophobie" y sont absents. L'accent est mis davantage sur le terme "conservatisme". Paru dans Le Soir, Laure Mandeville (Le Figaro) décrit Orbán comme "génie de l'utilisation de l'histoire malheureuse" en décrivant les détails de l'histoire de la Hongrie vis-à-vis des Ottomans. L'article écrit par une journaliste d'une presse de droite explique que Orbán "parle au cœur des Hongrois, à leur sentiment national" et que le parti caracole 50% d'intentions de vote selon les sondages. Tout en argumentant en vue de disculper le gouvernement hongrois de positions trop à droites, elle écrit que le

---

<sup>248</sup> Service public belge RTBF, Viktor Orban et Jean-Claude Juncker, à couteau tirés, 20 février 2019.

<sup>249</sup> Jean-François HERBECQ avec Belga, *Hongrie : la Commission européenne réplique à la campagne europophobe de Viktor Orbán*, RTBF, 28 février 2019.

<sup>250</sup> Safia KESSAS, *Espagne : Vox, le parti d'extrême droite capitalise sur l'antiféminisme*, RTBF, 30 avril 2019.

<sup>251</sup> Ludovic LEPELTIER-KUTASI, *Au cœur de la Roumanie, le Hongrois Viktor Orban tel un maître en son royaume*, Le Soir, 30 juillet 2019.

Premier ministre "défend les valeurs chrétiennes et conservatrices soucieuse de l'intérêt national", et qualifie le gouvernement Orbán de "conservateur" omettant ainsi de mentionner le terme "national" utilisé par Ludovic Lepeltier-Kutasi<sup>252</sup>. En septembre 2018, Jurek Kuczkiewicz publia un article dans cette même presse discutant de Orbán comme d'un « dirigeant populiste » et comme « mouton noir » du PPE<sup>253</sup>. Un article publié en décembre 2018, Béatrice Delvaux interview l'auteur du livre "Orban. Europe's new strongman" mais ne prend pas elle-même position sur la politique hongroise<sup>254</sup>. Parmi les citations décrivant Orbán, nous retrouvons "un nationaliste qui a changé de ligne politique quand il a constaté qu'il n'y avait aucune chance de gagner les élections en étant libéral". Il est cependant décrit que la démocratie est toujours à l'ordre du jour en Hongrie "il y a des journaux, internet, on peut manifester, on peut même dire qu'il [Orbán] est un escroc". Le journal *Le Soir* semble donc plus mitigé quant au cas hongrois que le service public RTBF.

### *La Libre*

Le journal *La Libre* est, lui, un journal au passé catholique et aujourd'hui plutôt libéral et francophone. Corentin Léotard, correspondant à Budapest, a publié le 31 juillet 2019 un article sur la Hongrie. Il décrit le Premier ministre hongrois comme "dirigeant nationaliste" vantant la "liberté chrétienne". Marie Udrescu, autre journaliste de *La Libre*, évoque le terme "ultraconservateur" voulant "asseoir son régime illibéral" pour qualifier le dirigeant hongrois<sup>255</sup>. Elle affirme dans le même article qu'Orbán "[a] songé à créer une force eurosceptique et xénophobe au Parlement européen". Dans un autre article, *La Libre* diffuse un article de l'AFP le 4 mars 2019. Dans cet article, le chef du gouvernement magyar est défini comme "Premier ministre populiste". Nous constatons donc à travers ces trois différents articles que le numéro un hongrois y est davantage dépeint que dans les articles mobilisés du journal *Le Soir*. Néanmoins, *La Libre* semble plus tendre que la RTBF dans le choix des qualificatifs concernant la Hongrie de Orbán.

---

<sup>252</sup> Laure MANDEVILLE, *Sur les terres de Viktor Orbán, à la frontière entre partisans et détracteurs*, *Le Soir*, 21 mai 2019.

<sup>253</sup> Jurek KUCZKIEWICZ, *D'enfant terrible, Orbán devient le mouton noir du PPE*, *Le Soir*, 12 septembre 2018.

<sup>254</sup> Béatrice DELVAUX, *Orbán est un grand caméléon, sans morale*, *Le Soir*, 5 décembre 2018.

<sup>255</sup> Maria UDRESCU, *Après les médias et les universités, Orbán veut mettre au pas la recherche scientifique*, *La Libre*, 24 juin 2019.

## 10.4.2 En France

### *Le Monde*

Le Monde est un journal français classé au centre gauche de l'échiquier politique. Nous constatons dans un article écrit par le journaliste Blaise Gauquelin datant du 8 avril 2018<sup>256</sup> que le Fidesz est qualifié de « formation d'extrême droite ». Viktor Orbán, lui, est qualifié de « Premier ministre souverainiste » au « vocabulaire de guerrier ». L'apparente métaphore belliqueuse « guerrier » est appuyée à la suite de l'article en le qualifiant de « maître de Budapest [qui] régnera encore quatre années de plus ». Le Chef du gouvernement hongrois est associé à des termes analogues à ceux que l'on pourrait attribuer à des rois ou à des dictateurs. Dans les paragraphes suivants, Orbán est qualifié de « nationaliste hongrois » dans un paragraphe le mettant en lien avec Marine le Pen, cheffe de file de l'extrême droite française. Un autre article du 20 mars 2019 issu de *Le Monde avec AFP* semble néanmoins être beaucoup plus neutre, évoquant Orbán comme « dans le viseur de la droite européenne »<sup>257</sup>. Dans cet article, aucune mention péjorative ne s'y trouve.

### *L'Obs*

L'Obs – Le Nouvel Observateur est un journal français de gauche. Dans un article écrit par Baptiste Legrand et paru en février 2019<sup>258</sup>, nous pouvons lire que le chef du gouvernement « d'extrême droite » aurait « récusé tout métissage, refusant de voir la couleur de la Hongrie mélangée à celle des autres ». Nous basculons de la métaphore impériale aux discours belliqueux de Le Monde à un rapprochement explicite avec le racisme. Le même article prétend que les idées politiques hongroises sont « limitées par son idéologie nationaliste ». Le 12 septembre 2018, le journaliste Paul Laubacher qualifie Orbán de « Premier ministre hongrois ultraconservateur »<sup>259</sup>, en mentionnant cette fois les liens entre le chef du gouvernement hongrois et l'ancien Président des Républicains Laurent Wauquiez. Un autre article de l'Obs avec AFP de mai 2019 qualifie le Premier ministre hongrois de « souverainiste » au parti « national-conservateur ».

---

<sup>256</sup> Blaise GAUQUELIN, Hongrie : le nationaliste Viktor Orban triomphe aux législatives, *Le Monde*, 8 avril 2018.

<sup>257</sup> AFP, Le premier ministre hongrois , Viktor Orbán, dans le viseur de la droite européenne, *Le Monde*, 20 mars 2019.

<sup>258</sup> Baptiste LEGRAND, *Viktor Orbán refuse de voir la couleur des Hongrois « mélangée à celle des autres »*, *l'Obs*, 12 février 2019.

<sup>259</sup> Paul LAUBACHER, *Comment Viktor Orban fracture la droite française*, *L'Obs*, 12 septembre 2018.

## *Le Figaro*

Le Figaro est un journal français classé à droite de l'échiquier politique. Nous avons déjà mentionné les lignes plus « modérées » de la journaliste Laure Mandeville pour la presse belge Le Soir. La journaliste Anne Rován, dans un article de mars 2019, qualifie le Fidesz d'« enfant terrible » de la droite européenne, et lui attribue la définition de « parti nationaliste et anti-immigration »<sup>260</sup>. Le professeur de droit public à l'Université de Paris Frédéric Rouvillois a écrit un article dans Le Figaro en juillet 2019 concernant la Hongrie, se questionnant sur l'existence d'un lien entre les conservateurs et les populistes. Il y écrit que les conservateurs ont besoin des populistes pour gagner les élections contre les progressistes, et vice versa<sup>261</sup>. Nous ne sommes plus dans une comparaison du Fidesz avec une extrême droite raciste, mais avec une revendication de besoin des droites populistes pour les droites « modérées ». Le Figaro a également permis à Georges Karolyi, ancien Ambassadeur de Hongrie en France écarté de ses fonctions pour manque d'impartialité, d'écrire un article avec comme titre « ce que Orbán a voulu dire » en avril 2018<sup>262</sup>. Dans cet article, il répond aux critiques souvent adressées à Budapest. Dans cet article, il ne critique pas la Hongrie – qui apparaît plutôt comme une victime de *bashing* – mais les « professionnels du dénigrement de la Hongrie entraînant avec eux la cohorte des suiveurs qui n'ont pas cherché à en savoir plus »<sup>263</sup>. La suite de l'article omet d'attribuer des qualificatifs péjoratifs à propos du Fidesz, mais tente de rétablir une vérité à contre flot des accusations communément lues. Nous remarquons donc que Le Figaro, en plus d'être moins critique dans les qualificatifs attribués à la politique hongroise, donne également la parole aux personnes souhaitant défendre la Hongrie et relativiser l'image très à droite qu'elle renvoyait dans les médias de gauche.

## *Valeurs actuelles*

Valeurs actuelles est un magazine d'actualité français à la ligne éditoriale libérale-conservatrice et classé à droite (parfois extrême) de l'échiquier politique. Dans un article écrit en mai 2019, il est affirmé que Viktor Orbán est un dangereux extrémiste pour certains, mais un modèle pour d'autres. Les élus du Fidesz y sont qualifiés de « souverainiste », et les

---

<sup>260</sup> Anne ROVAN, *La droite européenne suspend Viktor Orbán, son « enfant terrible »*, Le Figaro, 21 mars 2019.

<sup>261</sup> Frédéric ROUVILLOIS, *Les conservateurs et les populistes ont-ils quelque chose en commun ?* Le Figaro, 4 juillet 2019.

<sup>262</sup> Georges KAROLYI, « *Démocratie illibérale* » : ce que Viktor Orbán a voulu dire, Le Figaro, 14 avril 2018.

<sup>263</sup> Ibid.

certains extraits mobilisés de politiciens RN et LR sont élogieux<sup>264</sup>. Dans un autre article d'avril 2019, le journaliste Bastien Lejeune affirme que l'ancien Président français Nicolas Sarkozy est allé à Budapest pour faire des emplettes au régime hongrois en affirmant entre autres que la Hongrie est un « grand pays démocratique » et que « gagner les élections trois fois de suite force le respect »<sup>265</sup>. Les qualificatifs péjoratifs sont absents. Dans un autre article écrit par Antoine Colonna en mars 2019, la suspension du Fidesz de la droite européenne est moins une réussite qu'un « piège que la droite se tend à elle-même ». Le Fidesz est qualifié de « droite conservatrice », et le titre de l'article est le provoquant et non impartial « Viktor Orbán suspendu du PPE, de début de la fin pour la droite européenne ». Nous pouvons lire dans la plupart des autres presses que la suspension du Fidesz était une bonne chose<sup>266</sup>. Nous constatons que la lecture de l'événement à travers valeurs actuelles nous donne une approche différente de cet événement.

#### 10.4.3 Les médias britanniques

##### *The Guardian*

The Guardian est un quotidien d'information britannique à la ligne éditoriale sociale-libérale (centre-gauche). Un article publié le 13 août 2019 qualifie le gouvernement hongrois de « far right » (extrême droite) et de manque de respect vis-à-vis de l'Etat de droit<sup>267</sup>. Un autre article de Timothy Garton Ash de juin 2019 titre que « Viktor Orbán is dismantling democracy » (Viktor Orbán démantèle la démocratie)<sup>268</sup>. Il définit le Premier ministre hongrois comme « de facto suprême leader » - langage similaire à celui que l'on pourrait utiliser vis-à-vis de Kim Jong-Un, le dictateur Nord-coréen – qui « demolish liberal democracy in his country over the last decade ». Il y décrit la Hongrie comme pays au « hybrid regime » et reconnaît que c'est « the most neutral description [he] can find ». A la suite de l'article, il compare également la loi sur les ONG au régime de Vladimir Poutine. Dans un autre article de juin 2019, Zsuzsanna Szelényi décrit Orbán comme ayant basculé de

---

<sup>264</sup> Valeurs actuelles, 17 mai 2019, lien en ligne : <https://www.valeursactuelles.com/politique/immigration-thierry-mariani-erige-viktor-orban-en-modele-107125>

<sup>265</sup> Baptiste LEJEUNE, *La droite au défi de Viktor Orban*, Valeurs actuelles, 3 avril 2019.

<sup>266</sup> Antoine COLONNA, *Viktor Orban suspend du PPE, le début de la fin pour la droite européenne*, Valeurs actuelles, 21 mars 2019.

<sup>267</sup> Daniel BOFFEY, *Hungary's far-right government vilifies Finland over rule of law inquiry*, The Guardian, 13 Aug. 2019

<sup>268</sup> Timothy GARTON ASH, *Europe must stop this disgrace : Viktor Orban is dismantling democracy*, The Guardian, 20 Jun. 2019

« courageous young democrat » à « created a hegemonic party-state that questions the relevance of democratic institutions in one country »<sup>269</sup>. Les qualifications du régime hongrois sont négatifs et alarmants.

#### V4NA

V4NA est un média en ligne anglophone récemment créé (décembre 2018) à Londres. Il a pour ambition de fournir “un point de vue conservateur, de droite, sur des informations clés de la politique, de l’économie et de tout domaine d’importance pour nos vies en Europe et dans le monde”. Il souhaite couvrir l’actualité “du point de vue du V4 (Visegrad). En explorant le site, nous pouvons constater que la plupart des titres sont manifestes d’une presse relativement pro-Orbán. Le 14 août 2019, un article détaille le PIB hongrois : en augmentation de 4,9%<sup>270</sup>. Le 13 août, un article développe que la Turquie menace d’inonder l’Europe de migrants<sup>271</sup>. Le 12 août, un article affirme que le fils de Georges Soros a fait une blague sur Hitler sur son compte instagram<sup>272</sup>. Et, la même date, que Soros exerce encore une pression sur tous les pays de l’UE<sup>273</sup>. Concernant les migrants, nous apprenons via un article du 11 août qu’ils sont source de tension entre Croates et Bosniaques<sup>274</sup>, qu’un réfugié irakien fait passer des migrants en Allemagne<sup>275</sup> et qu’un *lieutenant* de Soros en Macédoine est « chef d’une organisation criminelle tentaculaire »<sup>276</sup>. Les titres et descriptions suffisent à affirmer que le média V4NA oriente ses articles sur le problème migratoire et Georges Soros, ce qui est typique de la communication de Viktor Orbán. Les lectures faites sur V4NA propose effectivement une autre qualité d’information ainsi qu’un autre point de vue que les médias traditionnels.

---

<sup>269</sup> Zsuzsanna Szelényi, *I was once Orbán's ally. I despair at what he has done to Hungary*, The Guardian, 26 Jun. 2019.

<sup>270</sup> Media en ligne V4NA, lien : <https://v4na.com/fr/le-pib-hongrois-augmente-de-4-9->

<sup>271</sup> *Ibid.*, lien : <https://v4na.com/fr/la-turquie-menace-d-inonder-l-europe-de-migrants>

<sup>272</sup> *Ibid.* lien : <https://v4na.com/hu/hitlerrel-viccel-dik-soros>

<sup>273</sup> *Ibid.* lien : <https://v4na.com/hu/minden-unios-orszagra-nyomast-gyakorol-soros>

<sup>274</sup> *Ibid.* lien : <https://v4na.com/hu/migransok-okoznak-feszultseget-a-horvatok-es-a-bosnyakok-kozott>

<sup>275</sup> *Ibid.* lien : <https://v4na.com/hu/iraki-menekult-csempeszett-embereket-nemetországba>

<sup>276</sup> *Ibid.* lien : <https://v4na.com/fr/le-lieutenant-de-soros-en-macedoine-chef-d-une-organisation-criminelle-tentaculaire->

### *The Daily Telegraph*

The Daily Telegraph est un quotidien d'information britannique et soutien du Parti conservateur. Un article de mars 2019 écrit par James Crisp qualifie le Fidesz de parti « right-wing » (droite)<sup>277</sup> et absente les qualifications négatives que l'on pouvait retrouver dans The Guardian. Cependant, un article de Roland Oliphant datant décembre 2018 qualifie Orbán de « populist prime minister of Hungary »<sup>278</sup> mettant en péril la démocratie dans le futur. Un autre article datant de mai 2019 écrit qu'est en train d'émerger en Hongrie un « climate of fear, inside a dying democracy propped up by the EU »<sup>279</sup>. Il semblerait que malgré la couleur politique du Telegraph, certains journalistes semblent ne pas peser leurs mots concernant la Hongrie, ce qui était moins le cas dans Le Figaro en France.

#### 10.4.4 Les médias allemands

##### *Faz*

Le Frankfurter Allgemeine Zeitung (Faz) allemand est l'un des trois quotidiens allemands les plus lu. Il est indépendant de tout parti politique, bien que sa ligne directrice soit plutôt libérale et conservatrice. Dans un article datant de juillet 2019, Il est expliqué que la Commission européenne prévoit de sanctionner financièrement la Hongrie à cause de sa loi de juin 2018 qui menace le travail des organisation d'aide à l'immigration illégale<sup>280</sup>. L'article est assez neutre, sans jugement de valeurs ni termes péjoratifs qualifiant le régime hongrois d'extrême droite ou de raciste. Un autre article écrit par Peter Sturn datant du même jour réclame le respect des règles de l'Union européenne que la Hongrie semble tenter d'éviter<sup>281</sup>. Les termes péjoratifs et les qualificatifs non élogieux que l'on a déjà pu lire dans d'autres presses y sont également absents. Cependant, cette presse allemande semble énumérer des faits de façon neutre. De ce fait, elle ne semble pas non plus essayer de justifier les positions hongroises.

---

<sup>277</sup> James CRISP, *EPP votes to suspend Hungary's ruling Right-wing Fidesz party*, Telegraph, 20 march 2019.

<sup>278</sup> Roland OLIPHANT, Balazs CSEKO, *Challenge to Hungary's strongman Viktor Orbán as "slave lawé protests rock Budapest*, Telegraph, 17 december 2018.

<sup>279</sup> Peter FOSTER, *A "climate of fear" : Hungary, inside a dying democracy propped up by the EU*, Telegraph, 29 may 2019.

<sup>280</sup> Frankfurter Allgemeine Zeitung fur Deutschland, 26/7/2019, lien : <https://edition.faz.net/faz-edition/seite-eins/2019-07-26/105842075e0b4b15f46fa032bb1c021b/?GEPC=s5>

<sup>281</sup> Frankfurter Allgemeine Zeitung fur Deutschland, 26/7/2019, lien : <https://edition.faz.net/faz-edition/politik/2019-07-26/a0e5dfb5a920bb8b1b4dc36e9174d529/?GEPC=s5>

### *Die Welt*

Die Welt, de ligne éditoriale conservatrice, est le deuxième journal le plus lu en Allemagne. Dans un article paru en août 2019, il est qualifié de « nationaliste » tout en contrastant ce terme qui paraît communément péjoratif avec l'information selon laquelle il félicite une mère de sept enfant (Ursula Von der Leyen) à la tête de la Commission<sup>282</sup>. Dans d'autres articles concernant le cas hongrois au sein du PPE, les informations concernant la Hongrie ressemblent à celles du journal Paz : relativement neutres, où les dénominations péjoratives sont absentes.

### *Süddeutsche Zeitung*

Le troisième journal le plus lu en Allemagne est Süddeutsche Zeitung, de ligne éditoriale libérale gauche. A travers cette presse, nous pouvons lire le premier mai 2019 qu'Orbán « est en harmonie avec Trump » et comme « leader national de droite » ainsi que « conservateur ». Aussi, le même article mentionne que le Chef du gouvernement hongrois fait des louanges au « ministre controversé Salvini »<sup>283</sup>. Dans un article du 21 février 2019, nous apprenons également que Manfred Weber est « agacé et ne comprend pas » la Hongrie. Il est écrit qu'Orbán s'éloigne du PPE, mais les adjectifs négatifs y sont également absents<sup>284</sup>.

#### 10.4.5 Analyse comparative des différents informations

De façon générale, nous pouvons affirmer que :

- Les qualificatifs concernant le gouvernement hongrois et son Premier ministre varient selon la nationalité et la couleur politique des presses. Par exemple, la presse française de gauche utilise des termes très péjoratifs pour qualifier Viktor Orbán - l'associant parfois au nazisme – alors que la presse de gauche allemande reste relativement neutre. La presse de droite semble plus tolérante ou modérée lorsqu'elle évoque le cas hongrois. Un espace de liberté d'expression est également autorisé pour des personnes qui défendent le régime Orbán dans Le Figaro.

---

<sup>282</sup> Boris KALNOKY, Orbans Begeisterung fur die Ubermutter, Die Welt, 1/8/2019.

<sup>283</sup> Süddeutsche Zeitung, 1/5/2019, lien : <https://www.sueddeutsche.de/politik/orban-salvini-ungarn-trump-migration-evp-1.4429055>

<sup>284</sup> Süddeutsche Zeitung , 21/2/2019, lien : <https://www.sueddeutsche.de/politik/evp-orban-weber-1.4340528>

- La presse allemande semble beaucoup plus impartiale que les autres concernant le cas hongrois, malgré que la chancelière allemande soit l'une des principales opposantes du régime Orbán. Les autres presses sont plus divisées en fonction de leurs lignes éditoriales.
- Cependant, certains qualificatifs sont récurrents malgré les divergences politiques. Les plus lus sont « nationalistes », « souverainistes », « conservateurs » et « droites ». Néanmoins, les presses de gauches et le service public belge RTBF n'hésitent pas à aller plus loin dans leur terme, en qualifiant le régime Orbán d'extrême droite, d'ultraconservateur, xénophobe voire raciste.

Ainsi, le lecteur est influencé à cause de la couleur politique de la presse qu'il lit, et du pays dans lequel il lit la presse. Un lecteur du *Nouvel Observateur* sera informé de la situation en Hongrie par des articles aux dénominations extrêmes, tandis qu'un lecteur de *Valeurs actuelles* aura tendance à lire l'actualité à travers une plume plus compréhensive voire justificative.

Le « rideau de fer idéologique » est finalement plus manifeste d'un clivage idéologique traditionnel : entre la gauche et la droite. Bien que les informations soient différemment véhiculées entre *V4NA* et *The Daily Telegraph*, la couleur politique de la presse influence le lecteur autour d'une idéologie qui est moins souvent une incompréhension qu'un profond désaccord entre les personnes de gauche et les personnes de droite sur l'échiquier politique. Quand bien même, l'aveux d'incompréhension de la Hongrie mentionné dans le journal *Süddeutsche Zeitung* témoigne que cet enjeu est quand même un problème qui sépare la Hongrie des autres pays.

## 11. Entretiens

La pertinence de ces deux différents entretiens est de montrer l'approche différente qu'un hongrois *lambda* peut témoigner comparé à un politicien belge. Nous verrons que la Hongrie est décrite de deux manières différentes. Le premier témoignage expliquera ce qu'un polgár (citoyen classique) peut penser. Il sera ensuite contrasté par les propos politiques de Gaëlle Smet, membre du MR et collaboratrice d'Olivier Chastel. Nous remarquerons une différence vis-à-vis de la perception de la Hongrie à travers les deux entretiens, ce qui nous permettra de comprendre davantage qu'il existe un écart entre certains citoyens hongrois et

certaines personnalités politiques belges. Aussi, le premier entretien nous permettra de comprendre davantage ce qu'un Hongrois peut penser.

### 11.1 Entretien informel, 26 juillet 2019

Lors d'un entretien avec un agent contractuel de la Commission européenne, j'ai été mis en relation avec une Hongroise travaillant dans l'interprétariat au sein des Institutions, et également ancienne professeure de Hongrois en Belgique. Elle était accompagnée d'un maçon hongrois, ainsi qu'un fonctionnaire européen franco-hongrois, préférant rester anonyme pour des raisons d'image. Ma première phrase fut l'annonce de mon interpellation : "je suis ici pour discuter avec vous de la politique hongroise et de Viktor Orbán". Instantanément, les trois Hongrois croisèrent leur bras, et fermèrent leur visage. Les premières réponses furent très brèves, comparables à des diplomates craignant de perdre leur travail. Lorsque j'ai demandé pour la première fois "que pensez-vous de Viktor Orbán?" ces derniers se sont efforcés de m'en décrire du négatif. Le maçon me dit "je ne comprends pas son rapprochement avec les Russes, nous en avons assez des Russes !" et l'interprète hongroise "j'ai déjà pu prendre l'avion avec lui, il n'est pas des plus agréables, il m'a également bousculé quand nous descendions". Comprenant que je ne tirerais rien de cet entretien si je ne les mettais pas en confiance, j'ai donc discuté des problématiques que j'avais déjà pu développer dans mon travail. Que la question de recherche portait sur la compréhension de la Hongrie, et que je n'étais pas ici pour les juger. J'ai énuméré des villes hongroises déjà visitées, et leur ai confié mon nom de famille, de provenance hongroise. Un phénomène sociologique intéressant eut alors lieu : tous les trois ont décroisé les bras, presque en même temps. Ils ont également commencé à sourire, voire à être tactile avec moi, me touchant l'épaule et les mains à plusieurs reprises. Enfin, la deuxième partie de l'entretien a été plus fructueuse. Sur la question migratoire, l'ancienne professeure se décomplexa : "les Belges ne savent pas ce que c'est, ils n'ont jamais connu de vague migratoire de cette ampleur. Les personnes qui ne sont pas aux frontières de l'Union européenne ne peuvent pas concevoir que des milliers de personnes traversaient nos rues, villages comme villes, tous les jours. Ils jetaient ce que nous leur offrions, nourriture comme langes pour leur enfant. Ils ne voulaient pas rester, ils voulaient aller en Allemagne. Les refuser, ce n'est pas nous protéger nous, mais protéger l'Allemagne. Et en passant, ils vandalisaient nos champs. Même pas pour manger les céréales, juste pour le plaisir de détruire. Je les ai vu de mes propres yeux". La

reprenant sur l'aspect passager de la migration, celle-ci a surenchéri : "vous savez, quand moi j'ai migré en Belgique, c'était beaucoup plus difficile. C'était des mois d'attente, plein de papier. Il fallait des nerfs de fer, et beaucoup de détermination pour migrer en Belgique. Et on trouvait ça normal, autant les Belges que nous les Hongrois. Aujourd'hui, les gens rentrent comme si l'Europe était un grand moulin." Sans que je n'intervienne dans la discussion, le fonctionnaire franco-hongrois complète une question posée avant : "et vous savez, Viktor Orbán, ce n'est pas que l'immigration. C'est un stratège économique. Il a refusé les aides du FMI et a fait pression sur les banques européennes. Il a agi autrement que par soumission comme les autres banques européennes. J'ai alors demandé des approfondissements vis-à-vis de la gestion socialiste de la Hongrie dans les années 2000. Les trois interlocuteurs grimacèrent. Sur l'ancien Premier ministre Ferenc Gyurcsany, l'avis est unanime : corruption, mauvaise gestion. Le maçon complète : "et sa femme est vice-Présidente du Parlement européen", suivi de quelques phrases qu'il m'a été demandé de ne pas noter, mais qui témoignaient d'un euroscepticisme explicite : une comparaison du gouvernement corrompu de Gyurcsany avec sa femme qui est vice-Présidente du Parlement et donc, de façon sous-entendue, imprégnée de la culture de la corruption elle-aussi. J'ai terminé par demander pour qui ils votaient en Hongrie. L'interprète hongroise ainsi que le maçon votent pour le Fidesz. Le fonctionnaire, lui, vote pour Mouvement Momentum, mais n'est pas anti-Fidesz.

De cet échange, nous pouvons en tirer plusieurs choses. D'abord, une prudence politique vis-à-vis de leur avis, témoignant que pour une catégorie de Hongrois, voter Fidesz reste tabou même si cela fait partie de leur conviction. D'après une étudiante polonaise à l'Université de Louvain, le phénomène du tabou concernant les votes pour des partis national-conservateur comme le Fidesz est également présent en Pologne pour les électeurs du PiS. Ensuite, une ouverture avec des personnes qui partagent une identité commune : ils se sont ouverts entre autres parce que mon nom de famille provenait de la Hongrie. Mais surtout, concernant la politique migratoire : les deux électeurs Fidesz et l'électeur Momentum n'ont pas critiqué la politique migratoire de Monsieur Orbán. Au contraire, ils la justifiaient.

## 11.2 Entretien au siège du MR

La personne que nous avons rencontré lors de cet échange est Madame Gaëlle Smet. L'entretien a principalement tourné autour de l'Union européenne, est-elle suffisamment

démocratique et assez représentative ? Pour elle nul doute : « l'UE est un espace de high standard démocratique et de respect des Droits de l'Homme ». Elle affirme ensuite que s'il n'y a plus eu de guerre sur le continent européen depuis la deuxième guerre mondiale, c'est grâce à la construction européenne. Cependant, l'Union européenne n'est pas un acquis démocratique, il faut garder une vigilance accrue et l'article 7 du Traité sur L'Union européenne permet de sanctionner les Etats membres qui se détournent des valeurs de l'Union. C'est à ce moment-là que nos interlocuteurs parlent pour la première fois de la Hongrie : celle-ci ne respecte pas l'Etat de droit. C'est sur ce constat qu'ils affirmeront que la démocratie dans l'Union européenne est perfectible. Afin de s'améliorer, l'intervenante met en exergue la proposition de Didier Reynders de l'examen périodique. Cet examen « permettrait de faire un check pour savoir ce qu'on peut améliorer ». La démocratie s'entretient et « doit être protégée des eurosceptiques et des fake news ».

Concernant Viktor Orbán, elle affirme que « ce n'est pas parce qu'on est élu démocratiquement qu'on peut tout faire [...] ce n'est pas parce qu'on est Président qu'on peut changer à sa guise la Constitution. [...] personne ne devrait être au-dessus des lois ». Le régime Orbán « fait pression sur les juges et les parlementaires » et, de ce fait, instrumentalise le droit. Cependant, elle reconnaît « l'Histoire compliquée et dramatique » de la Hongrie, qui a connu des régimes totalitaires, des invasions et des problèmes de minorité importants.

### 11.3 Analyse des deux entretiens

A travers la position hongroise et la position belge, nous nous rendons compte que le discours change. Les Hongrois se sont concentrés sur la justification des positions hongroises en expliquant leur vécu. Les questions autour de l'Union européenne étaient directement redirigées vers l'intérêt hongrois et la volonté d'être mieux compris. De son côté, Gaëlle Smet dirigeait bien souvent les discussions sur la Hongrie autour des valeurs de l'Union et du respect de celle-ci. Bien qu'elle reconnaisse l'histoire douloureuse de la Hongrie, celle-ci se montre en désaccord avec celle-ci en appuyant le fait que pour éviter que des dérapages sur l'Etat de droit ait encore lieu, l'Union européenne devrait instaurer le principe d'examen périodique sur l'Etat de droit et la démocratie.

Nous avons donc deux approches différentes selon la nationalité des répondants. Une approche centrée sur la Hongrie, une autre centrée sur l'Union européenne.

## 12. Conclusion

Cette recherche a pu mettre en exergue plusieurs éléments de compréhension de la Hongrie. La conclusion sera rédigée en suite d'arguments issues des résultats de la recherche. Elle sera ensuite terminée par un paragraphe questionnant l'avenir de la Hongrie dans l'Union.

Nous avons constaté que le Fidesz de Viktor Orbán est devenu un parti de gouvernement à partir du moment où la ligne idéologique du parti a basculé du libéralisme au conservatisme. Ce constat nous a mené à comprendre que les valeurs hongroises étaient moins imposé par un dirigeant autoritaire que par un peuple, qui a encouragé le virage conservateur du Fidesz par les urnes.

La recherche autour de l'identité s'est concentrée sur les caractéristiques de l'identité collective hongroise pertinentes vis-à-vis de la problématique, c'est-à-dire de la migration et de la souveraineté. La seule identité personnelle ayant été abordée est celle du Premier ministre qui, nous avons vu, caméléonne en fonction des idées qui lui permettent d'être réélu aux plus hautes fonctions.

La majorité des électeurs hongrois sont des électeurs de droite. Cette tendance politique s'explique de plusieurs manières. D'abord, le scandale de corruption du parti socialiste hongrois a complètement discrédité la gauche hongroise. Ensuite, le passé communiste hante toujours les mémoires vives hongroises. Viktor Orbán continue d'emblématiser l'image du révolutionnaire qui demandait aux soviétiques de partir. Il est donc vu comme le gardien de la souveraineté hongroise, chérie des citoyens magyars, ou comme le De Gaulle hongrois. Aujourd'hui encore, son opposition aux Institutions européennes est très bien vue dans l'opinion publique hongroise, comme elle l'était à l'époque soviétique. L'électeur qui ne vote pas Fidesz vote en second lieu pour l'extrême droite Jobbik, aux discours sur l'immigration et la souveraineté similaires à ceux du Fidesz. Les votes Jobbik confirment qu'une grande majorité des Hongrois sont des électeurs de droite. Mais il ne faut pas perdre de vue que cette affirmation n'est pas inéluctable, puisque la Hongrie a connu deux gouvernements socialistes au début des années 2000. Cela fait écho à la dimension évolutive de l'identité politique hongroise.

La Hongrie voit l'avenir de sa nation au sein de l'Union européenne. Mais bien qu'il n'ait jamais été question de quitter l'Union, celle-ci tend à se penser autrement qu'à travers les

valeurs de l'Union énumérées dans les premiers articles du droit européen. La Hongrie de Viktor Orbán développe davantage la notion de magyarité, qui tend à opposer une Hongrie protectrice de l'identité européenne face à la civilisation occidentale déracinée et décadente. La Hongrie prétend défendre les frontières de l'Union européenne face au nouvel envahisseur, le migrant musulman. Elle critique les dirigeants européens d'être trop laxiste, voyant dans le migrant un risque de fracture de la culture et de l'identité européenne et hongroise. L'opposition aux migrations n'est pas une manifestation de xénophobie exacerbée ou de racisme, Viktor Orbán n'a à l'heure actuelle jamais parlé de la couleur de la peau des migrants. Elle est plutôt une volonté de sauvegarde des valeurs chrétiennes et du mode de vie européen et hongrois.

La Hongrie est aujourd'hui accusée de ne plus respecter l'Etat de droit et la démocratie telle qu'entendue dans l'Union européenne. En effet, l'avenir de la Hongrie se pense moins dans la valeur de la démocratie libérale telle que l'on peut l'entendre dans l'Union que dans la démocratie illibérale, inspirée d'Etats forts aux économies en voie de développement comme la Chine ou Singapour. Cette nouvelle vision de l'avenir de la philosophie de l'Etat hongrois proposé par l'apparent indélogeable Premier ministre indique que la perspective d'avenir entre les Etats membres de l'Union et la Hongrie semble s'éloigner d'un consensus. Récemment, le Parlement européen a d'ailleurs voté le rapport Sargentini, qui constate une violation de l'Etat de droit en Hongrie.

La réticence à la migration est manifeste également d'un argument économique. Le migrant, et donc pas le réfugié, est qualifié d'individu cherchant de meilleures conditions de vie ailleurs que chez lui. La Hongrie comprend, mais ne peut pas les accepter. Cet argument est justifié par le fait que la Hongrie a dû faire des réformes économiques drastiques afin de correspondre aux normes européennes, et ne voit pas pourquoi les lourds efforts devraient être partagés avec des personnes qui ne fuient pas la guerre et viennent profiter du fruit de leurs efforts.

Le rejet du système de relocalisation des migrants se justifie sur l'argumentaire souverainiste, étant que la Hongrie, de par son passé difficile avec les tutelles extérieures, n'acceptent pas qu'une Institution puisse lui imposer un quota de migrant à intégrer. Cependant, la réticence à l'aspect communautaire de l'Union se manifeste surtout dans la politique migratoire, la Hongrie étant bon élève dans d'autres domaines.

Le migrant musulman est opposé au chrétien hongrois. Le polgár hongrois s'oppose aux migrants car il a peur de la relativisation culturelle ou du multiculturalisme, puisqu'il n'a historiquement jamais vraiment pu la vivre en disposant de son pays et n'a jamais vraiment connu de migrations, mais plutôt des invasions. L'immigration extra-européenne est vue comme un risque d'extinction de l'identité hongroise et des valeurs chrétiennes de l'Europe. L'identité hongroise manifeste continuellement l'angoisse de la disparition, son rejet de la migration est une réaction de protection. Cependant, la migration intra-européenne semble ne pas poser problème, et le pays est membre de l'espace Schengen. Ce n'est donc pas une nationalisme sclérosé qui ne tolère aucun étranger.

Le monde chrétien est divisé sur la question hongroise : certains la comprennent et y adhèrent, d'autres la rejettent en rappelant qu'être chrétien, c'est savoir faire preuve d'hospitalité. L'hospitalité est le courant emblématisé par Angela Merkel, tandis que la sécurité est celui par Viktor Orbán

La Hongrie est le deuxième pays à avoir le plus été touché par le nombre de demandes d'asile lors de l'éclatement de la crise de 2015. Enormément de personnes ont également franchi illégalement la frontière serbo-hongroise. Elle s'est sentie surmenée et devait défendre les frontières européennes et nationales. Le fait d'avoir vécu les vagues migratoires en tant que pays frontalier de l'Union rend l'expérience de la crise migratoire plus vive qu'en Belgique, qui n'est pas un pays possédant une frontière avec les pays extérieurs de l'UE.

La politique du gouvernement Orbán est soutenue dans l'opinion publique. Bien que des oppositions existent, le référendum de 2016 démontre que plus de 98% des participants plus de 40% des électeurs en Hongrie cautionnent le refus du système de relocalisation. Aussi, les scores du Fidesz sont imposants : cela fait trois élections consécutives que le parti gagne les élections et gouverne presque seul le pays. La radicalisation des discours constaté lors des dernières campagnes électorales n'ont pas joué en défaveur du Fidesz, puisque le nombre de vote pour le parti a augmenté comparé à 2014, et ce même si le pourcentage d'électeurs se rendant aux urnes était croissant.

La campagne anti-Soros doit se comprendre plus comme une campagne anti-immigration et pro-souveraineté que comme une campagne antisémite ou raciste. Bien que les affiches soient douteuses, Georges Soros était la cible du gouvernement non pas pour ses apparentes origines juives mais pour le financement des ONG qui aident les migrants à franchir illégalement les frontières hongroises.

Bien que la différence entre migrant et réfugié soit ambiguë, force est de constater que des réfugiés sont acceptés en Hongrie. En 2017, 1300 réfugiés ont été acceptés, soit exactement le quota que réclamait la Commission. Le problème semble donc être le migrant plutôt que le réfugié.

La Hongrie possède un passé douloureux vis-à-vis des invasions et des ingérences étrangères dans ses affaires politiques. Elle n'a que récemment retrouvé sa pleine souveraineté lors de la chute du communisme. Parler d'Etats-Unis d'Europe fait peur à la Hongrie, qui angoisse à nouveau de ne plus avoir son mot à dire sur la politique nationale et de ne plus pouvoir contrôler des choses prépondérantes au sein des frontières nationales, comme la sécurité ou le contrôle des personnes qui s'y trouvent

Le rapport Sargentini met en exergue un monde politique qui n'est pas monolithique sur le cas hongrois. Même au sein de la même famille politique, le Fidesz clive les opinions. Le rapport démontre cependant que les eurodéputés peuvent être rebelles vis-à-vis de la consigne de vote et que la Hongrie de Orbán est davantage soutenue par les Conservateurs et Réformistes européens ainsi que par les groupes politiques plus à droite, voire d'extrême droite. L'analyse du rapport Sargentini nous montre également que le cas hongrois est une question d'affinité idéologique, et pas seulement de l'incompréhension stricte de son identité et son histoire. De plus, ce rapport démontre que des partis occidentaux peuvent saluer la politique de Orbán tout comme des partis d'Europe centrale peuvent critiquer sa politique. Le rideau de fer idéologique manifestant une incompréhension se traduit donc par un clivage idéologique – qui, lui, est compris, et qui démontre que la vision de l'Europe selon Orbán n'est pas dominante au sein de l'UE.

Les relations entre Viktor Orbán et la Commission européenne sont mauvaises, compte tenu d'une part du problème de souveraineté et d'autre part, d'une mauvaise entente entre le Président sortant Jean-Claude Juncker et le Premier ministre hongrois confirmé, Viktor Orbán. Les relations entre la Hongrie et l'Institution ne promettent pas de s'améliorer au vu de la feuille de route de la future Présidente, Madame Ursula Von der Leyen, bien qu'Orbán l'ait félicité pour son élection. Les relations avec le Président du Conseil européen sont, elles, à relativiser, puisque le Conseil européen est un organisme intergouvernemental et que les dirigeants sont là pour défendre les intérêts de leur pays. Le Président du Conseil européen est plus un médiateur de débat qu'un acteur, les éventuelles mauvaises relations ont beaucoup moins d'importance que celles avec la Commission européenne.

Les informations véhiculées sur la Hongrie varient selon les dirigeants politiques et la couleur politique de la presse, les journalistes rédigeant les articles et le pays dans lequel les presses sont diffusées. Les presses aux lignes éditoriales conservatrices auront tendance à utiliser des qualificatifs plus tendres que les presses de gauches, qui auront tendance à exagérer les termes péjoratifs. La partialité des adjectifs s'accroît au plus les journaux s'ancrent dans un courant politique : ainsi, l'Obs (très à gauche) comparera le courant Orbán à l'antiféminisme et aux théories raciales, pendant que Valeurs actuelles (très à droite) décrira la situation hongroise comme élogieuse et positive. Le lecteur est donc influencé par la presse qu'il lit. Aussi, nous avons constaté que les médias allemands étaient plus neutres dans leur façon d'écrire que les autres. Cela suppose par exemple que les lecteurs allemands de SZ seront plus tolérants que les autres lecteurs des presses de gauche. La Hongrie se comprend donc différemment à travers différentes presses.

Enfin, les entretiens nous ont démontré que les thématiques européennes et la vision de Orbán variaient selon la nationalité des personnes interrogées. Les Hongrois interrogés ont eu tendance à rapporter les questions sur l'Union européenne autour de la Hongrie afin de se justifier. Aussi, ils cautionnaient la politique migratoire du gouvernement. Madame Smet, elle, centrait l'entretien sur les valeurs de l'Union et affirmait que la Hongrie devait se tenir dans celles-ci. Bien que consciente de l'histoire de la Hongrie, elle réclamait l'intransigeance en vertu de l'Etat de droit, ce que les Hongrois ont omis de mentionner. Cela laisse penser que les Hongrois sont moins attachés à l'Etat de droit que les citoyens occidentaux et, bien qu'attaché à leur démocratie, la plupart des Hongrois ne voient pas d'inconvénients à ce que le modèle étatique soit pensé différemment que selon le paradigme des Etats membres de l'Union européenne.

Ce travail a donc tenté de comprendre la Hongrie depuis l'élection de Viktor Orbán sur les questions de migrations et de souveraineté. Bien qu'il ait été orienté dans une démarche compréhensive, certaines choses qui se passent en Hongrie peuvent encore sortir du sens commun. Lorsque nous avons compris pourquoi la Hongrie agit comme tel, il demeure que nous pouvons rester opposé à ce qu'il s'y passe. Car même si le rideau de fer compréhensif est dissipé, le cas hongrois reste finalement une question de point de vue politique.

## 13. Bibliographie

### Monographie

BARTH Frederik, *Ethnic Groups and Boundaries*, The Social Organisation of Cultural Difference, éd., Boston, 1969

BARTHES Roland, *Bruissement de la langue*, Paris, Seuil, 1984

BOURDIEU Pierre, *Le sens pratique*, Collection Le sens commun, Paris, 1980, p. 87-109

CAMBIER Alain, *Qu'est-ce qu'une civilisation ? (Chemins philosophiques)*, Paris, Vrin, 2012

DE BRABANDERE Luc, *Les mots et les choses de l'entreprise*, s.l., Editions Mols, 2012, p. 44

FERRY Jean-Marc, *L'Europe, la voie kantienne*, Essai, éd. Cerf, Coll. Humanités, 2006

Paul FREGOSI, *Jihad in the West : Muslim Conquests from the 7th to the 21st Centuries*, Part. VII : "By Land and By Sea". NY : Prometheus Books (1998)

GRAVOUIL Jean-François, *L'identité, une construction relationnelle*, p. 23-34

GOFFMAN Ervin, *Stigmaté*, Les usages sociaux des handicaps, Broché, Paris, 1975, p.127

HALPERN Charlotte, *Faut-il en finir avec l'identité ?* dans 'Identité(s). L'individu, le groupe, la société', Auxerre, 2004, p.11-20.

JAVEAU Claude, *Masse et impuissance. Le désarroi des universités*, Bruxelles, 1998.

JOVA Pierre, , *Les chrétiens face aux migrants. Enquête*, Éditions Tallandier, Février 2019.

KOHL Helmut, *Aus Sorge um Europa*, éd. DROEMER, 2014.

LENDVAI Paul, *Orbán, Hungary's strongman*, 1<sup>st</sup> éd.

MOLNAR Miklos, *Histoire de la Hongrie*, édition Perrin, collection Tempus, septembre 2004

MORAVCSIK Andrew, *The choice of Europe*, 1998.

MUCCHIELLI Alex, *L'identité* (Que Sais-Je ?, 2288), Paris, PUF, 1986

OPPENHEIMER A., "Identité" dans *Dictionnaire international de la psychanalyse*, I, A. De Mijolla dir., Paris 2002, p. 783-784

POINSSOT Amélie, *Dans la tête de Viktor Orban*, Essai, dir. Michel Parfenov

PONS Françoise, *Hongrie, L'angoisse de la disparition*, Collection l'Ame des peuples, 2016.

RAMET Sabrina, *Central and Southeast European Politics since 1989*, Cambridge, p. 79 et 214-215

RICOEUR Paul, *Le 'soi' digne d'estime et de respect*, dans *Autrement*, 10 (1993), p. 89-99.

ROCHER Guy, *Introduction à la sociologie générale*, Montréal (Quebec), Canada, Editions H.M.H., 1969

ROY Olivier, *L'Europe est-elle chrétienne?*, Éditions du Seuil, janvier 2019.

STERNHELL Zeey, *Les Anti-Lumières : du XVIII e siècle à la guerre froide*, Paris, Fayard, 2006

STOLZ Joëlle, *Hongrie, l'apprentie sorcière du nationalisme*, Paris, Éditions du Cygne, 2012.

Ouvrage collectif

CAMUS Jean-Yves et LEBOURG Christophe, *Les Droites extrêmes Europe*, Seuil, novembre 2015

FEJTO François, avec la collaboration de KULESZA-MIELKOWSKI Ewa, *La fin des démocraties populaires, les chemins post-communistes*, Paris, Seuil, 1992, 568 pages.

FRANCKEN Theo, VERMEERSCH Joren, *Continent sans frontières, La migration en 24 questions & réponses*, éd. Jourdain 2019, page 9

HOERDER Dirk (dir.), GARCIA Dominique, LE BRAS Hervé, *Migrations et contacts culturels*, Dans *Archéologie des migrations* (2017), pages 359 à 374

KAHN Sylvain, LEVY Jacques, *Le Pays des Européens*, avril 2019, éd. Odile Jacob

KAUFMANN Jean-Claude, art. Identité, dans *Dictionnaire des sciences humaines*, publié sous la direction de MESURE Sylvie et SAVIDAN Patrick, Paris, Quadrige/PUF, 2006, P.595

KENDE Pierre et SMOLAR Alexandre (dir.), *La Grande Secousse : Europe de l'Est 1989/1990*, Paris, CNRS Editions, 1999

LAHIRE Bernard, art. *Culture*, dans *Dictionnaire des sciences humaines*, publié sous la direction de MESURE Sylvie et SAVIDAN Patrick, Paris, Quadrige/PUF, 2006.

ROEKENS Anne, Les identités collectives, l'apport des sciences sociales, dans Questions d'histoire contemporaine. Conflits, mémoires et identités, sous la direction de VAN YPERSELE Laurence, Paris, PUF, 2006, p. 77-88.

VAN YPERSELE Laurence et KLEIN Olivier, Les stéréotypes, dans Questions d'histoire contemporaine. Conflits, mémoires et identités, sous la direction de Laurence VAN YPERSELE, Paris, PUF, 2006, p. 65-75

#### Revue scientifique

Magda ADEM, György LITVAN, Mária ORMOS (dir.), *Documents diplomatiques français sur l'histoire du bassin des Carpathes 1918-1932*, vol. I, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1993, p. 66-68

Robinson BAUDRY, Jean-Philippe JUCHS, *Définir l'identité*, revue Hypothèses 2007/1 (10), pages 155-167

Louis-Jacques DORAIS, La construction de l'identité, dans Discours et constructions identitaires, dir. Denise DESHAIES et Diane VINCENT, Laval, Les Presses de l'Université Laval, 2004

Pal FODOR, *La Hongrie face aux Turcs*, La Nouvelle Revue d'histoire, n°87 de novembre-décembre 2016, p. 36-38.

James HEADLEY dans *Perceptions of the Ukraine Crisis : a clash between a modern Russie and a Postmodern European Union ?* 2018, 23 European Foreign Affairs Review, 1/1, pp. 101-117.

Ahmet INSEL, « La post-démocratie. Entre gouvernance et caudillisme », *Revue du Mauss*, n° 26, 2005.

Anne-Marie LOSONCZY, *La muséification du passé récent en Hongrie post-communiste : deux mises en spectacle de la mémoire*, article paru dans la revue d'étude comparative Est-Ouest, année 2006, pp. 97-112.

Christophe MAJASTRE, *The Struggle for EU Legitimacy. Public Contestation, 1950-2005*, dans *Politique européenne* 2013/4 (n° 42), pages 160 à 163

Balint MAGYAR, *Post-Communist Mafia State. The Case of Hungary*. Budapest, Central European University Press & Noran Libro, 2016, revue par Amélie Zima Dans *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 2017/3-4 (N° 48), pages 339 à 344

Yannick PROST, *Migrations : l'impasse européenne*, revue *Politique étrangère*, 2018/3 (Automne), pages 157-169

*Revue Cités*, presse universitaire de France 2016/4 (N° 68), pages 9 à 14.

Jacques RUPNIK, *Régression postdémocratique en Hongrie*, revue *ESPRIT* 2013/5, Mai, pages 109-117

Louis-Albert SERRUT, *Une nouvelle catégorie politique dans les Etats de l'est de l'Union européenne*, revue *Cités* 2017/2 (N°70), pages 135-160

Philippe VAN PARIJS, *Just Europe and Fair Brexit*, Centre of Political Philosophy, University of Leiden, 25 January 2018, p. 8

Pierre VERLUISE, *La Hongrie d'Orban*, revue géopolitique *diploweb*, lien internet <https://www.diploweb.com/La-Hongrie-d-Orban.html>, publié le 1 mai 2011, consulté le 8 juillet 2019

Catherine WIHTOL DE WENDEN, *Une crise de la solidarité*, Revue Après-demain 2016/3 (N° 39, NF), fondation Seligmann, pages 5 à 6

Fareed ZAKARIA, *The Rise of Illiberal Democracy*, *Foreign Affairs*, n° 76, novembre-décembre 1997

### Article de presse

AFP, *Hongrie : une vidéo montre la façon inhumaine dont sont nourris les migrants dans les camps*, La Libre, 11 septembre 2015.

AFP, *La désignation de Juncker, une « grave erreur » pour Cameron*, Le Monde, publié le 27 juin 2014.

AFP, *L'afflux des réfugiés menace l'identité chrétienne de l'Europe, selon Viktor Orbán*, Le Soir, 3 septembre 2015.

AFP, *La droite européenne PPE suspend le Fidesz de Viktor Orbán*, Le Soir, 20 mars 2019.

AFP, *L'Europe aux prises avec l'une des plus graves crises migratoires de l'Histoire*, Sud Ouest, publié le 26 août 2015.

AFP, *Le premier ministre hongrois , Viktor Orbán, dans le viseur de la droite européenne*, Le Monde, 20 mars 2019.

AFP, *A Milan, Viktor Orbán désigne Matteo Salvini comme son « héros »*, Le Soir, 28 août 2018.

Agence France Presse, *Le gouvernement hongrois dénigre le président de la Commission européenne*, 19 février 2019.

Ferenc ALMASSY, *Viktor Orbán désigne la mondialisation et les spéculateurs financiers comme menaces contre l'identité*, journal indépendant Le Visegrad Post, disponible en ligne via <https://visegradpost.com/fr/tag/homo-bruxellicus/>.

Valentina BACIU, *Europe de l'est. Monuments soviétiques à la décharge de l'Histoire*, article du quotidien moldave Timpul, publié dans Le courrier international, 12 mars 2010.

BELGA, *Le Fidesz de Viktor Orban suspendu du PPE: «Une victoire historique»*, selon Benoît Lutgen, Le Soir, 20 mars 2019.

BELGA, *Orban lâche Manfred Weber, tête de liste européenne du PPE*, La Libre, 6 mai 2019.

Emmanuel BERRETTA, *Europe : Orbán versus Tusk, deux droites irréconciliables*, Le Point, 9 novembre 2018

Daniel BOFFEY, *Hungary's far-right government vilifies Finland over rule of law inquiry*, The Guardian, 13 Aug. 2019

Antoine COLONNA, *Viktor Orban suspend du PPE, le début de la fin pour la droite européenne*, Valeurs actuelles, 21 mars 2019.

Christian COMBAZ, *Crise des migrants : une petite histoire de la Hongrie*, Le Figaro, 17 septembre 2015.

James CRISP, *EPP votes to suspend Hungary's ruling Right-wing Fidesz party*, Telegraph, 20 march 2019.

Béatrice DELVAUX, *Orban est un grand caméléon, sans morale*, Le Soir, 5 décembre 2018.

Dossier hors-série sur Paul Ricoeur et son livre *Temps et récit III*, Seuil, 1985, Le Point

Peter FOSTER, *A "climate of fear" : Hungary, inside a dying democracy propped up by the EU*, Telegraph, 29 may 2019.

Timothy GARTON ASH, *Europe must stop this disgrace : Viktor Orban is dismantling democracy*, The Guardian, 20 Jun. 2019

Blaise GAUQUELIN, *Hongrie : des élections à risque pour Viktor Orban*, Le Monde, 8 avril 2018

Blaise GAUQUELIN, *Hongrie : le nationaliste Viktor Orban triomphe aux législatives*, Le Monde, 8 avril 2018.

Blaise Gauquelin et Alain Salles, avec Jean-Baptiste Chastand, *Viktor Orban, architecte de la démocratie non libérale en Europe*, Le Monde, dimanche 8 mai – lundi 9 mai 2016.

Vincent GEORIS, *Orban nourrit l'extrême droite*, L'Echo, 9 avril 2018.

Vaclav HAVEL, *A propos de la supériorité de l'Occident*, La Libre, publié le 3 octobre 2001

Jean-François HERBECQ avec Belga, *Hongrie : la Commission européenne réplique à la campagne europhobe de Viktor Orbán*, RTBF, 28 février 2019.

Boris KALNOKY, *Orbans Begeisterung für die Übermutter*, Die Welt, 1/8/2019.

Safia KESSAS, *Espagne : Vox, le parti d'extrême droite capitalise sur l'antiféminisme*, RTBF, 30 avril 2019.

Jurek KUCZKIEWICZ, *PPE : Orbán assume le divorce*, Le Soir, 6 mars 2019

Jurek KUCZKIEWICZ, *D'enfant terrible, Orbán devient le mouton noir du PPE*, Le Soir, publié le 12 septembre 2018

Sylvain KAHN, *L'Italie, nouveau laboratoire de l'organisation de l'Europe*, article paru dans le quotidien régional *Sud Ouest*, 22 mai 2018

Paul LAUBACHER, *Comment Viktor Orbán fracture la droite française*, L'Obs, 12 septembre 2018.

Ferenc LASZLO, "par éven belül 370 ezer ember hagyhatja el Magyarországot", magyar nemzet, 20 mai 2017

Baptiste LEGRAND, *Viktor Orbán refuse de voir la couleur des Hongrois « mélangée à celle des autres »*, l'Obs, 12 février 2019.

Baptiste LEJEUNE, *La droite au défi de Viktor Orbán*, Valeurs actuelles, 3 avril 2019.

Baptiste LEJEUNE, *Laurent Wauquiez sur Viktor Orbán : ne prétextons pas défendre l'«Etat de droit» pour imposer l'immigration de masse dans l'Europe*, Valeurs actuelles, 3 avril 2019

Corentin LEOTARD, *A Pisko, l'un des villages les plus pauvres de Hongrie : On est tous Fidesz ici, on aime Viktor Orbán !*, La Libre, publié le 24 juin 2019.

Joël LE PAVOUS, *Viktor Orbán, seigneur de Budapest*, Le Temps, publié le 6 avril 2018.

Joël LE PAVOUS, *Orban accueille son « héros » Salvini et s'éloigne un peu plus du PPE*, Courrier international, 3 mai 2019.

Ludovic LEPELTIER-KUTASI, *Au cœur de la Roumanie, le Hongrois Viktor Orbán tel un maître en son royaume*, Le Soir, 30 juillet 2019.

Ludovic LEPELTIER-KUTASI, *Jeremy Corbyn exhorte la gauche hongroise à « vaincre la politique de Viktor Orbán*, Le Courrier d'Europe centrale, août 2019

Christian MAKARIAN, *Macron-Orbán, le choc des deux Europe*, L'express, 8 mars 2019.

Véronique MALECOT, Mathilde COSTIL, Francesca FATTORI, *Migration vers l'Europe, les chiffres et les routes*, Le Monde, 28 juin 2018

Laure MANDEVILLE, *Sur les terres de Viktor Orbán, à la frontière entre partisans et détracteurs*, Le Soir, 21 mai 2019.

Franck NOUCHI, *Du bon usage du mot "populiste"*, Le Monde, 4 juillet 2018.

Roland OLIPHANT, Balazs CSEKO, *Challenge to Hungary's strongman Viktor Orbán as "slave lawé protests rock Budapest*, Telegraph, 17 december 2018.

Tony PATERSON, *Hungary election : concerns as neo-nazi Jobbik party wins 20% of vote*, The Independent, 7 publié le 7 avril 2014

Robert PHILPOT, GB : *Les conservateurs accusés de soutenir le gouvernement « antisémite » Orbán*, The Times of Israël, 10 octobre 2018.

Reuters, *Le défi populiste de la Hongrie à l'UE*, euronews, 9 avril 2018.

RTBF, *Viktor Orbán et Jean-Claude Juncker, à couteau tirés*, 20 février 2019.

Massimo RIVA, *Lettre d'Europe : les fascistes sont aux portes du Vieux-Continent*, Le Soir, publié le 19/08/2018

Anne ROVAN, *La droite européenne suspend Viktor Orban, son « enfant terrible »*, Le Figaro, 21 mars 2019.

Frédéric ROUVILLOIS, *Les conservateurs et les populistes ont-ils quelque chose en commun ?* Le Figaro, 4 juillet 2019.

Maria SCHMIDT, *Maria Schmidt : « L'Union européenne veut briser notre identité au nom de la démocratie »*, La Monde, publié le 1 août 2018.

Yaakov SCHWARTZ, *Fans d'Orban ou non, les Juifs hongrois se réjouissent de sa visite en Israël*, The Times of Israël, 17 juillet 2018.

Joëlle STOLZ, *Viktor Orban, le croisé de l'Europe*, Le Monde, publié de 1 décembre 2015

Jon STONE, *Conservatives back far-right government of Viktor Orbán in crunch vote in European Parliament*, Independent, 12 September 2018.

Zsuzsanna SZELENYI, *I was once Orban's ally. I despair at what he has done to Hungary*, The Guardian, 26 Jun. 2019.

Maria UDRESCU, *Après les médias et les universités, Orban veut mettre au pas la recherche scientifique*, La Libre, 24 juin 2019.

Marie VERDIER, infographie Paule PINTO GOMES, *Carte Europe : 1,2 million de demandes d'asile en 2015*, La Croix, 4 mars 2016.

Joseph YACOUB, *Comprendre la Hongrie avec l'historien Joseph Yacoub*, Le Figaro, le 6 juillet 2018.

### Documents officiels

#### Commission européenne

Commission européenne, Base de données des communiqués de presse, disponible en ligne via [http://europa.eu/rapid/press-release MEMO-96-33\\_fr.htm?locale=FR](http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-96-33_fr.htm?locale=FR), consulté le 8 juillet 2019.

Commission européenne, Contribution de la Commission à la réunion des dirigeants sur la voie à suivre concernant les dimensions interne et externe de la politique migratoire, Bruxelles, le 12/12/2017, COM (2017) 820 final/2

Commission européenne, Direction générale Communication, opinion publique dans l'Union européenne, Novembre 2018, page 12

Commission européenne, Eurobaromètre Standard 86, novembre 2016

Commission européenne, Eurobaromètre 89, mars 2018.

Commission européenne, Eurobaromètre Standard 90, *Solidarité européenne : un système de relocalisation pour les réfugiés*,

Commission européenne, Eurobaromètre 91 (pas encore diffusé en version consolidée), lien internet des documents :

<https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/survey/getsurveydetail/instruments/standard/surveyky/2253>

Commission européenne, l'UE et la crise migratoire, 2017

Commission européenne, Solidarité européenne : un système de relocalisation pour les réfugiés

Commission européenne, Report from the commission to the European parliament, the European council and the council, ninth report on relocation and resettlement, Brussels, 8/2/2017, COM(2017) 74 final.

### Parlement européen

Parlement Européen, Asile et migrations en Europe : faits et chiffres, 13 juillet 2017.

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/society/20170629STO78630/1-asile-et-les-migrations-en-europe-faits-et-chiffres>

Parlement européen, Briefing EU Legislation in Progress, European Union Agency for Asylum. Disponible sur

[http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/595849/EPRS\\_BRI%282016%29595849\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/595849/EPRS_BRI%282016%29595849_EN.pdf)

Parlement européen, Demande d'asile dans l'UE selon les années, information graphique,

[https://www.europarl.europa.eu/infographic/welcoming-europe/index\\_fr.html#filter=2015](https://www.europarl.europa.eu/infographic/welcoming-europe/index_fr.html#filter=2015), consulté le 15 juillet 2019.

Parlement européen, Rapport du 4 juillet 2019 relatif à une proposition invitant le Conseil à constater, conformément à l'article 7, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne, l'existence d'un risque clair de violation grave par la Hongrie des valeurs sur lesquelles l'Union est fondée (2017/2131(INL))

Parlement européen, Résultat des élections européennes de 2014, lien :

<http://www.europarl.europa.eu/elections2014-results/fr/turnout.html>

Parlement européen, Résultats des élections européennes 2019, Résultats par parti national

2019-2024. Lien : <https://resultats-elections.eu/resultats-nationaux/hongrie/2019-2024/>

Parlement européen, Résultat des élections européennes de 2014, Résultat par pays. Lien :

<http://www.europarl.europa.eu/elections2014-results/fr/country-results-hu-2014.html>

Parlement européen, Résultats des élections européennes 2014, Taux de participation,

disponible via le lien <http://www.europarl.europa.eu/elections2014-results/fr/turnout.html>

Parlement européen, résultat du vote du rapport Sargentini, détaillé sur le lien VoteWatch

Europe : <https://term8.votewatch.eu/en/term8-the-situation-in-hungary-motion-for-resolution-vote-text-as-a-whole.html>

Parlement européen : Une Europe ouverte ? Evolution du nombre des demandes d'asile et de réfugiés en Europe

[https://www.europarl.europa.eu/infographic/welcoming-europe/index\\_fr.html#filter=2018](https://www.europarl.europa.eu/infographic/welcoming-europe/index_fr.html#filter=2018)

## Autres

Bureau national électoral de Hongrie, Résultat des élections européennes de 2014, lien :

<https://static.valasztas.hu/dyn/ep14/szavossz/hu/emjk.html>

Bureau national électoral de Hongrie, résultat électoral des élections hongroises de 2014,

disponible en ligne : <https://static.valasztas.hu/dyn/ep14/szavossz/hu/eredm.html>

Bureau national électoral de Hongrie, statistique disponible sur  
[https://static.valasztas.hu/dyn/onepsz201610/szavossz/en/eredm\\_e.html](https://static.valasztas.hu/dyn/onepsz201610/szavossz/en/eredm_e.html)

Constitution hongroise, Magyarország alaptörvénye, mise en vigueur le 1 janvier 2012.

Convention de Genève de 1951, article 1 paragraphe 2.

Eurostat, [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Migration\\_and\\_migrant\\_population\\_statistics/fr](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Migration_and_migrant_population_statistics/fr)

Eurostat, [http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=demo\\_gind&lang=en](http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=demo_gind&lang=en)  
Eurostat, *glossaire migration*, <https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Glossary:Migration/fr>

Statbel, *Population par lieu de résidence, nationalité, état civil, âge et sexe*,  
<https://bestat.statbel.fgov.be/bestat/crosstable.xhtml?datasourc=65ee413b-3859-4c6f-a847-09b631766fa7>

Statbel, *Population par pays de naissance, de 1881 à 2018*,  
<https://statbel.fgov/fr/themes/population/structure-de-la-population#figures>

Nations Unies, couverture des réunions et communiqués de presse, séance plénière  
AG/12113, 60E & 61 séances, 19 décembre 2018

Nations Unies, *Réfugiés et migrants*, définition de « migrant » :  
<https://refugeesmigrants.un.org/fr/d%C3%A9finitions>

Office nationale des statistiques hongroises, affiliée à Eurostat

Nations Unies, report of the special committee on the problem of Hungary, general assembly  
official records : eleventh session supplement n° 18 (A/3592) New York. 1957. Consultable  
sur : <http://mek.oszk.hu/01200/01274/01274.pdf>

Office internationale des migrants (OIM), <https://www.iom.int/fr>

Office statistique KSH, Budapest

Traité sur l'Union européenne, article 1, 2 et 7.

Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, disponible en ligne sur <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A12012E%2FTXT>, consulté le 3 mars 2019.

UNESCO, Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles. Conférence mondiale sur les politiques culturelles, Mexico City, 26 juillet - 6 août 1982.

### Source internet

Frankfurter Allgemeine Zeitung fur Deutschland, 26/7/2019, lien : <https://edition.faz.net/faz-edition/seite-eins/2019-07-26/105842075e0b4b15f46fa032bb1c021b/?GEPC=s5>

Frankfurter Allgemeine Zeitung fur Deutschland, 26/7/2019, lien : <https://edition.faz.net/faz-edition/politik/2019-07-26/a0e5dfb5a920bb8b1b4dc36e9174d529/?GEPC=s5>

Soeren KERN, *European Union : a massive expansion of Top-down powers*, Gatestone Institute, 23 juin 2019. Internet : <https://www.gatestoneinstitute.org/14584/eu-top-down-powers>

La population de l'Union européenne 12 juillet 2019, lien : <https://www.touteurope.eu/actualite/la-population-de-l-union-europeenne.html>

André LARANE, Le Traité de Trianon rabaisse la Hongrie, Hérodote, publié ou mis à jour le 31 mai 2019, consulté le 11 juin 2019

Le Point, 5 mai 2019, lien en ligne : [https://www.lepoint.fr/europe/europeennes-la-main-tendue-de-marine-le-pen-a-la-hongrie-et-la-pologne-05-05-2019-2310945\\_2626.php](https://www.lepoint.fr/europe/europeennes-la-main-tendue-de-marine-le-pen-a-la-hongrie-et-la-pologne-05-05-2019-2310945_2626.php)

Magazine d'investigation allemand Der Spiegel, lien en ligne : <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/streit-ueber-fidesz-ausschluss-manfred-weber-und-viktor-orban-bleiben-im-gespraech-a-1257503.html>

*Orbán Bod Péter Akost ajánlja*, article du journal hongrois en ligne index.hu. Lien internet : <https://index.hu/belfold/orban260/>

Résultat détaillé des élections législatives hongroises de 2018 : <https://index.hu/belfold/2018/valasztas/mandatumok/?token=147b5398a6efd40d751ff71e3f3384de>

Marcel SEL, site internet Un blog de Sel, lien : <http://blog.marcel-sel.com/2018/04/11/francken-ppe-la-victoire-dorban-nest-pas-celle-quhongrois/>

Süddeutsche Zeitung, 1/5/2019, lien : <https://www.sueddeutsche.de/politik/orban-salvini-ungarn-trump-migration-evp-1.4429055>

Süddeutsche Zeitung , 21/2/2019, lien : <https://www.sueddeutsche.de/politik/evp-orban-weber-1.4340528>

Test électoral belge de 2019, consultable sur le site de la RTBF : [https://www.rtf.be/info/election/test-electoral?gclid=CjwKCAjw4ZTqBRBZEiwAHHxpfpmz8xcxsDY1x20udnjIgF8cClldPw9nyWjgDn10uwY9JAaI3UhhkoCGwUQAvD\\_BwE](https://www.rtf.be/info/election/test-electoral?gclid=CjwKCAjw4ZTqBRBZEiwAHHxpfpmz8xcxsDY1x20udnjIgF8cClldPw9nyWjgDn10uwY9JAaI3UhhkoCGwUQAvD_BwE)

Media en ligne V4NA, lien :

<https://v4na.com/fr/le-pib-hongrois-augmente-de-4-9->

<https://v4na.com/fr/la-turquie-menace-d-inonder-l-europe-de-migrants>

<https://v4na.com/hu/hitlerrel-viccel-dik-soros>

<https://v4na.com/hu/minden-unios-orszagra-nyomast-gyakorol-soros>

<https://v4na.com/hu/migransok-okoznak-feszultseget-a-horvatok-es-a-bosnyakok-kozott>

<https://v4na.com/hu/iraki-menekult-csempeszett-embereket-nemetszagba>

<https://v4na.com/fr/le-lieutenant-de-soros-en-macedoine-chef-d-une-organisation-criminelle-tentaculaire->

### Communications, working papers et rapports de recherches

CANTAT Céline et KUMAR Prem, spécialistes de la question migratoire en Hongrie, notamment dans leur rapport sur : *the politics of refugees Crisis in Hungary, B/ordering the Nations and the Others*”, *The Oxford Handbook of Migrations Crisis*, octobre 2018.

CHYTILEK Roman, KANIOK Petr, *Territoriality and Eurosceptic Parties in V4 Countries*, Faculty of Social Studies Institute for Comparative Political Research, Masaryk University

JACQUE Jean-Paul, *Crise des valeurs dans l’Union européenne*, 22 juin 2016. Cours en ligne : <http://www.droit-union-europeenne.be/416702987>

MRAK Mojmir, RICHTER Sandor, SZEMLER Tamas, ”Cohesion Policy as a Function of the EU Budget”, research report 400, Vienna Institute for International Economic Studies

### Dictionnaire

Larousse, 2019

Robert, 2019

## Discours

Discours de Charles de Gaulle à Dunkerque en 1959

Discours de Bart de Wever à l'Université de Gand, 22 septembre 2018.

Discours de Viktor Orbán à Tusványos du 29 juillet 2019

Discours de Viktor Orbán pour le lancement de sa campagne électorale, dimanche 18 février 2018,

Discours de Viktor Orbán devant le Parlement européen, 20 mai 2016.

Discours de Viktor Orbán, Premier ministre de Hongrie, à l'occasion de la présentation du programme du Fidesz-KDNP *Budapest, le 5 avril 2019.*

Discours de Viktor Orbán lors de la séance plénière du 11 septembre 2018

Discours de Viktor Orbán, à l'occasion de la fête nationale de Saint Etienne

Discours de Viktor Orbán lors de l'inauguration du monument de l'Unité nationale au musée du patrimoine d'Opusztasze, 29 septembre 2012

Discours de Viktor Orbán, lors du Congrès du Fidesz en 2015

## Entretien

Entretien sur plateau télévisé avec Amélie Poinssot sur TV5 monde, le 1 avril 2019.

Entretien avec le secrétaire général de Forum Logia, thinktank chrétien belge, juillet 2019.

Entretien Viktor Orbán, *Wirtschaftswoche*, 17 avril 2016.

Entretien Cécile DUCOURTIEUX, *Le Monde*, 13 septembre 2018

Entretien personnel avec le secrétaire général de Forum Logia, juillet 2019

Entretien personnel avec trois hongrois désirant resté anonyme, juillet 2019

Entretien personnel avec deux personnalités politiques du MR, désirant resté anonyme, juillet 2019.